

cahiers

LEON TROTSKY



- M.V. Lobanova Khristian Rakovsky dans les Balkans
- Tico Jossifort Le premier groupe trotskyste bulgare
- Morris Slavin Jacobins et Bolcheviks, une analogie
- Kwame Somburu Les Africains en Amérique
- David Renton Pain et Liberté
- Joaquim Maurin Conversation avec Trotsky

68
décembre 1999

CAHIERS LÉON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'oeuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des *Oeuvres* de Léon Trotsky [...] éditer les *Cahiers Léon Trotsky* destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis au jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son Oeuvre. (Extraits des statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Gilles Vergnon, secrétaire,
Rédaction des *Cahiers* : Pierre Broué, BP 276, 38407 Saint Martin d'Hères Cedex

Administration des *Cahiers* :

Luc Aujame, 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle

ABONNEMENT

Abonnement de soutien : 300 F, 350 F et plus

Etudiants :

demi tarif pour les moins de 25 ans, sur présentation de la carte d'étudiant

• France : 4 Nos (1an) 150 F

Particuliers :

• France : 4 Nos (1an) 300 F

• France : 8 Nos (2ans) 600 F

• Etranger : 4 Nos (1an) 350 FF

• Etranger : 8 Nos (2ans) 700 FF

Institutions :

• France : 4 Nos (1an) 400 F

• France : 8 Nos (2 ans) 800 F

• Etranger : 4 Nos (1an) 450 FF

• Etranger : 8 Nos (2 ans) 900 FF

Tous les anciens numéros des *Cahiers* sont actuellement disponibles au prix unitaire de 50 frs pour les abonnés (prix public de 80 frs) + frais de port.

Petite collection du N° 1 à 20 : 600 frs (+ 45 frs de frais de port)

Grande collection du N° 1 au 39 : 1 500 frs (+ 80 frs de frais de port)

Pour l'étranger les prix indiqués ne sont valables que pour des paiements en francs français sur une banque française (ou correspondante) ou par mandat postal international,

sinon les frais bancaires s'élèvent à 100 frs.

Ainsi tout paiement en monnaie étrangère doit être majoré de 50 frs (frais de change)

et tout paiement sur une banque étrangère de 50 frs (commission pour la banque)

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky*

par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de ILT

à adresser à Luc Aujame - 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle, France

N° ISSN 0181 - 0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Pierre Broué

cahiers LEON TROTSKY

n° 68

Décembre 1999

Présentation 3

M.V. Lobanova

— Khristian Rakovsky et les premières conférences social-démocrates dans les Balkans (1909 et 1911) 5

Tico Jossifort

— Le premier groupe trotskyste bulgare 25

Pierre Broué

— Dossier Gatchev de l'ILT 37

Morris Slavin

— Jacobins et Bolcheviks, une analogie 49

Kwame Somburu

— Les Africains en Amérique 63

David Renton

— Soldats britanniques et trotskysme égyptien : Pain et Liberté 95

Joaquín Maurín

— Conversation avec Trotsky 121

LES DÉPARTS

— Pierre Pradalès 128

Présentation

Notre rédaction et nos lecteurs ont longtemps préféré les numéros à thème pour lesquels l'administration est désormais peu tolérante. Cette impulsion réglementaire correspond à une autre, née de la diversité des amis et camarades qui nous envoient des articles et qui rendent vains tous les efforts thématiques.

Celui-ci s'ouvre par un article d'une enseignante de l'Institut d'Histoire de l'Université de Kharkov, **M.V. Lobanova**, « Macha » pour ses amis. En ces temps de renouveau des guerres balkaniques, elle attire opportunément notre attention sur l'homme qui a cherché à confédérer les Balkans, Khristian Rakovsky, à qui elle a consacré sa thèse et dont elle nous reparlera.

Deux papiers sont consacrés à la Bulgarie. **Tico Jossifort**, enseignant dans une université parisienne, nous parle du premier groupe trotskyste bulgare (Rakovsky n'est pas loin), et **Pierre Broué**, du dossier Gatchev à l'ILT (des archives du Secrétariat international de la IVe qu'il a sauvées dans une poubelle).

On avait aperçu **Dimitar Gatchev** dans l'article de Tico. Certains se souviennent d'avoir rencontré en France ce splendide vieillard combattif comme le jeune communiste qu'il avait été au temps de Lénine.

Jeune chercheur, **David Renton** a écrit une belle page d'histoire : les soldats britanniques membres de la IVe à la recherche (et ils en trouvent) de trotskystes égyptiens pendant la Deuxième Guerre Mondiale.

Notre fidèle ami américain **Morris Slavin**, un des spécialistes américains de la « Grande Révolution Française » a étudié avec une attention sévère l'analogie souvent superficielle entre Jacobins et Bolcheviks.

Le militant Noir **Kwame Somburu** s'est fait historien pour une histoire des Africains en Amérique qui sera très neuve pour beaucoup, et demeurera pour toujours une des taches de l'histoire humaine.

Nous avons joint un témoignage de **Maurín** sur Trotsky.

Reprenez l'habitude de dire ce que vous pensez et on vous fera d'agréables surprises.

Khristian Rakovsky et les premières conférences social-démocrates dans les Balkans (1909 et 1911)

La guerre des Balkans, les crises qui se sont succédées ces dernières années témoignent de l'importance de la question des Balkans. Depuis plus d'un siècle, des conditions historiques différentes ont imposé des voies nouvelles de résolution des conflits, tantôt prenant la forme pacifique de négociations et de réformes, comme les projets de Confédération balkanique ou de Conseil des Balkans, et tantôt de conflits armés, comme les guerres balkaniques de 1912 et 1913... et la dernière.

Ce double aspect de la gestion des conflits, quand il ne reste plus qu'un souffle entre la paix et la guerre, se manifeste toujours aujourd'hui dans la logique des conflits nationaux et à travers les liens des gouvernements de la région avec les puissances mondiales.

On relève plus particulièrement une ressemblance frappante avec cette diplomatie double, propre aux Balkans, dans le fonctionnement même de la

1. M. V. Lobanova est Docteur en Philosophie, chargée de cours à l'Institut d'Histoire de l'Université de Kharkov, auteur d'une thèse sur Khristian Rakovsky.

fraction balkanique de la IIe Internationale. Dans la première décennie du XXe siècle, la IIe Internationale fut en effet déchirée par les contradictions internes des deux tendances — réformiste et radicale — du socialisme international en pleine mutation.

C'est donc ce moment unique de l'histoire qui a largement déterminé les principes d'action de tous les socialistes des Balkans, notamment ceux des socialistes bulgares : c'est pourquoi les perspectives d'évolution des Balkans, de manière générale et plus particulièrement l'avenir du mouvement social-démocrate sont au cœur de notre étude.

Le développement important des mouvements nationaux social-démocrates dans les Balkans, au début du XXe siècle, obligea de plus en plus les socialistes à chercher des voies pour rapprocher leurs fractions différentes. Il devint ainsi nécessaire d'organiser des conférences balkaniques réunissant les différents partis socialistes de la péninsule. Sensibles à la pression de la cause commune, les représentants de pratiquement tous les partis répondirent présent au moment où se tinrent les conférences.

Dans le cours de cet apprentissage historique du mouvement social-démocrate balkanique, se confirma également un fait essentiel, à savoir que tous les partis social-démocrates de cette région avaient un réel potentiel de développement propre ainsi qu'une chance de devenir chef de file dans le processus de consolidation des forces social-démocrates.

C'est ainsi que l'idée de l'intégration des Balkans par le biais du socialisme a concentré d'un coup toutes les divergences qui se manifestaient dans la IIe Internationale quand il s'agissait de concilier les interprétations, radicale, centriste et réformiste (bersteinienne) de la théorie et de la pratique du socialisme.

Les socialistes bulgares

Ces divergences ont profondément marqué le mouvement social-démocrate, bulgare en particulier, où elles se sont concrétisées sous une forme radicale, donnant naissance à deux partis autonomes. Le premier, défini de façon très sectaire, le Parti ouvrier social-démocrate bulgare ou « socialistes étroits » (le

BRSDP-ts) que nous appellerons ci-dessous les **Étroits**, revendiquait la tendance radicale, alors que le second, le Parti ouvrier social-démocrate bulgare, les « socialistes larges » (BRSDP-Ch.s.), que nous appellerons les **Larges**, s'inspirait des principes réformistes¹.

L'évolution originale de la social-démocratie bulgare, ainsi que le succès dans les Balkans du socialisme bulgare dans cette première décennie du XXe siècle, appellent une attention particulière sur l'examen des sources historiques datant de cette période. Longtemps, la plupart d'entre elles ont été soit systématiquement falsifiées, soit interdites d'accès même aux chercheurs soviétiques, par principe, et aux chercheurs étrangers à plus forte raison.

Ce n'est que récemment, à la suite de la reconnaissance de leur indépendance à l'égard des directives idéologiques de l'URSS, que les gouvernements des Balkans ont permis de redonner un sens aux périodes de leur histoire jadis recouvertes par le silence. On peut donc aujourd'hui remettre à jour la question des conférences balkaniques sur une base historique tout à fait nouvelle, celle de l'examen général des sources actuellement disponibles.

A ce sujet, les archives des organes de direction des deux partis socialistes bulgares constituent un apport essentiel. Vient ensuite la presse et puis, ce qui est particulièrement intéressant, des commentaires, des discours, ainsi que des notes personnelles de Khristian Rakovsky, représentant du Bureau Socialiste International (BSI) au sein duquel se sont réunies les forces socialistes bulgares.

Khristian Rakovsky

En réalité, Khristian Rakovsky fut une des figures les plus significatives du mouvement socialiste des Balkans. Bulgare de naissance, ayant un passeport

1. A partir de 1905, la social-démocratie bulgare comptait trois partis politiques indépendants : le BRDSP-t.s. (tesnié sotsialisty, socialistes étroits) que nous appelons plus loin les **Étroits**, le BRSDP-ch.s. (chirokyé sotsialisty, socialistes larges) que nous appellerons les **Larges**, et enfin le BRSDP-t.s. de l'opposition, comprenant les libéraux-anarchistes et les progressistes (plus tard union des « Prolétaires »), et qui s'intégra en 1909 comme fraction indépendante (« levitsa », la gauche) au BRSDP-t.s. (désormais nommée obiédinonnaïa unifiée) que nous appellerons les **Unifiés**, le BRSDP-o.

roumain¹, il représenta parfois la social-démocratie serbe dans les congrès socialistes mondiaux². Pendant les années de son séjour en Occident, il réussit à assimiler le meilleur de la culture européenne et devint de fait un « intermédiaire culturel » entre les Balkans et l'Europe occidentale.

Le philosophe spécialiste des questions culturelles Georgi Gatchev a écrit, dans son livre *Images des Nations dans le Monde*, des évolutions culturelles dans les Balkans en général et en Bulgarie en particulier, qu'elles étaient centrées sur « le monde plus développé tout autour »³ [9 § 6]. Compte tenu d'une inégalité « essentielle » concernant « culture, éducation », cette orientation culturelle permit même, selon Gatchev, à « certains Bulgares de passer parfois de la qualité d'élève passif à celle de créateur de la culture mondiale » [16 § 96].

Assimilant très justement les éléments les plus lumineux de la mentalité européenne et y apportant de son côté une contribution à la mutation socio-culturelle du monde en y intégrant les particularités des évolutions bulgare et balkanique, Rakovsky a joué un rôle de « générateur » de la culture politique. Il cherchait au fond à adapter de façon active les traditions balkaniques à la démocratie européenne, tout en insistant sur la nécessité d'inventer une forme nouvelle de communication entre les différents mouvements socialistes des Balkans.

La préparation des conférences balkaniques selon les Etroits

Tout ce qui concerne la période de l'organisation des conférences balkaniques est décrit dans nos documents de deux façons différentes : une version de Rakovsky et l'une du Comité central du parti orthodoxe des socialistes « étroits ». Des divergences apparaissent sur le lieu et la date de la première conférence socialiste.

1. Propriétaires terriens, les parents de Rakovsky avaient pu conserver leurs biens en choisissant la nationalité roumaine ainsi qu'un nom. Leur fils était né bulgare, mais devint alors roumain et fit son service militaire en Roumanie (NDLR).

2. Rakovsky était le fondateur et le dirigeant incontesté du Parti socialiste roumain. A plusieurs reprises, il représenta le parti serbe, notamment au Congrès de l'Internationale.

3. Dans le texte « natsionalnye obrazy mira » : « les images des nations dans le monde ».

De leur côté, les socialistes « étroits » montrent que « les camarades serbes D. Lapcevic et T. Kaclerovic¹ furent les premiers à comprendre l'importance qu'il y avait de réunir une telle conférence et cela encore bien avant l'intégration dans l'Empire ottoman. Par la suite, après les événements de juillet en Turquie, la direction des Etroits évoquait déjà la possibilité d'organiser une conférence socialiste dans les Balkans. Mais les rapports difficiles entre socialistes bulgares « étroits » et « larges » ont lourdement marqué le déroulement des conférences socialistes balkaniques.

Par exemple, les socialistes radicaux ont manifesté plusieurs fois leur désaccord avec l'activité des réformistes bulgares et catégoriquement refusé de prendre part à des conférences dans lesquelles étaient admis des représentants des « larges ».

Un incident illustre bien cet affrontement. Il s'agit de la réaction du comité central du parti des Etroits, lors de la visite du secrétaire du parti serbe, D. Tucovic², lorsque celui-ci présenta la proposition du comité central de son parti concernant l'inclusion du parti large parmi les participants à la future conférence balkanique.

Cette prise de position du CC du parti serbe s'imposait du fait de l'appartenance du BRSDP-o. (des Unifiés) à la IIe Internationale, qui garantissait son caractère socialiste et lui donnait par conséquent le droit de participer au forum des Balkans.

Pourtant, non seulement la direction des Etroits a fait entendre clairement son mécontentement de l'attitude des Larges, mais encore elle a cherché à démontrer l'incompatibilité entre la position du BSI et celle des Unifiés. D'après *Rabotnitcheski vestnik*, l'organe central de propagande des Etroits, « notre parti », est « en réalité forcé d'admettre les Larges dans l'Internationale. Ces derniers ont pour l'instant la chance que le BSI, patient, les soutient encore. Mais ce simple concours de circonstances ne peut d'aucune façon nous

1. **Dragisa Lapcevic** (1864-1939) et **Trisa Kaclerovic** (1879-1964) participaient aux activités du Parti social-démocrate serbe. **Dragisa Lapcevic**, membre du parti depuis 1903 et l'un de ses dirigeants, partisan de la modération et du réformisme au sein du mouvement socialiste serbe, est l'auteur de nombreux travaux d'ethnographie et d'histoire du mouvement ouvrier du pays.

2. **Dimitrije Tucovic** (1881-1914) était à la gauche du parti serbe.

influencer et les vrais social-démocrates de Bulgarie n'ont strictement rien de commun avec un tel parti » [6].

C'est à l'issue de négociations prolongées que les Etroits bulgares et les social-démocrates serbes ont fini par se mettre d'accord pour convoquer une première Conférence socialiste balkanique. Evoquant cet accord dans la rubrique des « comptes rendus » de son journal *Rabotnichesky viestnik*, la direction des Etroits mettait délibérément en relief le fait que l'initiative de l'organisation de cette conférence revenait exclusivement aux deux partis socialistes, les Etroits bulgares et les social-démocrate serbes. Quant aux Larges, les dirigeants des Etroits laissaient entendre qu'ils n'avaient aucunement participé à la préparation de la première Conférence balkanique.

La même selon Rakovsky

Pourtant, pratiquement, au moment même où paraissait dans la presse le « compte rendu du CC des Etroits », Khristian Rakovsky proposait dans son hebdomadaire socialiste *Napred* (En avant) une tout autre version des faits. Ayant personnellement participé aux événements qu'il décrivait, étant resté fidèle à sa mission d'unificateur des forces socialistes de Bulgarie et soucieux de démontrer une fois de plus le caractère socialiste du parti « unifié », Rakovsky insistait au contraire sur le rôle qu'avaient joué les Larges dans la préparation de cette conférence. Dans un article intitulé « *A propos de la justification présentée par les Etroits* », Rakovsky n'hésita pas à écrire que « *la version des faits historiques présentée par le BRDSPO-t.s. relève quelque peu de l'arbitraire* » [13].

La vérité, Rakovsky le soulignait, c'est que la résolution principale de convoquer la conférence avait été déjà prise à Stuttgart en 1907. Dans ce congrès de l'Internationale avait eu lieu une réunion à laquelle avaient participé les Serbes, les Roumains, les Bulgares, aussi bien les Larges que les Etroits [13].

Rakovsky était bien placé pour le savoir car il était présent personnellement à cette réunion de la fraction balkanique de la IIe Internationale en qualité de délégué du parti roumain, avec A. Constantinescu¹ et A. Ionescu. Selon lui, les Etroits étaient représentés par G. Kirkov, V. Kolarov et N.

1. **Alexandre Constantinescu** (1872-1949) était le principal lieutenant roumain de Rakovsky.

Sakarov¹ (ce dernier encore membre à l'époque du parti des Etroits). Pour les socialistes unifiés, il y avait Y. Saküzov et S. Sbygiiev². C'est au cours de cette fameuse réunion que fut fixé le lieu de la future conférence balkanique, à savoir Belgrade.

Rakovsky insistait sur le fait que le parti « unifié », en tant que l'un des organisateurs de cette conférence ne pouvait en toute logique en être exclu. De plus, en se soumettant aux exigences des Etroits et en déniaut aux Unifiés le droit de participer à la Première Conférence, les socialistes balkaniques avaient commis une grave erreur qui a porté préjudice au mouvement social-démocrate en Bulgarie et dans les Balkans en général. De ce fait, l'exclusion des Unifiés de la Première Conférence était « un acte illicite qui ne doit plus jamais se reproduire » [13].

G. Haupt parle de Rakovsky à propos des conférences balkaniques dans *Socialism and the Great War* :

« C'était un homme qui savait par-dessus tout repousser les frontières et parfaitement capable de rassembler les forces socialistes des Balkans, jadis divergentes et donc affaiblies par leur lutte interne ».

Selon lui, c'est Rakovsky qui comprit le premier l'importance de cette conférence et « *proposa que les chefs des partis socialistes de l'Europe du Sud-Est se réunissent pour définir des principes généraux relatifs aux problèmes social et national dans les Balkans* » [18, § 67].

La première Conférence socialiste balkanique

La première Conférence socialiste balkanique se tint donc à Belgrade du 25 au 27 décembre 1909 (7-9 janvier 1910 du nouveau calendrier). Ni Rakovsky ni d'autres représentants de la social-démocratie roumaine n'y prirent part. Cela ne peut que nourrir la suspicion : en 1907, les Roumains avaient participé à une réunion préliminaire de la fraction socialiste des Balkans et Rakovsky le mentionnait dans son article. N'était-ce pas que leur présence devenait forcément gênante pour l'un des partis organisateurs de la conférence ?

1. **Georgi Kirkov** (1865-1919), **Vassili Kolarov** (1877-1950), étaient deux des principaux leaders des Etroits.

2. **Janko Saküzov** (1860-1941), d'abord Large, passa ensuite aux Etroits.

L'énigme fut résolue par Rakovsky lui-même dans l'hebdomadaire socialiste *Napred*. D'après les déclarations finales du CC du BRSDP-t.s., la date de la conférence avait été déterminée pendant la visite de D. Tucovic à Sofia en octobre 1909. Dans la logique de cette interprétation, la résolution de convoquer la conférence avait donc été prise par deux partis — le Serbe et les Etroits bulgares. Rakovsky ajoutait que le délégué roumain n'avait pu être envoyé à Belgrade « faute de temps » [13]. De toute façon, même si les Serbes avaient eu un intérêt à tenir à toute force la conférence, ils ont quand même consenti à inviter la social-démocratie roumaine. La responsabilité ne peut donc être que celle des Etroits bulgares.

Tout devient parfaitement compréhensible grâce aux explications données par Rakovsky. Il apparaît qu'un peu avant la dite conférence le parti roumain a rédigé une lettre faisant part de ses objections quant à la mise à l'écart des Unifiés du forum socialiste [13]. Mais la direction des Etroits comprenait très bien que l'initiative des socialistes roumains aurait des chances d'obtenir le soutien des groupes et partis prenant part à la conférence, qui étaient visiblement troublés par l'absence de représentants des Unifiés.

Si l'on en croit Rakovsky, outre les Roumains, la « Fédération de Sologne » (les Macédoniens) s'opposa également à la position des Etroits. De même, tous les autres partis considéraient que personne ne devait être exclu de la conférence » [13].

Tout compte fait, il semble qu'un tel consensus aurait dû vaincre l'entêtement des Etroits qui auraient dû mettre un terme à leur insistance de *pan* polonais et ne plus opposer, émettre leur *liberum veto*, en paralysant précisément les capacités d'agir de leur propre famille et en imposant leur seule volonté à la minuscule Internationale balkanique [13].

Malheureusement, ce scénario ne s'est pas produit. Au contraire, le CC des Etroits a réussi à convaincre le parti serbe de la pertinence de la solution adoptée et s'est empressé de faire avancer la date de la conférence. Ainsi les Etroits ont-ils réussi à se débarrasser de la menace que constituait pour eux la délégation roumaine et surtout son personnage central, le futur unificateur des fractions socialistes bulgares, Khristian Rakovsky.

Par la suite, les résolutions adoptées par la conférence — fortement influencées par la délégation des Etroits — revêtirent un caractère orthodoxe sans

équivoque. Dans une lettre du CC de ce parti au comité exécutif du BSI, la direction du parti des Etroits fait part de son enthousiasme pour les résolutions adoptées par la conférence de 1909, ce qu'elle considère comme de son mérite propre.

« A la réunion de la conférence de Belgrade, il y a deux ans, » est-il écrit dans cette lettre « nous avons été très actifs et n'avons pas ménagé nos efforts pour que les résolutions finales aient un caractère exclusivement socialiste » [12,11].

La décision essentielle fut celle qui concernait la Deuxième Conférence socialiste balkanique, qui devait se tenir à Sofia en 1911. Par ailleurs, la conférence a nettement condamné « le chauvinisme de la bourgeoisie bulgare », « l'hostilité nationaliste » et la « politique impérialiste des grands pays européens ».

La résolution de la conférence mit aussi un accent particulier sur le refus catégorique des socialistes des Balkans de s'allier à un quelconque régime existant ou des mouvements de la classe bourgeoise y compris les plus progressistes. Ceux-ci ne pouvaient que constituer un obstacle sur le chemin de l'unification, leurs activités ayant pour seul effet d'aggraver l'antagonisme des nations dans les Balkans.

Dans le même sens, la conférence a décidé d'opposer à toutes les tentatives des « régimes monarchiques et bourgeois » l'idée d'une République fédérative des Balkans. La lutte des classes devait être le seul facteur dans le processus d'unification des nations balkaniques [7 § 13]

De la Première à la Deuxième Conférence balkanique

Conformément au programme voté par la conférence de Belgrade, se tint à Sofia le 14 mars 1910 l'Action socialiste balkanique, un meeting des sympathisants des Etroits [10]. Le seul fait de réussir à Sofia une telle action socialiste sur une grande échelle témoigne de l'importance de la Première conférence balkanique, qui a servi de base à une collaboration plus énergique et plus étroite entre les mouvements social-démocrates des Balkans.

Le BSI reconnut d'ailleurs officiellement l'enjeu de cette entreprise de salut et publia dans son bulletin un article sur la conférence en énumérant tous ses participants et reproduisant la totalité du texte adopté. Pourtant, en même temps,

le BSI avait des raisons de s'inquiéter de la façon dont le parti des Etroits traitait le parti des socialistes unifiés.

Ce dernier se retrouvait *de facto* exclu du cercle de la vie politique des Balkans du fait des limitations imposées par les Etroits. Une circulaire du BSI adressée à tous les partis socialistes des Balkans apporte pourtant la preuve que la direction de la IIe Internationale tenait à ce que les « unifiés » participent à la conférence socialiste. Cette circulaire mentionne en effet que le Bureau recommande la coopération entre Etroits et Unifiés afin qu'ils puissent participer ensemble à la conférence. Il affirme également qu'il ne s'agit nullement d'une attitude conciliante nouvelle, car « il a déjà maintes fois encouragé cette coopération » [15, livre 5 ; 69, 81, 110].

En conséquence, à l'occasion du congrès du parti social-démocrate serbe en 1910, en qualité de représentant du BSI dans les Balkans, Khristian Rakovsky se remit à militer en faveur de la participation des Unifiés à la Deuxième conférence. Selon lui, la résignation des socialistes serbes qui avaient cédé à la pression des Etroits exigeant l'exclusion de la conférence des Unifiés, avait été « trop hâtive ».

Rakovsky en fit part, en ces termes, à G. Kirkov qui comptait également parmi les participants du congrès de Belgrade. Par son intermédiaire, Rakovsky adressa en effet à nouveau à la direction des Etroits la demande de revoir leur décision quant à l'interdiction des Unifiés à la conférence.

Les Etroits laissèrent sa lettre sans réponse. Rakovsky fut indigné. Il ne comprenait que trop bien que la position des Etroits nuisait gravement au développement du mouvement social-démocrate dans les Balkans. En plus, cet entêtement ne rencontrait ni approbation ni compréhension auprès des chefs de la IIe Internationale [17, § 12, 19].

Le point de vue de Rakovsky fut entièrement partagé par Trotsky. Ce dernier écrivit dans son article « *Dans les Balkans et à propos des Balkans* » :

« Il est indispensable d'assurer la possibilité de convoquer une grande conférence balkanique à laquelle participeraient conjointement les deux fractions de la social-démocratie bulgare ».

Comme Rakovsky, Trotsky insistait sur le caractère d'ultimatum de la position des Etroits et concluait avec regret que ce parti semblait ne reculer devant rien, cherchant à « exclure des affaires balkaniques le parti qu'il tient pour

un concurrent ». Trotsky considérait cette attitude comme extrêmement dangereuse puisqu'en fin de compte elle menaçait de détruire l'unité des forces socialistes balkaniques récemment acquise, alors qu'une étroite union entre les Etroits bulgares et les Serbes, alliés des Roumains, se dessinait à l'horizon [14].

Cet article de Trotsky provoqua une violente réaction du CC des Etroits. D. Blagoïev¹ décida de lui répondre personnellement et s'empressa de publier l'expression de son « total mépris », aussi bien en Bulgarie, dans *Rabotnitchevsky Vestnik*, qu'à l'étranger, en Russie dans *Social-demokrat*. La variante bulgare s'avéra plus longue que le texte russe, ce qui obligea la rédaction du *Social-demokrat* à demander à Blagoïev de bien vouloir raccourcir sa critique du « divisionnisme », comme il disait. La publication de ce texte lui tenait tant à cœur que, les dents serrées, il capitula :

« Si vous croyez qu'il vaut mieux se débarrasser de ces accusations contre les "larges", vous n'avez qu'à les rayer bien qu'elles ne manquent pas de fondement »,

écrivit-il dans une lettre à la rédaction du *Social-demokrat* [11, livre 73].

De surcroît, Blagoïev se sentit blessé par la mention, sous la plume de Trotsky, des difficultés dans les rapports entre les Roumains et les Etroits bulgares. Tout en informant régulièrement les socialistes russes de la situation dans les Balkans, il se hâta d'assurer qu'il y avait un consensus parfait dans tous les partis politiques de la région. En guise de preuve, il insistait par tous les moyens en assurant que les Roumains eux-mêmes avaient accueilli de façon positive les résolutions de la conférence de Belgrade.

Quant à la prétendue alliance entre les Unifiés bulgares et la social-démocratie roumaine, Blagoïev écrivit dans *Social-demokrat* qu'il s'agissait d'une « invention » du camarade Trotsky. En fait, disait-il, il n'y a pas d'alliance mais, en revanche, ce qu'il y a, c'est qu'un membre du parti roumain nommé Khristian Rakovsky a effectivement « un contact proche avec les Unifiés, mais à lui seul Rakovsky n'incarne pourtant pas encore le parti roumain » [4].

1. Dimitur Blagoïev (1855 ou 1859) était l'idéologue, le théoricien et le chef indiscuté des Etroits.

En même temps, dans *Rabotnitchesky viestnik*, Blagoïev ne cachait pas l'inimitié ouverte des Etroits à l'égard de la position de la social-démocratie roumaine. Il écrivait :

« Si Rakovsky à lui tout seul constitue le parti, dans ce cas, ce n'est pas la peine de regretter que ce dernier n'ait pas participé à la conférence de Belgrade »¹.

Néanmoins Blagoïev ne souhaitait pas gâcher les bonnes relations de son parti avec le parti roumain, et espérait au fond pouvoir mener avec lui des démonstrations avec sa gauche contre les Unifiés. C'est pourquoi il conclut son article ainsi :

« Nous sommes malgré tout convaincus que le parti roumain n'est pas Rakovsky, et nous espérons vivement qu'il ne partage nullement "ses appels ultra-anarchistes à la division et ses errances intellectuelles". ne se trouve pas mêlé à ses intrigues et n'est pas dupe de toutes ces déclarations, des falsifications lancées par Rakovsky contre notre parti » [5, §142].

Le temps devait pourtant démontrer le contraire. Obligé de quitter la Roumanie en 1911, Rakovsky travaillait dur en Bulgarie sur l'édition du quotidien *Napred*. Il conservait des contacts avec le CC du parti social-démocrate de Roumanie (PSDR) toujours au nom de son grand projet, la réunion balkanique préparatoire comprenant aussi bien les Etroits que les Unifiés.

Cette activité dans *Napred*, dont ses adversaires disaient qu'elle « portait plus la marque de l'esprit civique et de l'intelligentsia que celle du socialisme » a soulevé un vive critique dans les rangs des Etroits. Aux yeux de leur CC, il militait en faveur d'une prétendue unification d'organisations qui, « par essence, ne peuvent pas s'unifier ». C'est précisément « essentiellement à la demande de Rakovsky que le parti roumain essaya de réunir le 25 septembre la conférence balkanique à Bucarest ». Toujours à ce sujet, Blagoïev écrivait dans *Novoie vremia* : « Sous l'effet d'un enchantement aveugle pour l'unificateur archi-connu K. Rakovsky, les tentatives du CC du parti roumain pour

1. Dans le texte russe, Blagoïev a omis de signaler que les Roumains n'avaient pas participé à la Première conférence balkanique. C'est d'autant plus intéressant au regard de la variante bulgare de son article qu'il l'introduisit par une réflexion sur la Roumanie, rappelant d'abord l'absence des Roumains à Belgrade.

convoquer une conférence à Bucarest prennent une tournure résolument anarchiste » [3, §54]

Conformément à l'esprit de cette conférence préliminaire, les partis socialistes des Balkans étaient censés revoir les résolutions de la précédente conférence et confirmer ainsi le droit, reconnu à tous les partis de la IIe Internationale, de participer à sa fraction balkanique. C'est précisément sur cette base qu'on a pu convoquer la Deuxième Conférence socialiste balkanique ; malheureusement il n'a pas été possible de la réunir à Bucarest. Ayant été avisés qu'ils devaient se présenter sur un pied d'égalité avec les Unifiés, les Etroits ont refusé de venir. Les Serbes ont hésité trop longtemps et « les Turcs et les Grecs — selon le CC des Etroits — n'ont même pas reçu l'invitation » [6].

En effet, les efforts de Rakovsky furent vains et ses espoirs d'obtenir la présence¹ des Etroits et des Unifiés à la Deuxième Conférence balkanique ne se sont jamais réalisés. Au tout début du mois suivant, il devint évident que l'initiative des Roumains était accaparée par les socialistes serbes qui prévoyaient la conférence des Balkans pour le 5 octobre 1911, tout en la déclarant en cours de réalisation. Le CC du parti serbe hésita pourtant un moment avant de prendre cette décision. Ce n'est que grâce à l'initiative de Rakovsky à Bucarest et au feu vert du BSI à la future rencontre socialiste des Balkans que les Serbes ont fini par se décider à convoquer une conférence balkanique préalable à Belgrade début octobre 1911.

Afin d'éviter un conflit ouvert avec les Etroits, le CC du parti serbe déclara que la conférence à venir serait réunie pour élaborer une stratégie commune dans la guerre italo-turque. Le BSI cautionna cet enjeu dans une circulaire que Rakovsky ne tarda pas à publier dans *Napred*. Par cette déclaration, le BSI légitimait le point de vue de Rakovsky sur le processus d'unification et l'érigait en base théorique de son action au profit de la double représentation des Etroits et des Unifiés dans les conférences socialistes balkaniques. La circulaire donnait

1. Dans un article consacré aux conférences balkaniques et publié dans *Napred*, Rakovsky affirmait que les socialistes turcs et grecs n'avaient pas été invités, car on ignorait leur adresse. Rakovsky lui-même, qui ne participait pas à l'ultime étape de préparation de la conférence de Bucarest du fait de son séjour permanent en Bulgarie, n'a reçu la convocation mentionnant la date que le matin même de la conférence, le 22 septembre. Tout cela a évidemment porté un grave préjudice à l'organisation de cette rencontre et, selon Rakovsky, constitue une des principales causes de son échec [13].

comme justification qu'il n'était plus possible à présent pour le prolétariat d'avoir « deux opinions différentes », compte tenu de la gravité de la situation dans les Balkans. En conséquence, le BSI invitait à « apaiser les conflits existants » et à « éviter d'en provoquer de nouveaux » [9].

Rakovsky mena une action énergique en faveur du soutien du projet de conférence. *Napred* publia plusieurs articles soulignant l'importance de la conférence et invitant les Etroits à y participer à égalité avec les Unifiés. Rakovsky affirmait que les délégués à la conférence auraient évidemment à décider, une fois pour toutes, de ne plus exclure « une seule des différentes fractions socialistes de la péninsule balkanique membre du BSI », des activités communes [9]. Malheureusement, contrairement à son opinion, les Etroits étaient convaincus que la présence à leurs côtés des Unifiés, ne ferait que nuire à l'esprit d'orthodoxie de la lutte des classes et ont donc continué à rejeter catégoriquement la participation des Unifiés au programme de lutte antimilitariste dans les Balkans.

Plus profondément, la présence, ensemble, à la conférence de toutes les forces social-démocrates des Balkans que préconisaient ensemble le BSI et Rakovsky, était censée démontrer l'unité du prolétariat de cette région aux yeux du mouvement progressiste qui gagnait l'Europe occidentale. Malheureusement le fanatisme borné et le conservatisme des socialistes « étroits » ont empêché la réalisation de ce projet prometteur. De nouveau ils ont refusé de prendre part à la conférence à cause de la présence de la délégation des Unifiés à Belgrade. Leur CC affirmait qu'il ne pouvait être question d'une conférence générale :

« elle serait tout à fait nuisible, disait-il, au mouvement ouvrier futur de notre pays » [6].

De surcroît, la direction des Etroits a adressé au CC du parti social-démocrate serbe une lettre justifiant son intransigeance, tout en demandant aux Serbes de sélectionner concrètement les partis pouvant effectivement prendre part à la conférence de Belgrade, et de définir son objectif essentiel. A cette demande des Etroits, la direction du parti social-démocrate serbe répondit de façon très vague. Peut-être les Serbes comptaient-ils retarder la correspondance avec le CC des Etroits et réaliser pendant ce temps la Conférence, adopter les résolutions nécessaires, et mettre la fraction bulgare des Etroits devant le fait accompli.

Astucieuse, une telle stratégie aurait épargné bien des problèmes au CC du parti serbe. Premièrement, les Serbes pourraient toujours prouver que les Etroits bulgares avaient bien reçu l'invitation officielle, mais que, hésitant trop longtemps à répondre, ils avaient manqué la date de la conférence. Deuxièmement, l'absence des Etroits aurait permis à la future conférence de fonctionner normalement, alors que, dans le cas contraire, son travail serait sans cesse interrompu par les éternels affrontements des deux tendances de la social-démocratie bulgare. D'après les organisateurs du forum socialiste, les Etroits n'auraient jamais accepté le changement de conditions dans la convocation des conférences balkaniques, mettant ainsi en danger l'avenir des activités communes de l'ensemble des socialistes des Balkans. C'est bien pourquoi le CC du parti serbe ne communiqua aux Etroits ni la liste des partis invités à Belgrade, ni surtout pas l'ordre du jour de la future conférence [12, §2].

La Deuxième Conférence socialiste des Balkans et le mot d'ordre de Confédération balkanique

Finalement la conférence préliminaire se tint à Belgrade du 5 au 8 octobre 1911. Son compte-rendu fut publié dès le 11 dans le journal de Rakovsky, *Napred*. Il participait personnellement au travail préparatoire de la conférence, en qualité de représentant du PS de Roumanie. Outre les délégués du parti social-démocrate de Russie, Belgrade accueillit les représentants de nombreux partis social-démocrates de la péninsule : Serbes, Croates, Bosniaques et membres de la Fédération socialiste de Sologne. En effet la délégation des Etroits ne s'est pas présentée à Belgrade et la question et la participation des Unifiés demeure aujourd'hui encore sans réponse. Dans *Napred*, Rakovsky n'a jamais mentionné les Unifiés parmi les participants, sans doute pour des raisons stratégiques, car il n'a jamais cessé de croire à la possibilité de l'unité des fractions socialistes de Bulgarie et voulait éviter d'aggraver plus encore le conflit existant.

L'historien russe E.I. Spivakovsky avait également repéré l'absence des délégations des deux partis socialistes bulgares à la rencontre de 1911. Parallèlement, une circulaire du BSI datée du mois d'octobre 1912 soulignait pourtant la participation de la fraction des Unifiés à la déclaration finale des partis socialistes des Balkans [15, livre 5, 3, 69, 81, 110]. Un bilan annuel des

Unifiés a de même mentionné « l'existence de liens continus et ininterrompus entre ce parti et le Bureau international ». Indirectement confirmée, cette information, venant du BSI, apparaît nettement plus crédible [8, I. 1]. Au total, d'une façon ou d'une autre, le CC a noté un entier « soutien » des Unifiés aux résolutions adoptées à Belgrade.

La résolution publiée par Rakovsky retrace ainsi l'idée générale de ces solutions ainsi que les buts ultimes de la Conférence. Avant tout, les socialistes des Balkans insistaient sur la nécessité de convoquer la Deuxième Conférence balkanique, accréditant par là même le contenu du paragraphe essentiel de la Première Conférence de 1909. La résolution affirmait également que « *tous les partis et groupes socialistes des Balkans membres du Bureau socialiste International, sans exclusion de l'un quelconque d'entre eux, doivent être invités à la Deuxième Conférence...* » [1]. De cette façon, la participation des Unifiés à la Deuxième Conférence balkanique se voyait reconnue par la majorité des partis socialistes de la péninsule.

La conférence exigeait entre autres des partis et groupes socialistes des Balkans qu'ils « favorisent la démocratisation des gouvernements des Balkans » et les invitait à intensifier leur travail afin d'encourager la montée en puissance de la social-démocratie dans les divers pays de la région.

Il ne faut pas oublier que, de toutes les conférences qui ont eu lieu dans les Balkans au cours des premi_res décennies du XXe siècle, celle-ci répondait au mieux aux normes démocratiques de l'Europe occidentale relatives au développement de la société civile.

Les solutions adoptées prévoyaient la possibilité de lier « des activités socialistes concrètes » tout en respectant le contexte particulier de chaque régime politique. Globalement, le fondement de la conférence consistait en la réunion des efforts afin de réaliser l'unité à terme et d'affronter les problèmes sociaux et politiques non pas dans un lointain avenir socialiste mais dans l'instant, face à la menace militariste pesant sur les différentes couches de la population des pays des Balkans.

C'est essentiellement pour cette raison que, dans son bilan du travail de la conférence, Rakovsky a tellement tenu à souligner l'idée de l'Union balkanique ébauchée dans *Napred* et qui aurait pour fondement « l'actuel statu quo territorial » [2]. Ainsi, avec l'appui actif de Rakovsky, la conférence de Belgrade

a-t-elle déterminé les lignes de l'action socialiste, orientée non seulement vers l'unification du mouvement ouvrier mais également vers celle des peuples.

En fin de compte, ce sont le conservatisme et les idées fixes de la fraction socialiste des Etroits qui ont empêché ses membres de se mettre d'accord sur la convocation de la Deuxième Conférence balkanique à Sofia, dans les conditions votées à Belgrade. Ultérieurement, les guerres balkaniques ont gelé tout le processus de consolidation des forces socialistes de la région. L'éclatement de la Première Guerre Mondiale a définitivement scindé le camp socialiste entre radicaux et réformistes, qui n'ont jamais plus trouvé un langage commun.

Pourtant, ce sont les socialistes qui, au début du XXe siècle, ont su indiquer une voie nouvelle pour résoudre les problèmes spécifiques des Balkans. Ainsi, selon Rakovsky, **les formules social-démocrates de cette région auraient pu devenir un véritable fondement de ce qu'il appelait la Confédération balkanique**, au sein de laquelle l'union entre les socialistes et les représentants des cercles progressistes à tendance libérale-démocrate aurait pu contribuer au processus de démocratisation de la péninsule.

Un tel projet, d'envergure, clairement explicité dans la résolution de la Conférence de Belgrade de 1911, transformait ces conférences périodiques, non seulement en Assemblées Constituantes des partis socialistes de la région mais surtout en centre opérationnel de coordination des forces progressistes dans les Balkans, aux ambitions très larges, allant de la résolution des problèmes socio-économiques à la prévention de la guerre et la défense du statu quo territorial dans les Balkans.

Sources (en bulgare et en russe)

1. *Appel km Balkanskite sotsialisti. Rechenia na podgotovitelna socialdemocratiticheska Balkanska konferentsia (Napred, 1911, 11 octomvri)* (Appel aux socialistes des Balkans. Proposition de mise en place de la conférence social-démocrate balkanique, *En avant*, 11 octobre 1911).
2. *Belejki na K. Rakovsky //TsDA na Repoublika Blgarrria (TsPA), F 156, op. 1, A'rkh. ed ? 207, 181 (ACPropos de K. Rakovsky//Archives centrales de la République de Bulgarie, section des archives du parti, dossier 156, tome I, éd. arch. 18).*
3. **Blagoiev D.**, *Za Balkanskata federatsia//Stchinenua-* B. m. 1961 ; t. 14 ; p. 458-465. (Pour la Fédération des Balkans, *Œuvres, 1961, ty. 14, PP. 458-465*).
4. **Blagoiev D.**, *Sotsialism na Balkanakh-po povodu stati t/Trotskygo)// Sotsial-demokraet, 1911, 13 janvarya* (Le socialisme dans les Balkans. A propos de l'article du camarade Trotsky, // *Sotsial-demokrate*, 13 janvier 1911).
5. **Blagoiev D.**, *Statiyata na dr. Trotsky, Stchinénia, 1961, t. 14, p 140-142//* (Essai sur le camarade Trotsky, *Œuvres, 1961, t. 14, p. 130-142*).
6. *BRSDP-t. s/ Islojenie vrkhou pregovorite za II-ta Balkanska sotsialdemocratiticheska konferentsia // Rabotnitychéski viéstnik, 1911, 19 octomvri* (BRSDP, Déclaration pour une 2^e conférence social-démocrate balkanique, *R. V.*, 19 octobre 1911).
7. **Gatchev G.**, *Natsiolnanye obrazy mira ?. Obchie voprosy : Roussky, Bolgarsky, kirgisky, grouzinsky, armiansky // Soviétsky pisatel, 1988, 144 p.* (Images des nations dans le monde. Questions générales ; russe, bulgare, kirghize, géorgienne, arménienne// *Ecrivains soviétiques, 1988 ; 144 p.*).
8. **Genin D. Rechta**, *Na dr Rakovsky za Balkanbaskata confederatsia Gledichtchevo na Balkanskite sotsial democratiticheski partii po Balkanskata federatsia i resolioutsia v Belgrade // Solon Petchantnitsa na Yordan Yartsev, 1910, 24 p.* (*A propos de la confédération des Balkans de K. Rakovsky. Regard sur les partis social-démocrates des Balkans, la*

- fédération des Balkans et la résolution de Belgrade, // Sologne, éd. Yordan Yartsev, 1910, n 24Cp.*
9. *Godichen otchet na Ts. C na BSDRP-o za 1911-1912 // TsDA na Repoublika Blgaria (TSPA), FG 205, op. 2 ;. Arkh. Ed. 22, 1, 12)* (Bilan du CC du BRDSP-o entre 1911-1912//Archives centrales de la République de Bulgarie, dossier 205 ; t. 2, éd. arch. n°22, 1. 12).
 10. **Haupt F.**, *Socialism and the Great War. The Collapse of the Second International.* //Oxford Clarendon Press. 1972, 270 p. (Le Socialisme et la Grande Guerre. La faillite de l'Internationale).
 11. *Km sotsialistite Blgarii// Napred 1911, 1911, R octomvi (Aux socialistes de Bulgarie, N.. 5 octobre 1911.*
 12. *Mejdou Balkanskata socialisticheska aktsia // Rabotnitchéski viéstnik, 1910, 10 mart* (Action socialiste intra-balkanique, *R. V.* 15 mars 1910).
 13. *Pisma ot. D. Blagoiev do redaktsiata viéstnik « Sotsial-demokrat »// Ts DA na Repoublika Blgaria (TsPA),MF 254, 74CK.* (Lettre de D. Blagoiev à la rédaction du Social-démocrate, archives centrales de la république de Bulgarie, dossier n° 254).
 14. *Pismo ot Tsenbralen comitet na Blgarskata rabotnitchéska sotsial-democratiticheska partia v Blgaria do Isplnitelnata Comisia na Méjdounarodnoto sotsialitichesko Biouro v Brioussel// Tsentralen Drjaven arkhiv(TSDA) na Repoublika Blgaria, Fikliale Tsentralen Partien Arkhiv TsPA, F&, op. 2, arkh. Ed. 6155, 71.* (Lettre du CC du parti social-démocrate ouvrier bulgare au comité exécutif du BSI à Bruxelles, Archives centrales de la République de Bulgarie, section des archives centrales du parti, dossier 1, tome 2, éd ; arch. N°615 ; 1. 7).
 15. **Rakovsky K.**, *Okolo islojenieto natesnite, Napred, 1911, 23 octomvri* (A propos de la situation actuelle, *N.* 23 octobre 1911).
 16. **Snivakovsky E. I.**, *V. I. Lenin i borba za edinstvo rabotchevo dvijénia na balkanakh v dooktiabrskie gody (1910-1915), Voronej, Voronejski gosoudarstviénny Institut 1971 ; 98 p.* (V.I. Lénine et la lutte pour l'unité du mouvement ouvrier dans les Balkans au cours des années avant Octobre, 1910-1915, Voronej, Instit d'Etat de Voronej, 1971, 98 p.).

17. **Trotsky N.** *Na Balkanakh i o Balkanakh (vmisto otchiota) Sotsial-democrate* 1910, 12 sientiabria (Dans les Balkans et à propos des Balkans ; bilan social-démocrate, 12 septembre 1910).
18. *TsDA na Repoublika Blgaria* (TSPA) MF 1240, 110k (Archives centrales de la République de Bulgarie. Section des Archives centrales du parti, dossier 1240, partie 110).

Tico Jossifort

Le premier groupe trotskyste bulgare

On a vu à l'occasion de la Guerre du Golfe jusqu'où pouvaient aller les médias dans leur pratique de manipulation de l'information. Mais, si leur fonction inévitable de vulgarisation est leur alibi communément admis, cela ne peut pas servir d'excuse à ceux qui se targuent de détenir le flambeau de la connaissance, aux oracles professionnels de la vérité historique, tels les Courtois et compagnie. Ainsi, pour ceux qui sont tant soit peu informés depuis l'exil de Trotsky, cela fait soixante-dix ans que l'imposture de Staline est démasquée, que l'on sait que le « *collectivisme d'Etat* » n'était pas le socialisme et que la prétendue « *démocratie nouvelle* » n'était pas « *le pouvoir du peuple* ».

Dans la plupart des pays d'Europe de l'Est, l'effondrement du stalinisme a eu au moins le mérite de mettre les montres de l'information à l'heure et de ne plus mélanger les torchons sales de la calomnie avec les nouvelles moins sales de l'information.

C'est ainsi qu'en 1988, en Bulgarie, une traduction des originaux a mis à jour la correspondance d'un groupe trotskyste bulgare avec Trotsky et ses collaborateurs. Le journal du premier, publié à partir de 1930, s'appelait *Osvobojenié* (Libération). Ce n'était pas un titre anodin puisqu'il évoquait le premier titre du parti social-démocrate avant la scission. Sa parution dura jusqu'à la disparition du groupe en 1933.

La traductrice de cette correspondance, Canéva Damianova leur rend hommage en concluant en ces termes sa préface :

« Les trotskystes bulgares devront prendre leur place dans l'histoire du mouvement communiste qui doit être écrite de nouveau, peuplée de personnes et de destinées particulières, conforme à leur temps, fondée sur des documents d'époque. Vus avec le recul, ils nous semblent bien conformes à leur temps, ces émules du marxisme militant, possédant les vertus comme aussi les faiblesses de leur courant politique à l'époque ».

On leur reconnaîtra volontiers un penchant pour les idées abstraites, un certain messianisme aussi, mais de bon aloi, misant sur la capacité de l'espèce humaine à déjouer les pièges de la sélection naturelle, pariant sur des issues positives des incertitudes de l'histoire. Mais leur intégrité, leur fidélité inébranlable aux principes les conduisaient à un certain dogmatisme. La rigidité de leurs convictions finissait par les opposer à eux-mêmes, jusqu'à reproduire les vices de leurs adversaires politiques.

De toute façon, les conditions socio-économiques et politiques entre les deux guerres étaient telles qu'elles rendaient problématiques l'existence et la survivance d'un groupe trotskyste.

Les trotskystes avaient l'ardent désir de se rapprocher du peuple et d'organiser le prolétariat : ont-ils réussi à pousser des racines ? On a plutôt l'impression que l'opposition marxiste, de gauche est apparue en Bulgarie comme une comète illuminant le cœur des Balkans et qui disparut tout aussi rapidement dans l'obscurité d'une vie politique opprimée.

Le premier contact de Trotsky : Manov

La correspondance avec Trotsky avait été inaugurée par Stepan Manov, né en 1879, juriste formé en France pendant la Première Guerre mondiale, qui écrivait déjà alors dans la presse socialiste. Après la guerre, il ouvrit un cabinet d'avocat et adhéra au parti ouvrier social-démocrate bulgare qu'il quitta ensuite pour le Parti communiste. En 1930, il fonda le groupe trotskyste qu'il anima jusqu'à la fin de 1932.

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, il a plaidé en défense des militants antifascistes. Pendant les années 1944-1945, il fut juge, mais subit en 1949 les foudres de la répression politique pour « activités ennemies ». En 1957,

quelques années avant sa mort, il fut réhabilité et de nouveau admis dans les rangs du Parti communiste.

Manov ne dissimule pas dans ses premières lettres la forte impression produite sur lui par les œuvres politiques de Trotsky. Il répète, dans toutes, sa haute estime et sa considération pour l'homme de conviction et d'action. Subjugué par le tranchant acéré de son esprit, sa rigueur intellectuelle, l'inébranlable rectitude de ses principes, il l'appelle, le professeur, le maître, l'éducateur.

C'est au cours de l'année 1930 que Manov annonce à Trotsky la fondation du groupe ouvrier marxiste *Osvobojdenié*.

Les débuts du groupe

Le groupe ne compte au début qu'une dizaine de membres. Pour marquer l'événement, il va publier un manifeste adressé aux anciens membres du Parti communiste et à « tous les ouvriers marxistes ».

La pierre de touche, lors de la fondation de ce groupe, c'est la critique portée par ses membres contre la politique désastreuse du PC bulgare face au coup d'Etat de la droite et des hauts cadres de l'armée contre le gouvernement légal du chef paysan de l'époque, A. Stamboliïsky, le 10 juin 1923.

La social-démocratie russe, avant la guerre, à l'instar du Parti social-démocrate russe, s'était scindée en deux fractions opposées : la gauche, dont les membres ont été appelés *tesniatsi* et la droite qui, très vite, s'établit en parti autonome.

Autant que les bolcheviks, les *tesniatsi* étaient hostiles à la guerre de 14-18. Cependant, alors qu'il y avait en Russie, dès avant la guerre, une situation prérévolutionnaire, les contradictions n'avaient pas atteint en Bulgarie un semblable degré d'acuité. Pourtant, à l'usure des deux guerres balkaniques consécutives vint s'ajouter l'effondrement militaire dans la nouvelle guerre, et cette fois contre l'Entente. Tout l'édifice du pouvoir de la nouvelle bourgeoisie bulgare concocté avec la monarchie allait en être ébranlé.

Dans ces conditions, le chef des paysans, devenu chef du gouvernement, paraissait être l'ultime recours susceptible de sauvegarder le compromis élaboré à grand peine avec les soldats lors de la révolte de Radomir en 1918. Mais le parti des *tesniatsi*, devenu Parti communiste après le triomphe de la révolution

d'Octobre refusait d'accorder un soutien sans réserve à Stamboliïsky. Cette mésentente entre les ouvriers et les paysans radicalisés allait coûter cher à la masse du peuple bulgare et compromettre son existence même, tout au long de ce siècle.

Sentant la fragilité du pouvoir paysan qui, de toute façon, ne jouissait pas de sa confiance, inaugurant un scénario qui allait faire école en Europe, en Amérique latine et ailleurs, la bourgeoisie jeta dans la balance la partie fidèle de l'armée, devenue sa garde prétorienne. Le PC resta passif, et la majorité de la paysannerie étant désarmée, le coup d'Etat l'emporta malgré la résistance sporadique de quelques noyaux éparpillés.

Le succès du coup d'Etat démontrait la faiblesse politique de la ligne du PC. L'Internationale essaya de réagir, mais la ligne fut élaborée dans la précipitation et ce fut l'échec de la révolte de septembre 1923. Il semble bien que les principaux responsables du double échec de juin et septembre 1923 furent les deux chefs du PC d'alors, Giorgi Dimitrov et Vassil Kolarov. C'est en tout cas la thèse du premier groupe fondateur trotskyste bulgare animé par Stepan Manov et Dimitar Gatchev. Ces deux événements historiques vont être les points d'ancrage du conflit qui se déroulera en rapports tumultueux entre trotskystes et staliniens tout au long du siècle.

Pourtant, si juin et septembre 1923 sont les mois fatidiques qui marquent la postérité et décendent luttes, conflits et passions inexpiables, les noms de Dimitrov et de Kolarov sont ceux de personnalités qui vont compter avant et après l'établissement du stalinisme bulgare. Pourtant, du fait de leur long séjour en URSS, il n'est pas dit que les lauriers tissés sur leur image ne terniront pas avec les détails sur leur rôle véritable dans les destinées du PC bulgare, ainsi que sur le sort des nombreux Bulgares émigrés en Russie après 1923 et qui trouvèrent la mort.

Les lettres des Bulgares

Ainsi commencée en 1930, cette correspondance de Manov et de ses camarades se poursuit à intervalles réguliers malgré la vigilante surveillance de la police. Le Manifeste du groupe offre une mise au point approfondie de la situation politique. Il commence par le rappel du coup d'Etat et en énumère ensuite les conséquences.

Du fait du caractère accidenté du sol bulgare, la terre cultivée est divisée en petites parcelles, d'où une agriculture morcelée, obligée de nourrir une paysannerie nombreuse. Dans le jeu subtil de la politique, qui opposait la monarchie et la classe dominante au peuple paysan et ouvrier, la bourgeoisie a tenté, non sans succès, de séparer ces derniers les uns des autres.

Pour éviter à la classe ouvrière le « *solo funèbre* » dans sa lutte contre le pouvoir, il fallait un Lénine pour élaborer et appliquer une ligne juste. Or, dans les circonstances qui commandaient à l'époque l'évolution des événements, les choses n'étaient pas si simples.

Déjà le « *grand père* » Blagoiev, dont le prestige était immense, n'avait pas été convaincu par les arguments de Lénine, au moins sur l'imminence de la révolution. De culture russe, il était certes très au fait des débats entre les deux ailes de la social-démocratie russe, mais son cœur penchait pour les thèses de Plékhanov, très connu en Bulgarie. Or le « *grand-père* » avait un ascendant considérable sur les chefs du parti social-démocrate, toutes tendances confondues, et, du coup, la cause de la révolution était bien compromise.

Alors que, du côté russe, Lénine sentit très tôt l'imminence de la révolution et s'employa à y préparer le parti par les moyens à sa portée. Même si tous les bolcheviks, et Trotsky lui-même, ne partageaient pas ses analyses, ils ne pouvaient échapper à l'emprise de ses ondes de choc qui rayonnaient du désir de la révolution.

De sorte que, si, au sein de la social-démocratie européenne, dans la lutte contre la guerre, les bolcheviks et les tesniatsi étaient des alliés, les vrais révolutionnaires étaient les premiers, pas les seconds. Contre la guerre, les tesniatsi étaient bolcheviks, mais, sur la révolution, ils suivaient la ligne des mencheviks. Alors qu'en Russie et en Europe orientale, la guerre attisait le conflit jusqu'au point de rupture entre les classes, l'Etat ne pouvait tenir debout que sous l'hégémonie de l'une des deux classes, prolétariat ou bourgeoisie. Le drame de la Bulgarie fut que le parti des tesniatsi, ne voulant pas le pouvoir en association avec les paysans, a été contraint de subir celui de la bourgeoisie et sous la forme la plus contraignante.

Ainsi, la ligne politique suivie par la bourgeoisie alliée à la monarchie se révéla finalement payante. Paniquée au départ par la révolte des soldats (Radomir), elle misa sur le chef paysan Stamboliïsky, lui permettant ainsi de

calmer le jeu, afin d'essayer par la suite de remettre les choses en place. Cela se passa à peu près comme elle le voulait, mais coûta beaucoup de sang aux ouvriers et aux paysans.

L'appel souligne ensuite le découragement et le désarroi survenus dans les rangs de la classe ouvrière, avec le geste de désespoir, l'attentat terroriste meurtrier dans la cathédrale Sveta Nédélia en avril 1925 attribué par le groupe à des éléments incontrôlés du PC, interdit après septembre 1923.

Dressant le bilan des fautes, hésitations, errements, du groupe dirigeant du PC, les amis de Stepan Manov en attribuent les causes à la composition sociale du PC, des membres en majorité artisans, par rapport aux ouvriers d'industrie, moins nombreux.

Naturellement, les amis de Manov n'omettent pas de rattacher l'état déplorable du Parti ouvrier — nouvelle appellation légale de l'ex PC — à la ligne politique de l'Internationale après l'exil de Trotsky et l'arrestation de Khristian Rakovsky, dont le sort est suivi anxieusement par le groupe *Osvobodjenié*.

Un mois après, dans sa lettre du 10 novembre, Manov annonce son intention d'éditer *La Révolution permanente* qu'il a lui-même traduite. On sent sa passion pour les idées. Comme si, impatient des résultats obtenus par le groupe, il attribuait aux paroles écrites le pouvoir démiurge de transformer les esprits et les hommes. Cette initiative touchant à juste titre à l'une des œuvres capitales de Trotsky, sera suivie d'autres. On saura plus tard que Manov a traduit à ses frais plusieurs œuvres du grand théoricien de la révolution, qu'il dépose dans les archives du parti ouvrier. On ne peut s'empêcher de penser aux moines du siècle des lumières de Bulgarie et à la passion qui les animait pour les paroles écrites dans lesquelles ils voyaient une des garanties de la sauvegarde de la conscience nationale.

Trotsky répond

Répondant au désir de ses correspondants exprimé par la lettre du 29 novembre, Trotsky leur présente ses observations sur les textes et lettres qu'il a reçus. Il revient notamment sur l'attentat de la cathédrale de Sofia. Sur ce point, il les renvoie à la correspondance de Marx et Engels échangée à l'occasion des attentats terroristes contre Bismarck, Napoléon III et autres.

Une autre observation traite de la différence à faire entre le rôle joué par un social-démocrate de droite (Krestiu Pastouhov) dans le mouvement syndical et celui de G. Dimitrov, le premier visant à soumettre le mouvement à la bourgeoisie, alors que le second cherche à s'y opposer mais, en fin de compte, par sa mauvaise démarche, contribue au succès du premier.

Dans la lettre suivante, datée du 7 mars 1931, Trotsky s'arrête plus longtemps sur le cas de deux militants, l'austro-allemand Kurt Landau et le Français Pierre Naville. De son exil, il ne leur pardonne pas leurs travers d'intellectuels-journalistes « *capables de saisir rapidement des questions de principe, de les formuler sur le papier, mais totalement dépourvus d'expérience dans une organisation prolétarienne* » ; leurs rapports se situent selon lui dans des liens de copinage, et, finalement, assez fermés. Dans le cadre de ce cercle, « *on* » se pardonnerait tout, mais, sorti de là « *on devient mesquin et tâillon* ». Dans ces conditions, toute tentative de redresser l'organisation révolutionnaire serait traitée par eux de mise au pas et de violation de leur souveraineté individuelle.

Serait-ce là un verdict résumant tous les travers qui déchiraient les coteries, petites et grandes, du mouvement trotskyste en France et ailleurs, avant et après la guerre ? Il écrit :

« La bureaucratie de la Comintern a dépravé aussi l'opposition, lui apprenant à résoudre tous les conflits de façon mécanique ».

La lettre suivante de Trotsky (15 avril 1931) traite des problèmes d'ordre international touchant à l'URSS, l'Allemagne et l'Italie. Le groupe **Prometeo**, se réclamant de Bordiga, vit en exil, ce qui explique ses tendances sectaires.

D'autres lettres de Manov

Parmi les lettres suivantes de Manov, celle du 23 octobre 1931 dans laquelle il cherche à justifier la lenteur de la diffusion des idées de Trotsky et ses conséquences sur la conscience des ouvriers bulgares, est particulièrement intéressante. Il écrit :

« En Bulgarie, pays petit-bourgeois, dans le prolétariat, les instincts moutonniers et la croyance ancienne que tout ce qui vient de Russie, sous n'importe quel label, fût-il du tsar autrefois ou de la fraction stalinienne à présent, était et est toujours adopté sans esprit critique ».

Il y signale la pénétration du journal trotskyste dans les prisons, les affrontements qu'il a provoqués parmi les prisonniers politiques, jusqu'à des rixes dans lesquelles s'est distingué le trotskyste Gatchev, sur lequel nous reviendrons. Manov évoque par ailleurs l'opinion courante selon laquelle la ligne politique de l'opposition marxiste aurait un caractère russe. Il en déduit le souci de Trotsky de trouver la méthode nécessaire à la diffusion et à l'assimilation de ses idées par les ouvriers bulgares.

Dans la lettre suivante, du 27 octobre, Manov note la décision de son groupe d'apporter plus de soin au recrutement de nouveaux, compte tenu de l'attitude des adversaires politiques qui portent des attaques systématiquement sur le plan personnel plutôt que sur le débat d'idées.

L'année qui se termine donne à St. Manov l'occasion d'évoquer un vice du parti ouvrier, toutes tendances confondues, qui n'arrêtera pas tout au long du siècle d'empoisonner le PC, à toutes les époques, avant et après son arrivée au pouvoir. Il s'agit des membres persécutés par la police, passés par prisons et camps, des victimes, qui sont soupçonnés d'être devenus des « corbeaux », des agents, dénonciateurs et complices. C'est une grave et contagieuse maladie, éminemment publique, véritable travers national, perfectionnée plus tard par des bourreaux de Staline dépêchés d'urgence pour l'exécution de missions spéciales (l'affaire Kostov), qui traversera tous les régimes tout au long du siècle.

Nombreux sont déjà les biographies, autobiographies et souvenirs qui relatent les horreurs et les dégâts infligés pendant de longues années par l'« espionnite » et la « soupçonnite » aux familles bulgares. Ceux qui avaient la chance de survivre à leur séjour dans les geôles inquisitoriales de la police ou de la milice voyaient s'abattre sur eux une épreuve nouvelle et irrémédiable, celle du soupçon pendant leur vie entière. Et il est bien possible que les dégâts moraux causés par ce fléau à la vie publique aient été bien plus graves que les dégâts matériels infligés aux personnes.

Dans les lettres qui suivent, Manov fait état de la décision du groupe de lancer un nouvel hebdomadaire, sans pour autant abandonner la publication d'*Osvobodjnie*.

Dans le courrier suivant, il se penche de nouveau sur le difficile problème paysan, qui a été le casse-tête du mouvement ouvrier bulgare. Selon lui, la politique stalinienne bulgare se résumait alors à promouvoir un parti ouvrier et

paysan, ce qui rendait superflue toute organisation paysanne autonome. Pour les staliniens, l'Union de Stambolisky n'aurait été qu'une base élargie de la bourgeoisie et ses membres des « *agro-fascistes* ».

Manov donne son avis sur la question. Il pense que la période entre le 7 juin 1923 et avril 1935, date de l'attentat dans la cathédrale, a bénéficié de l'alliance tacite entre les organisations des ouvriers et des paysans. En dehors de cette période, comme la guerre avait déclenché la crise du pouvoir de la bourgeoisie, celle-ci a essayé non sans succès de se servir des paysans comme masse de manœuvre et comme rempart contre la classe ouvrière.

Ceci étant, considérant l'instabilité fondamentale des paysans en tant que classe, l'action politique consistait à chercher à gagner leur confiance, ce qui ne semble pas avoir été le souci du parti ouvrier officiel. Manov va jusqu'à comparer cette phase ultra-gauchiste des partis staliniens à celle que pratiquaient les PC d'Occident à l'égard des ouvriers influencés par la social-démocratie, qu'ils qualifiaient de « *social-fascistes* ». Manov sollicite l'opinion de Trotsky à ce sujet.

Sur les conseils de ce dernier, le groupe bulgare s'est penché avec plus d'attention sur les problèmes quotidiens touchant les ouvriers bulgares. Dans les lettres suivantes, Manov souligne la grosse impression faite par le journal grâce à cette initiative, ainsi que l'enthousiasme chez les sympathisants. Toutefois, il évoque « *le talon d'Achille* » du groupe — ses liens avec l'étranger, utiles pour l'échange des expériences et des idées. Il déplore le manque de soin des camarades correspondants dans l'acheminement de leurs envois, compte tenu des obstacles et notamment de la censure.

Trotsky et ses préoccupations

Dans sa réponse, Trotsky parle d'une réunion des trotskystes à Dantzig, qui a été agressée par un commando de recrues staliniennes. Dans la suivante, il parle de la conférence internationale à venir et, à ce propos, formule des recommandations aux marxistes de gauche pour qu'ils « *ne retombent pas dans l'état de secte* » :

« La critique interne ouverte mais ferme est gage non seulement de la réussite mais de l'existence du courant marxiste [...] Clarté et précision dans les idées et

mots d'ordre sont indispensables pour gagner le noyau prolétarien de la Comintern ».

Ceci dit, il faut être très patients dans la formation des jeunes. Cependant cette attitude dans l'éducation des jeunes ne doit pas être reproduite dans les rapports avec ceux qui sont déjà arrivés au terme de leur formation mais qui, par leur façon de penser, n'ont rien de commun avec l'Opposition de gauche, dont le drapeau ne leur sert qu'à dissimuler leur phraséologie ou leur laxisme anarchiste, associé à un laisser-aller d'intellectuels.

Dans cet ordre d'idées, les groupes *Mahnruf* (Autriche), Landau, Rosmer se sont séparés des autres, pas par hasard et pas précipitamment. Des mois entiers de discussions ont été jugés nécessaires dans la recherche d'un accord, mais sans résultat. Et il en a été de même du groupe italien *Prometeo* sous l'influence bordiguiste.

Dans sa lettre suivante, Trotsky indique la différence qu'il fait entre parti et fraction. Il existe selon lui une nette différence entre ces deux configurations politiques. Le parti peut tolérer des nuances de pensée. C'est le statut qui assure l'unité d'action. Alors que la fraction impose une cohérence d'idées beaucoup plus grande, celle-ci étant déterminée par des critères plus stricts. Trotsky était prêt à cohabiter avec ses adversaires politiques, dans le même parti. Naturellement pas dans la même fraction. De sorte que la fraction s'est avérée une forme originale d'organisation politique, donnant une illustration concrète de ce qu'on appelle le parti d'avant-garde. Les staliniens, eux, n'ont jamais toléré l'existence de fractions, courants ou tendances au sein des partis et des syndicats.

La crise dans le groupe bulgare

Dans la correspondance qui suit, Trotsky fait état de son projet d'écrire sur la situation politique en Bulgarie et obtient de Manov des informations statistiques. Dans la lettre de ce dernier du 30 septembre 1931 apparaissent des signes qui font pressentir des changements au sein du groupe trotskyste. Il s'agit de la cooptation au sein de la rédaction de plusieurs collaborateurs nouveaux, qui devraient alléger la charge de Manov et même impulser un élargissement de l'organisation : on souligne la lenteur de cet élargissement et l'insuffisance du nombre d'ouvriers.

Dans sa réponse, Trotsky approuve l'appui donné par la fraction au parti ouvrier officiel dans la campagne pour les élections municipales. Mais une lettre du 5 octobre annonce que l'ancien secrétaire du groupe D. Semnaliev est remplacé par Dimitar Gatchev. C'est l'annonce d'un grave conflit qui va entraîner la dissolution du groupe.

Dans sa lettre du 6 octobre, ignorant l'imminence du danger, Trotsky souligne qu'il faut comprendre le lien organique entre la conquête du pouvoir par le prolétariat en Bulgarie, et la révolution dans les Balkans. Cette révolution dépend de ce qui se passe en Allemagne et en France. Or la politique erronée de la Comintern affaiblit l'influence du Parti communiste dans ces deux pays. La conjoncture internationale crée ainsi des conditions qui ne jouent pas en faveur de la révolution bulgare.

« C'est pourquoi la lutte contre la direction bureaucratique des héritiers des tesniatsi est intimement liée à la lutte contre la politique de la fraction dirigeante de la Comintern ».

La réponse à cette lettre est signée de D. Gatchev en personne. L'esprit et le contenu de cette lettre ont un caractère très différent de ceux de Manov. Le contenu, très sec, de cette correspondance est présenté en dix points brefs et numérotés. Gatchev souligne la nécessité d'une conscience, d'une fermeté et d'une discipline « *bolcheviques* ». Il demande à la fin de sa lettre s'il est possible d'obtenir des informations concernant le sort des Bulgares émigrés en URSS et, en temps que membres de l'opposition, victimes des persécutions.

Dans sa lettre du 13 octobre 1932, Trotsky s'étend quelque peu sur l'expression « *gouvernement ouvrier-paysan* ». Il admet qu'on l'emploie, bien qu'elle ne soit pas scientifique, mais à condition de ne l'utiliser qu'avec précaution. Elle serait légitime en tant que pseudonyme de la « *dictature du prolétariat* » :

« Dans les pays où la paysannerie domine, le gouvernement ouvrier-paysan serait l'unique réalisation légitime et possible de la dictature du prolétariat. A première vue, un gouvernement ainsi défini semble avoir un aspect "*socialiste-révolutionnaire*". Or il n'en est rien car il existe une différence entre "*dictature ouvriers-paysans*" et "*dictature du prolétariat*" ».

Dans sa réponse du 27 novembre, Gatchev approuve les précisions apportées par Trotsky à la formule « *dictature du prolétariat* », et critique la

ligne politique employée dans le parti officiel, dit «*ouvrier-paysan*», qui a profité de sa nouvelle appellation imposée par la nécessité de se légaliser, pour impulser par son baptême une forme concrète de la ligne de «*front uni*». Dans une profession de foi très «*bolchevique-léniniste*» Il s'étend sur le cas de Rosmer et Mill et, après une véritable admonestation, approuve au nom du groupe, leur exclusion des rangs de l'opposition de gauche internationale. Suivent les noms des cinq Bulgares émigrés en Russie pour lesquels il sollicite des informations.

Dans sa lettre à Manov du 19 décembre, Trotsky dément le bruit de la mort de Rakovsky et donne quelques précisions sur son voyage imminent à Copenhague. Il s'efforce de remonter le moral de Manov qui, dans une lettre précédente, donnait des signes de découragement face au travail du journal dont il était le seul à assumer les frais et dont le déficit se montait déjà à 20 000 leva. Trotsky informe de la confusion qui règne en URSS dans le parti, du nombre très élevé d'arrestations et du fait que Staline ne tient que par la terreur du GPU.

Le 27 décembre, Gatchev signale l'apparition d'une crise au sein du groupe. Il en attribue les causes à des divergences «*sur les principes*» et en déplore les conséquences sur «*la vie normale*» du groupe. Ainsi, en peu de mots, le nouveau responsable du groupe relève-t-il un défaut des groupes trotskystes d'avant-guerre, indépendamment de leur nationalité. Cette «*tare*» organique ne procédait-elle pas d'une intolérance mutuelle d'où résultait une incapacité à entretenir des débats sans que cela porte atteinte à leur intégrité organisationnelle ?

Dans sa réponse, le 31 décembre 1932, Trotsky fait d'abord état des conflits qui divisent l'organisation en Allemagne. Se penchant ensuite sur les moyens d'y porter remède, il conseille à Gatchev la fondation d'une feuille «*interne*», uniquement consacrée aux débats. Mais ce remède ne put guérir le mal.

Pierre Broué

Dossier Gatchev de l'ILT

(Extraits)

Notre ami Jossifort, enseignant français d'origine bulgare nous a proposé l'article consacré à la correspondance entre Trotsky et le groupe bulgare de l'Opposition de gauche, avant tout Stepan Manov, en 1932. Nous l'avons accepté avec joie. Nous avons eu l'idée de lui adjoindre un petit dossier sur le successeur de Stepan Manov, l'avocat Dimitar Gatchev, ses quelques lettres au SI et son arrestation en 1946 qui lui a valu des décennies de prison. Les lettres de Dimitar Gatchev sont écrites en français et nous en avons respecté la forme, aucune faute n'en déformant le sens.

Lettre de D. Gatchev au SI

Le 12 avril 1946

Chers amis

Nous avons reçu votre lettre du 16-3-1946, une circulaire de 20-3-47, trois livres des publications de la IV^e International et un N^o de *La Lutte ouvrière*.

Nous sommes très heureux d'avoir enfin établi un lien avec vous après de nombreuses épreuves sans succès. Maintenant nous ne sommes pas déjà si isolés

qu'auparavant et nous continuerons notre lutte ayant l'appui moral et les renseignements précieux de notre International. Le CC de notre Parti donne un mandat au camarade Pilar (Mikhailis Raptis — Note de CLT) de le représenter devant le SI.

Dans une lettre suivante, nous vous enverrons des détails supplémentaires sur notre activité durant la guerre et actuellement ; mais les conditions dans notre pays sont telles que nous ne pouvons écrire rien sur notre état organisationnel. Les yeux et les mains des staliniens pénètrent partout, dans tous les établissements. Nous ne sommes pas sûrs s'il n'y a pas une censure secrète sur les lettres de et pour l'étranger. Les méthodes des staliniens sont connues, renforcées ici d'une brutalité orientale qui manque dans les pays d'Occident.

Nous vous enverrons aussi l'étude demandée sur la situation politique actuelle en Bulgarie.

Nous désirons vous envoyer notre Bulletin intérieur mais l'adresse que vous nous avez donnée est à n'utiliser que pour des lettres. Nous prions que vous donniez l'adresse pour les publications.

Nous prions s'il est possible de nous envoyer le N° des publications de la Quatrième Internationale qui est consacré à la Question Coloniale (I). Nous n'avons reçu que la série 22. 23. 24 — La question coloniale (II)

Nous voulons vous envoyer d'argent pour payer nos cotisations au SI et aussi pour les revues, les journaux, etc. que vous nous envoyez. Mais comment ? Par la poste, c'est impossible, par les banques aussi. Nous prions de nous informer si vous pourriez changer chez les philatélistes des séries de timbres poste bulgares que nous pouvons vous envoyer par des lettres. Nous ne voyons pas pour le présent un autre voie.

Nous attendons avec impatience le camarade qui viendra chez nous.

Avec nos salutations communistes,

Pour le CC
D. Gatcheff

PS Nous avons reçu des « weekly newsletter » avec la note pour les adresses. L'adresse de la rue de Vaugirard ne nous est pas connue. Prière de la communiquer.

Lettre de Gatchev au SI

Le 20. IV. 46

Camarades,

Pour notre travail plus concret nous pouvons vous faire savoir le suivant :

I. Notre Parti n'est pas nombreux mais les effectifs dans ses cellules fondamentales sont qualifiés. La plus grande partie des membres sont des jeunes : des élèves, des étudiants — et moins d'ouvriers. Notre influence parmi les ouvriers respectivement est plus grande. Nous ne pouvons pas donner des chiffres à cause de circonstances particulières dans notre pays : les staliniens contrôlent tous les établissements ; peut-être il y a une censure secrète sur la correspondance.

II. Notre organe paraît illégalement imprimé par ciclostile. Le temps dernier il commença à paraître chaque mois sous la forme de bulletin intérieur. Son titre est *L'Appel communiste*.

III. Notre pénétration dans les syndicats et les usines — excepté peu de cas — est faible. C'est à cause de persécutions farouches sur nos camarades par les staliniens : nos camarades sont congédiés, exclus, et arrêtés aussitôt qu'ils se manifestent. Mais des mesures sont prises pour enfoncer et élargir notre influence dans les syndicats et les usines. Pour ce but le CC a fondé une commission spéciale.

Nous élevons le mot d'ordre : syndicats unis, libres et indépendants !

IV. La vie intérieure de notre Parti est tempêteuse. Nous luttons contre les éléments baissés et aussi contre des éléments ultra-gauches.

La répression exercée par les staliniens sur nos camarades est affreuse et variée — en commençant par flatterie, par des promesses, finissant par des menaces d'être privés de travail, déportés, tués, etc. Certains de nos camarades étaient arrêtés, battus. Une épreuve de tirer et tuer un camarade de sa maison était faite.

Tout cela donne généralement une réflexion fortifiante pour notre mouvement, mais il y avait aussi des résultats négatifs : des éléments baissés et des déserteurs

se manifestèrent. Certains camarades montrèrent d'inclination à clandestinité extrême.

Contre ces manifestations, le Comité Central a pris les mesures suivantes :

1. Une discussion était reprise.
2. Les coupables étaient punis.
3. Certains camarades avancés ont commencé une activité renforcée et ouverte quoique risquée pour donner un exemple de courage aux autres camarades et pour casser la répression stalinienne.
4. Quelques-uns de nos camarades avec des anarchistes et des paysans-gauches ont fondé à Plovdiv une « Section régionale de la Ligue pour la défense des droits de l'homme et du citoyen ». Dans cette Ligue ne participent que quelques-uns de nos camarades personnellement et l'un d'eux était élu comme secrétaire. Ces camarades sont entrés dans la Ligue *provisoirement*, manifestant sa physionomie politique des communistes-internationalistes.
5. Cette démarche était décidée et faite pour parer la forte répression stalinienne ; nous ne possédons aucun autre moyen de protester publiquement contre les coups des staliniens) ; pour cesser la démoralisation partielle dans nos rangs, résultante de cette répression et pour défendre nos efforts de se manifester publiquement et ouvertement. Les résultats suivants de cette position sont positifs : la répression exercée sur nous par les staliniens est devenue plus modérée quoiqu'elle reste perfide. Ainsi nous avons pu de développer une activité légale et d'obtenir une publicité considérable.
6. Au sujet de cette participation dans la Ligue se manifestèrent dans nos rangs de nouvelles divergences. Quelques camarades considèrent cette participation comme inadmissible. A cause de cela le CC proposa une discussion sur cette question dans le Parti. Celle-ci n'a pas consisté puisque les camarades ont accepté les explications du CC et reconnu leur position comme erronée. En ce moment, nous venons de sortir de cette crise.

Nous prions les camarades le SI de nous donner leur avis sur notre participation dans la Ligue. Nous considérons cette démarche comme un compromis, sans doute, mais un compromis qui est au profit de nous.

Plus sérieuse était la crise que notre Parti a passé durant les plusieurs mois à cause de l'influence, qu'ont exercé les « ultra-gauches » sur quelques-uns de nos camarades dirigeants. Ceux-ci se sont soumis sous cette influence et voulaient

faire une conférence avec quelques éléments ultra-gauches par-dessus la tête du CC. Après une longue discussion et un travail explicatif, le point de vue du CC a vaincu. Le parti est sorti de cette crise idéologiquement plus fortifié et avec une discipline plus serrée. Les ultra-gauches sont restés seuls avec eux-mêmes — quelques personnes.

V. Nos besoins financiers se couvrent par les cotisations de nos membres et aussi par des cotisations extraordinaires et volontaires de quelques camarades. Nous pourrions payer régulièrement nos cotisations à l'Internationale. Mais la question, est — comment. Le gouvernement ne permet pas d'envoyer des sommes hors du pays. Si les camarades de SI ont quelque expérience sur cette question, nous les prions de nous en faire savoir.

Maintenant nous ne sommes pas capables de montrer des mesures concrètes pour que SI augmente ses ressources financières. A présent aucun de nos camarades ne pourraient voyager à l'étranger à cause de difficultés insurmontables.

Nous prions que notre section soit acceptée aussi formellement comme membre de l'Internationale en donnant au camarade Pilar mandat de nous représenter dans le SI.

Avec salutations communistes,

Pour le CC,
D. Gatcheff



Lettre de D. Gatchev au SI

Le 25. V. 1946

Chers camarades,

Notre rapport ci-joint a été assez retardé. C'est à cause des conditions difficiles, dans lesquelles nous travaillons. Espérons que le rapport suivant viendra à temps. Pendant les mois derniers, nous avons subi de nouvelles arrestations ; le cas récent a été il y a deux semaines. Maintenant la police stalinienne a choisi pour objets des jeunes camarades en croyant qu'ils céderont plus facilement devant les

menaces. Elle a leur proposé de devenir provocateurs dans nos rangs. Malgré les menaces nos camarades ont rejeté cette proposition sale. A l'un de ces camarades, la police a découvert quelques détails de son plan ! Elle exige que ce camarade, devenu provocateur, porte dans nos milieux d'arme ; qu'il provoque quelque fusillade pour que la police ait le prétexte de massacrer tous les trotskistes. Notre camarade nous a fait savoir ces tentatives de la police. Pour le moment, celles-ci sont écartées. Mais nous sommes sûrs qu'elles seront répétées.

Nous recevons *La Lutte ouvrière* et des circulaires. Nous vous prions de communiquer aux camarades français notre prière de nous envoyer régulièrement *La Vérité*. Nous avons réussi, il y a quelques mois, de recevoir quelques numéros par voie privée, mais maintenant cette possibilité n'existe plus.

Nous vous prions de nous faire savoir s'il existe chez la IVe Internationale ou chez les sections nationales une organisation des jeunes (komsomol) avec une direction indépendante.

Nous n'avons pas reçu l'adresse à laquelle nous pouvons vous envoyer nos publications. Nous vous prions de nous la communiquer.

Nous avons reçu un numéro de la revue *L'Avantgarde*. Nous vous prions de nous envoyer régulièrement cette revue et tous les autres éditions. Plus tard, quand l'envoi d'argent sera possible, nous couvrirons tous les frais.

Avec nos salutations communistes

Pour le CC

D. Gatcheff



Lettre de Gatchev au SI

le 30. V. 1946

Chers camarades,

Notre rapport a fait un nouveau retard forcé. Le jour où il devait être envoyé, nous avons reçu de retour notre lettre recommandée que nous avons envoyée à l'adresse de L. R. Sur le dos de l'enveloppe, on avait écrit : « *absent et non réclamée* ». Cela nous a fait supposer qu'il y a ici une mauvaise volonté, un

sabotage (en Bulgarie c'est tout à fait possible). Nous avons retenu le rapport et puis avons commencé à chercher les moyens de vous avertir: ce serait une chose compliquée. Aujourd'hui nous avons reçu votre lettre du 20. V. 1946 qui a résolu la question. Nous vous enverrons la lettre mentionnée séparément.

Après quelques jours, nous vous enverrons l'étude demandée sur la situation politique en Bulgarie.

Jusqu'à ce moment, nous avons reçu des circulaires des newsletters, le manifeste et la résolution adoptée à la conférence internationale d'avril 1946 ; 3 numéros de la *Quatrième Internationale*, un numéro de *L'Avantgarde* ; 4 numéros de *La Lutte ouvrière* et un bulletin intérieur du SWP. Désormais nous vous informerons régulièrement pour chaque lettre des publications reçues.

Notre français est très mauvais. Informez nous, s'il vous plaît, si vous pouvez comprendre nos pensées.

Avec nos salutations fraternelles,

Pour le CC

D. Gatcheff



Gatchev arrêté

Lettre de l'épouse de Gatchev au SI

Sofia, le 17 juin 1946.

Chère amie,

Ne nous écrivez pas à l'adresse connue, puisque nous n'y demeurons plus. Mon mari est gravement malade ; on est entrés à l'hôpital. Moi aussi.

Je ne suis pas sûre que je n'aurai pas aussi le même sort — j'ai des symptômes de fièvre. Quelques-uns de nos cousins sont aussi malades — certains à l'hôpital. C'est presque une épidémie.

Nous vous ferons savoir notre nouvelle adresse quand cela sera possible.

Nous demandons votre aide médicale et morale la plus urgente et la plus efficace possible.

Avec nos salutations fraternelles.

Votre Séda



La vie du Dr Gatchev, dirigeant trotskyste bulgare, est en danger !

Le 17 juin pendant la nuit, nos camarades Dimitar Gatchev et le Dr Mincho Telbizov, médecin, ont reçu la visite de la milice « communiste » dans leur domicile à Plovdiv. Elle y a mené une perquisition rigoureuse. Elle a saisi et emporté littérature, feuillets, un certain nombre d'exemplaires de l'organe de notre parti *Appel communiste*, imprimé à la ronéo, des lettres, etc. Puis la milice a arrêté ces camarades.

Ils ont été gardés trois jours dans la cave de l'Inspection de la Milice régionale à Plovdiv. Le 16 juin 1946, ils étaient emmenés par chemin de fer vers le Nord-Est. Selon nos renseignements privés, ils sont déjà déportés à Dulovo, village entre Toutracan et Silistra (Dobroudja).

Le pouvoir garde secret le lieu de leur déportation. Les organismes du ministère des Affaires intérieures refusent de le faire connaître, même au régent professeur Venelin Ganef, devant qui les épouses de nos camarades ont protesté.

Le 17 juin 1946, la milice a continué les arrestations de nos camarades. A Plovdiv, la camarade Liliana Pirintchieva a été arrêtée. Un camarade a été invité à se présenter à la milice. Jusqu'à présent, nous n'avons pas de nouvelles détaillées ; nous nous attendons à ce que les arrestations continuent.

La milice exploite le fait que la réaction fasciste se réorganise et prépare un coup d'Etat, pour écraser notre mouvement qui, de jour en jour, attire l'attention des ouvriers et des éléments révolutionnaires dans le Parti ouvrier (stalinien).

Dans les derniers mois, notre parti a développé une activité considérable. Par son organe et ses manifestations publiques, il a lancé et développé le mot d'ordre de « *Gouvernement ouvrier et paysan* » et a fait des appels énergiques au Parti ouvrier bulgare (stalinien), pour un front unique contre la réaction. Cet appel a déjà été bien accueilli par de nombreux membres du parti stalinien. Mais la direction de ce parti a déjà perdu la tête. Devant le danger réactionnaire, au lieu de chercher l'appui des défenseurs les plus sincères des droits acquis du 9 septembre 1944, c'est-à-dire les communistes internationalistes, les staliniens ont renforcé et multiplié les coups contre eux. Ainsi, ils ouvrent la voie à la réaction.



Dimitar Gatchev, âgé de 46 ans, a été, pendant les années 1921 à 1923, étudiant en Allemagne, membre du [KPD] Spartakusbund. En 1924, les camarades de l'Internationale communiste l'ont chargé de se rendre en Bulgarie et de restaurer le Parti communiste bulgare qui avait subi une grave défaite en 1923. Il part en Bulgarie et travaille illégalement pour cette réorganisation. La nouvelle répression fasciste en 1925 le trouve dirigeant de l'organisation militaire du PC bulgare illégal. Avec beaucoup d'autres militants, il fut condamné à mort après avoir été sauvagement torturé.

C'était l'époque de la dictature de Tsankov. Il reste en prison jusqu'en 1932, où une large amnistie ouvrit les portes des prisons pour les communistes. Depuis, il a été de nouveau arrêté et interné.

Pendant l'occupation de la Bulgarie par les troupes allemandes, il fixa notre ligne politique : résistance contre l'occupation par le défaitisme révolutionnaire dans la Wehrmacht et contre notre propre bourgeoisie. Fraternisation avec les ouvriers et paysans allemands sous l'uniforme. Pour cela, les staliniens le qualifièrent de « *provocateur* » et de « *traître* ». Il resta sous l'œil de la police jusqu'au 9 septembre 1944. Son dossier dans les archives de la police fasciste le mentionne comme « *communiste dangereux* ».

En 1925, Gatchev se plaça aux côtés de l'Opposition de gauche, de sa propre initiative, sans posséder de renseignements sur les oppositions semblables en URSS. Il fut aussitôt exclu. En 1927, il se situe définitivement comme un bolchevik-léniniste.

Entre les deux ailes du parti communiste s'engageait alors une lutte acharnée. Les staliniens tentèrent de le tuer. En prison, puis en liberté, Gatchev ne cessa jamais de se comporter en véritable révolutionnaire.

En 1932, il est à la tête de l'Opposition de gauche en Bulgarie, qui publie *Osvobodjenié*. A cette époque se manifestent des divergences entre Gatchev et Manov. Ce dernier, avant le 9 septembre 1944, revint au parti ; il est maintenant juge au tribunal populaire, et a publiquement déclaré s'être trompé quand il était trotskyste.

Gatchev a apprécié les événements du 9 septembre 1944 comme une « révolution sociale prolétarienne déviée et trahie dans ses premiers pas ». Il défendait les positions suivantes : défense totale des droits acquis le 9 septembre, lutte intransigeante pour leur élargissement et leur extension jusqu'à la victoire complète de la classe ouvrière.

Pour cette raison, il fut arrêté en janvier 1945 et détenu pendant un mois dans la cave de l'Inspection de la Milice de Plovdiv. Seules les interventions énergiques de sa femme et de ses camarades le sauvèrent : il sortit de prison très affaibli.

Il reprit la lutte après une longue maladie. Il se rendait dans les assemblées staliniennes où l'on « prouvait » les « crimes de Trotsky » pour rétablir la vérité. Les staliniens répondaient par des menaces et une nuit, il y eut même une tentative de deux personnes pour l'enlever à son domicile. Les staliniens disaient qu'il était « un trotskyste incorrigible ».

Au cours des derniers mois, il insista sur la nécessité d'un front unique des ouvriers et paysans pauvres pour « sauver le 9 septembre ». Il mit en garde contre de nouveaux massacres préparés par la réaction contre l'avant-garde révolutionnaire et les masses ouvrières. Les staliniens, qui ne pouvaient pas lui répliquer, ordonnaient à leurs membres de « ne pas discuter avec les trotskystes ».



Le docteur Mincho Telbizov — âgé de 36 ans — a milité longtemps dans le parti stalinien. Il en fut exclu en 1934 pour avoir défendu les principes révolutionnaires. Il resta isolé pendant quelques années sans parvenir à trouver une orientation politique précise. L'an dernier, touché par notre agitation, il a rejoint nos rangs. Au cours de cette année, il a développé une large activité, que

les staliniens ne pouvaient supporter. Il fut renvoyé de l'hôpital où il travaillait. Il faisait partout de l'agitation, dans les autobus, dans les magasins comme dans les réunions publiques. Il milita également dans les syndicats d'où il fut exclu. Avec le camarade Gatchev, il défendit le matérialisme dialectique contre un prêtre, dans la salle même d'un temple protestant. Dans ce même lieu se tenaient chaque semaine des meetings qu'on appelait « trotskystes » jusqu'à ce que la police « communiste » les interdise.

(Ce texte, paru dans *La Lutte ouvrière belge*, n° 29, 24 août 1946, est la traduction d'un texte envoyé de Bulgarie après son arrestation, rédigé par ses proches camarades)

Morris Slavin

Jacobins et Bolcheviks, une analogie

« Certains traits sont communs à toutes les révolutions, ce qui permet d'avoir recours aux analogies et les exige même impérativement si l'on veut s'appuyer sur les leçons du passé et ne pas recommencer éternellement l'Histoire par le commencement ».

Trotsky, *Cahiers Léon Trotsky*, n°48, juillet 1992, p. 16.

Divergence entre Lénine et Trotsky sur le jacobinisme

Les bolcheviks, on le sait bien, admiraient la Révolution française et se voyaient eux-même en Jacobins des temps modernes. Lénine, dans ses premiers jours, disait qu'« un social-démocrate révolutionnaire est un Jacobin »¹. Trotsky, par ailleurs, tout en célébrant les révolutionnaires français, rejetait l'analogie avec le jacobinisme. Ecrivant une critique sévère dans *Nos Tâches politiques*, il assurait qu'un social-démocrate ne pourrait pas plus être un Jacobin que ce dernier un social-démocrate. « Le jacobinisme, écrivait-il, n'est pas une

1. Voir *Un Pas en avant, deux pas en arrière*, 1904. Lénine écrivait : « Un Jacobin indissolublement lié à l'organisation du prolétariat, conscient de ses intérêts de classe, c'est un social-démocrate révolutionnaire ».

catégorie "révolutionnaire" mais un produit historique. Ils [les Jacobins] ont coupé les têtes, nous, nous les éclairons par la conscience de classe »¹. Après la prise du pouvoir, quand Trotsky a été lui aussi forcé de « couper des têtes », il a changé d'avis. Écrivant en 1920, il qualifiait la Révolution française de « plus grand événement de l'histoire moderne » et louait « la dictature de fer des Jacobins »². De toute évidence, la Guerre civile longue et acharnée l'avait converti en partisan de la terreur jacobine.

En 1903 cependant, peu après la scission entre bolcheviks et mencheviks, Trotsky opposait explicitement jacobinisme et social-démocratie. Appelant les Jacobins « des utopistes avec une guillotine », il traitait Robespierre de « métaphysicien » qui n'avait pas confiance dans « l'homme réel ». Pour Trotsky, « Maximilien »³ Lénine était un véritable Robespierre, de sorte que ses traits contre le révolutionnaire français étaient bien évidemment dirigés contre Vladimir Ilyitch.

Entre autres, Trotsky accusait Lénine d'être un dictateur et d'utiliser des tactiques qui étaient « des caricatures du jacobinisme ». Un Jacobin, écrivait-il, ne pouvait que devenir « le dirigeant d'une démocratie bourgeoise révolutionnaire », mais pas d'une démocratie sociale. Le choix, Lev Davidovitch insistait, était « entre jacobinisme et socialisme prolétarien »⁴.

En 1917, Trotsky était encore convaincu que le marxisme et le jacobinisme avaient peu en commun. Tant Lénine que lui étaient conscients du danger de s'appuyer sur la guillotine. Quand il annonça le 28 novembre 1917, par exemple, que le parti Cadet (Constitutionnel-démocrate) était hors-la-loi, il s'empressa d'assurer à tout un chacun que les bolcheviks n'avaient nullement l'intention d'installer une guillotine.

1. Voir *Nos Tâches politiques* (éd. 1970), pp. 184-187. Ci-après NTP. Voir aussi le *Rapport de la délégation sibérienne* où Trotsky appelait Lénine « Robespierre » et attaquait la dictature jacobine : « trop d'exécutions, pas assez de pain ». Voir également le ch. V de Baruch Knei-Paz, *The Social and Political Thought of Leon Trotsky*, pp. 175-233.

2. L. Trotsky, *Défense du Terrorisme*, pp. 69-70.

3 **Maximilien Robespierre** (1758-1794), avocat, député, animateur des Jacobins puis leader des Montagnards et du Grand Comité de Salut Public. Tombé le 9 Thermidor.

4. L. T., NTP.

Il savait par l'exemple français où avait conduit la terreur jacobine. Même Lénine avait déclaré : « A Paris, [les Jacobins] ont utilisé la guillotine, alors que nous nous contentons de prendre les cartes d'alimentation de ceux qui ne sont pas capables de les avoir par les syndicats »¹. Mais Lénine aurait pu ajouter qu'en 1793 quiconque n'était pas capable d'obtenir une carte de civisme était immédiatement considéré comme un « suspect », que l'on pouvait arrêter. En outre, de façon plus réaliste, Lénine s'exclama en 1917 : « Comment peut-on faire une révolution sans pelotons d'exécutions ? »².

Les analogies entre les deux révolutions

Malgré leur divergence initiale sur la signification du jacobinisme, Lénine comme Trotsky ont reconnu les nombreuses analogies entre 1917 et 1789. Les deux révolutions, ils l'ont reconnu, ont été des explosions spontanées, pas des « coups » de palais. Toutes les deux tournaient politiquement à gauche, la Française pour une période de quelques années, la Russie quelques mois. Aucune de ces révolutions n'avait pu vaincre sans les jacqueries de la campagne. L'une et l'autre ont eu à combattre leur Vendée soutenue par les puissances étrangères et une intervention extérieure.

Pour garder le pouvoir, elles ont recouru toutes deux à la terreur administrée par des organismes centraux — la France par ses grands Comités, les soviets par leur comité exécutif et le politburo du parti bolchevique. Les Jacobins étaient soutenus par les sections de Paris et autres villes, les bolcheviks par les soviets des grandes villes. Finalement toutes deux ont succombé devant Thermidor, et en dernière analyse, devant une restauration. Quant à la tentative des défenseurs du stalinisme de nier l'analogie entre les deux révolutions, Trotsky écrivait dans *La Révolution trahie* :

1. I. Deutscher, *The Prophet Armed: Trotsky 1789-1921*, p. 340.

2. Cité par Samuel Farber, *Before Stalinism. The Rise and Fall of Soviet Democracy*, London, 1990. Cependant Lénine disait le 4 novembre 1917 : à la différence des « révolutionnaires français qui guillotinaient des gens désarmés », les bolcheviks n'auraient pas à recourir à de telles mesures « parce que nous avons la force de notre côté », *ibid.* p. 114.

« Les affirmations en forme d'axiomes de la littérature soviétique que les lois des révolutions bourgeoises seraient "inapplicables" à une "révolution prolétarienne", n'ont aucun contenu scientifique »¹.

Après son exil, Trotsky publia sa dramatique *Histoire de la Révolution russe*, dans laquelle, entre autres, il comparait certains aspects de la Révolution française avec l'explosion russe : la période initiale de la première qui vit le conflit entre l'Assemblée constituante et le mouvement populaire dans les sections et la Commune de Paris, était l'un des doubles pouvoirs qu'il observa. Cet intervalle ne se termina qu'avec la fuite du roi à Varennes et l'établissement, peu après, de la république. Avant que cela arrive cependant, les Français ont souffert « *leurs Journées de Juillet* » lorsque, selon Trotsky, les révolutionnaires refusèrent de se laisser provoquer par le « *massacre du Champ-de-Mars* »².

Cette première dualité a été suivie d'une autre période de double souveraineté, quand les districts de Paris sont devenus des sections qui ont ouvert leurs portes aux sans-culottes et autres éléments populaires de l'ancien Tiers-Etat. Avec la chute de la monarchie, le 10 août 1792, les sections ont pris le contrôle de la Commune de Paris et commencé d'abord à se heurter à l'Assemblée législative et plus tard à la Convention. Trotsky a écrit que la Commune « *prit le contrôle de la Convention par une nouvelle insurrection* »³, ce qui n'est pas tout à fait exact. Elle s'allia avec les députés de la Montagne pour mettre un terme à la direction girondine modérée de la Convention en juin 1793.

Victoire de la Convention

Mais bien qu'on puisse être d'accord avec Trotsky que cette étape de la révolution vit l'augmentation du rôle joué par les sans-culottes et ainsi la poursuite de la double souveraineté, le pouvoir est en définitive resté aux mains de la Convention. Avant la fin de cette année, la Convention et ses Comités de Salut Public et de Sûreté générale furent capables d'apprivoiser les forces populaires pour leurs propres objectifs. Peu après, la Convention détruisit les

1. *La Révolution trahie* (RT) dans *De la Révolution* (DLR), p. 501.

2. *History of the Russian Revolution*, (HRR) ed. Eastman, I, pp. 210-211. Le 17 juillet 1791, la garde nationale, commandée par La Fayette, tira sur les manifestants du Champ de Mars qui réclamaient la déchéance du roi.

3. *Ibid.* p. 211.

porte-parole des sans-culottes, les Enragés et les Hébertistes. Néanmoins Trotsky a raison de voir la période qui suit l'épuration des Girondins comme l'apogée de la révolution populaire.

Une manifestation de cette apogée a été la large utilisation du familier « tu » à la place du « vous » poli. Les sans-culottes et leurs porte-parole ont considéré les députés comme leurs mandataires, non leurs représentants. Mais en outre ils s'adressent à eux et aux grands personnages du gouvernement avec l'audacieux « tu »¹.

Que le développement contraire se soit produit en Union soviétique a démontré la dégénérescence des premiers idéaux de la Révolution. Ecrivant dans *La Révolution trahie*, Trotsky cite un ouvrier qui, en s'adressant au directeur de son usine, dit « vous » tandis que ce dernier s'adresse à lui en le tutoyant familièrement. Trotsky qualifie cela de « *dialogue indigne, impossible dans un pays capitaliste civilisé* ». « *Les commissaires du peuple*, ajoute LD, *utilisent le tutoiement pour s'adresser à leurs subordonnés. Ont-ils oublié, demande-t-il, que l'un des mots d'ordre révolutionnaires les plus populaires au temps du tsar était la fin du tutoiement des subordonnés par leurs chefs ?* »²

Après Thermidor, un mémorialiste de la Révolution française révéla combien surprenants pour lui en tant que jeune garçon, avaient été les mots d'un cocher s'adressant à sa famille comme des « *maîtres* », tout en offrant ses services³.

Les critiques de « gauche »

Nombre de révolutionnaires français ont tenté d'arrêter le glissement noté par le mémorialiste. Ces critiques, à la gauche des Jacobins sur plusieurs questions politiques importantes, étaient ou bien inconnus des bolcheviks, ou ils les ont négligés. Marx, bien entendu, connaissait l'existence de cette gauche quand il écrivait que « *le mouvement révolutionnaire qui commença en 1789 dans le Cercle social (une loge maçonnique qui lança diverses revendications démocratiques) qui, au milieu de son parcours avait comme principaux représentants Leclerc et Jacques Roux (Il aurait pu ajouter Jean Varlet, Claire*

1. A. Soboul, *Les Sans-culottes parisiens en l'an II*, pp. 655-657.

2. Trotsky, RT/DLR, p. 510.

3. Michelet, *Histoire de la Révolution française*, G. Walter, II, p. 990.

Lacombe et Pauline Léon¹), a donné naissance à l'idée communiste que l'ami de Babeuf², Buonarroti³ introduisit en France après la révolution de 1830»⁴.

Qui étaient ces gens qui, selon Marx, « étaient les principaux rerésentants » du mouvement révolutionnaire « en cours de route » ? On les a qualifiés d'« enragés »⁵. Pourquoi les Enragés s'opposaient-ils au régime jacobin ? La France était engagée dans une guerre internationale en 1792, pas très différente de celle des Etats soviétiques 120 années plus tard... Au début de 93, la Convention avait lancé en campagne un million d'hommes en armes, une réalisation inouïe pour le XVIIIe siècle. La guerre, à son tour, amena la pénurie de produits de première nécessité, la hausse des prix, la baisse du papier monnaie, l'assignat, et l'inflation consécutive. Tout cela mena à la spéculation et à des profits fabuleux et abusifs d'un côté, la faim de l'autre.

Les Enragés furent très tôt partisans de la Terreur tant qu'elle était dirigée contre les spéculateurs et les accapareurs, monarchistes et émigrés, voire modérés. Leurs adversaires étaient les Montagnards qui différaient d'eux en ce qu'ils croyaient dans le laissez-faire économique, pas le contrôle des prix, jusqu'à ce qu'il devint évident que « la vie chère » était en train de miner l'effort de guerre. Les Jacobins continuèrent à compter sur l'assignat, les emprunts forcés, les réquisitions qui ne pouvaient arrêter l'inflation en marche. Et surtout, ils étaient partisans d'un gouvernement représentatif, non d'un système de démocratie directe. Bien qu'ils fussent partisans de la liberté et de l'égalité, la guerre, la révolte fédéraliste et le soulèvement de la Vendée forcèrent la

1. **Jean Varlet** (1764-1831), exclu des Jacobins, animateur des Enragés, président du comité central révolutionnaire en 1794 ; **Théophile Leclerc** (1771- ?), membre des Enragés, publia un *Ami du Peuple*. **Jacques Roux** (1752-1794), prêtre et enseignant, assermenté et membre des Cordeliers, puis du Conseil général de la Commune, se suicida en prison pour éviter la guillotine. Rose dite **Claire Lacombe**, (1765- ?) animatrice des Femmes républicaines révolutionnaires, proche des Enragés. **Anne-Pauline Léon** (1768- ?) était sa proche camarade, une grande oratrice aussi, épouse de Leclerc en 1793.

2. François Noël dit **Gracchus Babeuf** (1750-1797), animateur de la Conspiration des Egaux, propagandiste du « communisme » ; guillotiné sous le Directoire.

3. **Felipe Buonarroti** (1761-1837) compagnon de Babeuf, organisateur de sociétés secrètes en exil et propagandiste du communisme babouviste.

4. Marx, *La Sainte Famille*, III *Œuvres*, Philosophie, p. 558.

5. Voir mon article *Les Enragés*, CLT n°38, juin 1989.

Convention et ses grands Comités à supprimer le droit à la liberté de parole et d'association.

La question de Thermidor

Si les dirigeants bolcheviks ont vu une analogie entre la Révolution française et la leur, pendant leur cours à gauche, ce furent Trotsky et l'Opposition de gauche qui popularisèrent sa phase thermidorienne. La chute de Robespierre le 9 Thermidor an II (27 juillet 1794) mit fin à la Terreur, ferma le Club des Jacobins, mit un terme au rôle dominant de la Montagne et vit la défaite des deux explosions populaires désespérées d'avril et de mai 1799. Ce n'est pas avant 1830 qu'apparut de nouveau une révolte de masse, qui, finalement termina le règne des Bourbons.

Parmi les premiers à accuser les bolcheviks de préparer un Thermidor, il y eut Iouli Martov¹, dans un article écrit en mars 1918. Accusant Lénine de préparer un « pré-Thermidor », il affirma que le traité de Brest-Litovsk avait tourné le dos à l'idéal socialiste afin d'atteindre des objectifs nationalistes. C'était donc le Thermidor russe, soutenait-il. Plus encore, c'étaient les mencheviks qui étaient les vrais révolutionnaires, tandis que les bolcheviks n'étaient qu'un groupe de fanatiques, poursuivait-il. Martov voyait ceux des Jacobins qui avaient renversé Robespierre comme des « révolutionnaires authentiques » qui avaient à leur tour été vaincus par les Thermidoriens, véritables agents de la contre-révolution. Pour éviter un Thermidor à la française, les forces démocratiques de Russie devaient renverser les bolcheviks, mais en même temps prévenir une contre-révolution. Il insistait que, pour empêcher la Russie de suivre l'exemple français, les forces démocratiques de Russie devaient rétablir l'Assemblée constituante².

Le soulèvement de Cronstadt fit de nouveau parler de Thermidor. On en parla encore plus après l'adoption de la Nep. Un anti-bolchevik qui était aussi un fin observateur, Nikolaï Oustrialov³, décrivit le régime soviétique comme un

1. O. Tsederbaum, dit **Iouli Martov** (1873-1923), social-démocrate, fondateur de l'*Iskra* avec Lénine, menchevik, exilé, meurt en exil.

2. Tamara Kondratieva, *Bolcheviks et Jacobins*, 1989, ch. IV.

3. **Nikolai V. Oustrialov** (1890-1937), journaliste cadet, vit dans la Nep l'annonce de la restauration capitaliste ; revenu en URSS en 1935, arrêté et fusillé en 1937.

« *national-bolchevisme* ». Il poursuivait en assurant que ce régime se transformerait en un gouvernement bourgeois ordinaire. Comme Martov, il pensait aussi que la Révolution russe avait pris le chemin de Thermidor à Brest-Litovsk. Ce développement, insistait-il, était un processus naturel, inévitable. Sur la révolution française, il écrivait : « *Les hommes du Marais se mélangeaient aux Montagnards* ». C'est-à-dire que les sans-culottes se mêlaient aux députés de la Convention et ces derniers ont, bien entendu, imposé leurs principes et leurs objectifs aux sans-culottes. « *Les Jacobins ne sont pas tombés* », disait-il « *ils ont dégénéré en masse* ».

Lénine, observait Oustrialov, sacrifiait avec réalisme le communisme pour sauver les soviets, c'est-à-dire qu'il devait faire un compromis avec la bourgeoisie pour éviter le sort de Robespierre. Plus tard, Oustrialov vit une « *bourgeoisie soviétique* » et pressa ses partisans contre-révolutionnaires de faire un compromis avec le régime bolchevique. Il était convaincu qu'il deviendrait, que les bolcheviks le veuillent ou non, un régime bourgeois ¹.

Bien que tout le monde ne fût pas d'accord avec Oustrialov que la révolution bolchevique devait donner naissance à un Thermidor et une révolution bourgeoise, à la lumière de son histoire, on ne pouvait pas négliger le point de vue d'Oustrialov. Lénine vit le danger d'une restauration capitaliste comme venant surtout de l'extérieur, pas une évolution interne inévitable. En même temps, on avait conscience que la bureaucratie menaçait de plus en plus le Parti et l'Etat. « *Qui dirige qui (kto kavo) ?* demandait-il. Les 4 700 communistes responsables ou leur entourage ? ». En 1922, il avoua que l'appareil d'Etat bourgeois était une « *machine bourgeoise terrible* ». Il croyait encore qu'on pourrait en définitive écarter ce danger en le reconnaissant comme une menace interne. La publication du *Cours nouveau* de Trotsky rendit public le danger du bureaucratisme.

Pendant la première phase de la lutte de l'Opposition de gauche contre la troïka, Trotsky continua à insister sur l'analogie entre le bolchevisme et le jacobinisme en déclin. Tandis que la *Pravda* le calomniait et niait toute dégénérescence, la *troïka* répondait par une campagne d'insinuations, le qualifiant de Danton ou de Bonaparte potentiel. Cette campagne se révéla efficace parce que trop nombreux étaient ceux qui croyaient que Trotsky

1. *Ibidem*,

ressemblait à Napoléon par le brillant de sa personnalité et « *la gloire légendaire gagnée dans les batailles*. » Le masque de Bonaparte semblait lui aller trop bien. La récente découverte de Viktor Danilov sur la tentative de Trotsky de convaincre le comité central en octobre 1923 qu'il n'avait aucun désir de devenir un Bonaparte n'eut aucun résultat. Pendant ce temps, la campagne contre le « *trotskyisme* » corrompait le parti.

Parmi les causes de corruption, Trotsky citait les remarques de Rakovsky sur le Thermidor français. La pratique de remplacer peu à peu l'élection des fonctionnaires par leur nomination créa une bureaucratie qui tua l'initiative des masses, écrivit Babeuf ¹. Ces différences de fonction devinrent des différences sociales et « *la fonction modifia l'organisme lui-même* » observait Babeuf. En outre vint la chasse à la richesse ; la participation aux contrats gouvernementaux, la monopolisation des fournitures par les nouveaux gouvernants. Rakovsky cite les remarques de Babeuf sur le fait que la dégénérescence de la nouvelle couche dirigeante ne fut pas peu épaulée tout au long par les anciennes jeunes femmes de l'aristocratie avec laquelle les Jacobins étaient très amicaux. « *Que faites-vous, lâches plébéiens ?* demandait Babeuf. *Elles vous embrassent aujourd'hui, elles vous étrangleront demain* », les avertissait-il ². On peut comparer ce développement avec les observations d'un vieux bolchevik devenu un journaliste populaire, Lev Semionovitch Sosnovsky ³, qui soulignait le rôle particulier joué par ce qu'il appelait « *le facteur auto-harem* » dans la formation du moral de la bureaucratie soviétique. Ceci nous rappelle que, dans la définition des bons sans-culottes, il y avait une caractéristique importante — il ne se déplaçait jamais en voiture mais toujours à pied.

Parmi les autres raisons de l'avènement du Thermidor soviétique, Trotsky ajoutait que la démobilisation d'une armée de cinq millions d'hommes aida la bureaucratie à se constituer. Des chefs victorieux occupaient des postes de direction dans l'Etat, la société et le parti. En même temps les masses étaient écartées de la participation à la direction du pays. Rakovsky admettait que les différences entre la « *situation sociale* » d'un communiste ayant son propre

1. *Ibidem*

2. Broué, *Rakovsky*, pp. 304-305, RT, p. 509.

3. **Lev S. Sosnovsky** (1886-1937), bolchevik en 1904, grand journaliste très populaire, membre de l'Opposition de gauche, exclu et déporté en 27-28, il capitule en 1934. Il sera fusillé sans procès.

appartement, un bon salaire et autres douceurs étaient radicalement autres que celles d'un « *communiste qui travaille dans les mines de charbon* »¹.

Trotsky parlait de la « *disparition de la fierté plébéienne* » pour expliquer la dégénérescence sur la bureaucratie des soviets et du parti. C'étaient couardise et carriérisme. Citant encore Rakovsky, il donnait l'exemple de Babeuf sortant de prison et se demandant ce qu'était devenu le peuple héroïque des faubourgs parisiens. Trotsky commentait : « *La famine, le chômage, la perte des cadres révolutionnaires, l'élimination des masses des postes dirigeants avaient amené une telle anémie physique et morale des faubourgs qu'il leur fallut plus de trente ans pour se lever de nouveau* ».

Il semble qu'un ouvrier autodidacte nommé Piotr Zaloutsky² ait été le premier à utiliser publiquement le mot de « Thermidor » en 1925. Il était secrétaire du parti à Leningrad avec des années de responsabilités dans l'administration du parti pendant la guerre civile et le début de la reprise. Bien que les critiques de la tendance bureaucratique dans le parti et l'Etat parlissent de « dégénérescence », personne, même pas Trotsky, n'accusait le parti de connaître une dégénérescence thermidorienne. Le mot de Thermidor était encore tabou.

Zaloutsky déclara :

« L'unique exemple historique sur lequel il nous faut concentrer notre attention est l'orientation thermidorienne prise par la Grande Révolution Française. [...] Quelques [...] intelligents comme Oustrialov apprécient mieux la situation que nos "chefs" et nos "théoriciens". Ils voient les faiblesses de nos dirigeants et aident à pousser la révolution vers un Thermidor en faisant pression sur l'appareil d'Etat et certaines couches du parti »³.

Les remarques de Zaloutsky furent rapportées par un mouchard de Molotov nommé Leonov, qui en informa le comité central. Ce dernier désigna aussitôt une commission d'enquête sur cette question. Elle se garda de condamner l'organisation de Leningrad ou Zinoviev personnellement, parce que les cercles dirigeants ne voulaient pas répandre le message Thermidor dans tout le parti, au

1. *Ibid.* p. 304.

2. **Piotr A. Zaloutsky** (1887-1937), cheminot, commissaire dans l'Armée rouge puis dans l'appareil de Leningrad ; se repent à plusieurs reprises ; fusillé pendant la grande purge comme zinoviéviste.

3. Kondratieva, *op. cit.* p. 134.

moins pas encore. Zaloutsky fut seul condamné. La commission dit que son opinion n'était pas seulement fautive et anti-marxiste mais « criminelle »¹.

Zaloutsky ne pouvait pas comprendre ces attaques et fut assez naïf pour demander à Staline de le défendre. Le cœur de cette affaire réside dans le concept de Thermidor. De 1921 à 1925, les bolcheviks firent une distinction entre l'accusation de « dégénérescence petite-bourgeoise » qui menaçait le parti de l'extérieur, et une inévitable « *dégénérescence thermidorienne* » dont l'ennemi de classe disait qu'elle viendrait de l'intérieur par une évolution inévitable. Le terme « *thermidorianisme* » fit disparaître toute l'ambiguïté que gardait celui de « *dégénérescence* ». L'organisation de Moscou écrivit aux gens de Leningrad que la raison de la révocation de Zaloutsky était la même qu'on avait invoquée contre Trotsky quand il avait lancé contre le Comité central des accusations de dégénérescence².

Trotsky et Thermidor

Malgré ces profondes divergences, aussi tard qu'en 1927, Lev Davidovitch pensait encore qu'il était prématuré de parler d'un Thermidor soviétique. Il était d'accord que la possibilité en existait et qu'il fallait en être averti. Même en 1928, il pensait que ce n'était encore qu'une possibilité. Avec la publication de *La Révolution trahie*, cependant, il assura que l'Union soviétique vivait depuis longtemps dans une époque post-thermidorienne.

Le Thermidor français, écrivait-il, n'a pas été une contre-révolution mais, plutôt « *une phase de réaction dans la révolution* ». Les thermidoriens n'ont pas détruit les rapports bourgeois de propriété ; ils ont établi un gouvernement anti-populaire et préparé le Consulat et l'Empire. Puis il se tournait vers l'Union soviétique et reconnaissait maintenant qu'il s'était produit un développement analogue après 1923, quand Staline supprima l'Opposition de gauche. Le règne de Staline était devenu comme celui de Napoléon sous le Consulat, ayant revêtu un caractère bonapartiste.

Trotsky reconnaissait que le Thermidor français n'avait pas liquidé les conquêtes de la bourgeoisie française. Le même était vrai de l'Union soviétique, pensait-il. La dégénérescence de la bureaucratie et du parti n'avaient pas empêché

1. *Ibidem*, p. 136

2. *Ibidem*, p. 142.

les succès économiques, disait-il. Malheureusement, il ne soulevait pas la question de ce qu'étaient ces « succès » et de qui en bénéficiait. « *Kto, kavo ?* » Il voyait encore la dictature du prolétariat dans la dictature de la bureaucratie et continuait à assurer que le stalinisme défendait les conquêtes d'Octobre contre la bourgeoisie mais aussi contre les ouvriers. Des critiques soulignaient que, si c'était vrai, il fallait poser la question : pour quelle classe la révolution d'Octobre a-t-elle été faite, si ce ne sont ni la bourgeoisie ni le prolétariat qui en ont bénéficié ?

Le refus de Trotsky d'admettre que l'Union soviétique n'était pas encore thermidorienne dans les années 20, puis assurant que, dans les années 30 elle l'était depuis longtemps, reflète une confusion qui désorienta ses propres camarades. Les marxistes et les non-marxistes sont d'accord que la Révolution française était une révolution bourgeoise et que, par conséquent, une réaction thermidorienne ne fit que renforcer la bourgeoisie aux dépens des masses populaires. Plus encore, la domination de Bonaparte, bien que privant la bourgeoisie du pouvoir politique, n'a jamais menacé sa propriété ni sa position économique.

Peut-on en dire autant de l'Union soviétique en ce qui concerne le prolétariat sous Staline ? Spécifiquement, si la révolution bolchevique a porté au pouvoir la classe ouvrière, le gouvernement de Staline, en admettant qu'il commença par être une réaction thermidorienne, a-t-il maintenu au pouvoir le prolétariat avec les paysans ? Si les Thermidoriens français ont maintenu les rapports bourgeois de propriété, peut-on dire que les thermidoriens soviétiques ont continué à maintenir les rapports de propriété prolétariens ? A moins que l'on ne prétende, comme l'a fait Trotsky, que l'Etat stalinien conservait son caractère fondamentalement prolétarien parce que les moyens de production étaient encore nationalisés, il est difficile d'appliquer le Thermidor français à la Mère Russie. C'est seulement au sens que Thermidor représente une retraite socio-politique et culturelle à partir de l'an II (1793-1794) qu'on peut assurer que la Russie stalinienne était analogue à une France thermidorienne et plus tard bonapartiste.

Bien entendu, Trotsky reconnaissait la différence essentielle entre les Thermidors français et russe. Dans le premier, « *Thermidor n'était qu'un pas dans l'évolution inévitable* » qui « *a porté au pouvoir la grande bourgeoisie* »,

écrivit-il. Son long développement dans la vie économique et sociale du XVIII^e siècle était en nette opposition à la faible position du prolétariat de Russie avant 1917. En outre, et c'est le nœud de la question, à la différence de la bourgeoisie, le prolétariat devait d'abord conquérir le pouvoir politique pour jouir de la suprématie économique et idéologique. D'où, pour les thermidoriens soviétiques, le fait que, pour l'emporter, ils avaient à établir d'abord et avant tout leur domination sur le parti ¹.

Si c'est vrai, alors il semble que Trotsky a répondu à sa propre question sur la nature de l'Union soviétique sous Staline. Les ouvriers et les paysans avaient été privés du pouvoir politique quand ils avaient perdu le contrôle de l'Etat face à la bureaucratie stalinienne. Privé du pouvoir politique, comme Trotsky lui-même l'assurait, il en découle que le prolétariat soviétique n'avait aucun contrôle sur les développements économiques ou idéologiques. Knei-Paz cite le *Bulleten Opoisitsii* de Trotsky d'avril 1935 dans lequel Trotsky reconnaissait avoir d'abord pensé que le Thermidor d'origine avait été une contre-révolution. Pour l'être, il admet qu'il aurait dû restaurer les rapports de propriété féodaux existant avant 1789. Mais, ainsi que nous le savons, rien de ce genre n'est arrivé. Ainsi, si le stalinisme avait été un Thermidor russe, il aurait pu restaurer les premiers rapports prolétariens sociaux et politiques. Mais en Union soviétique comme en France, cela n'arriva pas.

Finalement, il faut encore souligner que le Thermidor français a contribué à la consolidation du règne de la bourgeoisie en France. En 1830, le monarque de ce pays, Louis-Philippe ², était un « *roi bourgeois* », le régime de la noblesse et du clergé privilégiés ne revint jamais. Mais en Russie, en 1929, le règne d'une bureaucratie stalinienne ouvrit la voie à une restauration bourgeoise de nos jours. Ainsi, appliquer le mot de « *Thermidor* » à l'Union soviétique mène à la confusion — à moins qu'on ne lui donne le sens limité de la dégénérescence du parti et de l'Etat depuis les débuts de leur existence. Bref l'analogie avec la Révolution française ne tient pas. Cela n'affaiblit en rien la critique du stalinisme par Trotsky. La conviction première de Lénine et de Trotsky qu'à

1. Citations de Caillosse, « La question du Thermidor », in *Cahiers Léon Trotsky* n°48, pp. 30, 36, 37.

2. **Louis-Philippe Ier** (1773-1850), duc d'Orléans depuis 1793, roi des Français de 1830 à 1848 (la « monarchie de juillet »).

moins que l'Union soviétique ne brise son isolement et soit secourue par au moins un Etat industrialisé, comme une « *Allemagne communiste* », elle ne pouvait durer, s'est révélé exact — même s'il a fallu soixante-dix ans pour y arriver. Et bien que nous n'ayons qu'un St-Petersbourg qui a pris la place de Leningrad et pas de tsar Boris, personne ne peut être sûr de jusqu'où l'effondrement du stalinisme fera reculer l'horloge de la Russie.

Kwame Somburu

Les Africains en Amérique

Kwame Somburu est le nom africain d'un vieux camarade du SWP, militant dès sa jeunesse dans le mouvement socialiste et qui fut même, sous son ancien nom de Paul Boutelle, candidat à la vice-présidence des Etats-Unis. Il se consacre à la formation de la jeune génération et a écrit pour elle cette étude qui a été publiée en feuilleton dans Socialist Action. Les notes, nécessaires pour un lecteur français, sont de la rédaction de CLT.

L'esclavage remonte à des milliers d'années. Mais ce n'est qu'à la fin du XVe siècle que le commerce des esclaves commence à grandir tellement que le monde presque entier en est transformé.

A cette époque, différentes circonstances historiques ont commencé à favoriser le développement du commerce, de l'industrie, du progrès scientifique et du système capitaliste dans les pays d'Europe occidentale. Ces pays ont alors capturé des millions de gens — avant tout en Afrique — pour satisfaire leur besoin d'une main d'œuvre à bon marché dans leurs nouvelles possessions coloniales.

Le très lucratif commerce des esclaves, à son tour, agit comme stimulant majeur à la croissance du capitalisme en Europe occidentale. En même temps,

l'Europe s'appropriâ une grande partie des connaissances scientifiques des civilisations d'Asie et d'Afrique pour les utiliser dans son viol du monde.

En Afrique orientale, les Arabes ont été les principaux trafiquants d'esclaves. En 1503, les Portugais ont commencé à s'emparer des villes côtières et de l'île de Zanzibar. Mais au XVIIIe siècle, les Arabes avaient une fois de plus chassé les Portugais de Zanzibar, au sud, jusqu'au Mozambique.

Petit à petit, les esclavagistes arabes se sont répandus dans toute l'Afrique orientale. Ils ont mené des millions d'esclaves à travers le continent vers les bateaux européens qui les attendaient sur la côte occidentale. A l'apogée de leur commerce, ils ont vendu plus de 40 000 personnes par an aux Européens — et beaucoup plus sont morts en route.

Mais la majorité des esclaves d'Afrique orientale ont été envoyés non en Afrique mais au nord, vers le Golfe Persique — jusqu'à 20 000 par an dans la seule Arabie. Et le commerce n'a fait que grandir après l'abolition effective du commerce transatlantique à la fin du XIXe.

L'Afrique dans son ensemble a été dévastée par le double viol des esclavagistes européens et arabes. Au XVIe siècle, on dit que 900 000 esclaves environ ont été embarqués en Guinée vers le Nouveau Monde. On pense que le total pour le XVIIe siècle a été d'environ 2 750 000, soit une moyenne de 27 500 par an.

A la fin du XIXe siècle, la forêt du Haut Congo a été pratiquement dépeuplée par ce commerce.

L'esclavage indigène en Afrique

Même avant l'arrivée des commerçants d'esclaves européens, il existait depuis des siècles des formes d'esclavage dans certaines parties de l'Afrique. Des prisonniers de guerre et des condamnés étaient souvent traités comme de la main d'œuvre gratuite et pouvaient être achetés et vendus.

Pourtant la majorité des esclaves en Afrique n'étaient pas du cheptel héréditaire dans un rude système basé sur le profit, comme ils le devinrent dans les Amériques pendant les premiers temps du capitalisme. Les esclaves d'Afrique étaient des membres travailleurs, au statut inférieur, d'une famille ou d'un groupe tribal. Ils avaient même la possibilité d'élever leur statut en se

procurant les moyens d'acheter leur liberté, soit en héritant, soit en se mariant dans la famille du maître.

Bien avant l'entrée des Européens en Afrique tropicale, le royaume du Bénin était un puissant centre de commerce dans ce qui est maintenant le sud du Nigeria ; le roi, ou Oba, était un maître absolu qui pouvait obtenir l'obéissance immédiate à n'importe lequel de ses ordres.

La chasse était la distraction favorite au Bénin et le principal passe-temps. On faisait la guerre pour agrandir son territoire et acquérir butin et esclaves.

En 1472, le premier Européen à visiter le Bénin, un Portugais, dut se prosterner devant l'Oba qui lui donna la permission de faire le commerce de l'ivoire, de la poudre d'or et des esclaves.

Un autre peuple d'Afrique occidentale, les Mandingues, étaient des cultivateurs — parfois de grands planteurs avec des centaines d'esclaves — et des marchands, et ils circulaient partout, faisant le commerce de la poussière d'or, des esclaves, du sel, du fer et de l'ivoire.

Les Mandingues traitaient souvent leurs esclaves domestiques presque comme des membres de leur propre famille. Mais avec ceux des champs, ils étaient brutaux : une sanglante insurrection d'esclaves se produisit contre eux en 1785.

Il y avait en Afrique environ 900 ethnies, cultures et langages. La plupart des Africains engagés dans le commerce des esclaves ne considéraient pas ceux qu'ils vendaient comme « *de leur peuple* » : ils vendaient des Yoribas, des Akan, des Fulanis, etc. — à quelques exceptions près des gens de cultures et ethnies différentes.

Ainsi, pendant les premières années du commerce des esclaves africains, la majorité des chefs et des rois n'ont pas considéré la vente de leurs esclaves à des Européens comme différente de la vente entre eux.

Un commerce ancien en Europe aussi

En fait, les rois africains agissaient exactement comme les Européens, qui s'étaient achetés et vendus les uns les autres pendant quelques centaines d'années !

Au Moyen âge, les tribus germaniques ont conquis et soumis le gros de la population slave d'Europe centrale et orientale. Ils ont vendu ces peuples à travers l'Europe occidentale et aux Musulmans en Espagne.

Ainsi aux IX^e et X^e siècles, il fut courant d'appeler tout cheptel humain « *sclavus* » — le mot latin pour esclave — qui évolua vers le mot « *slave* ».

Tous les grands peuples marchands de la période — Arabes, Juifs, Byzantins, et Scandinaves — s'adonnaient au trafic des esclaves. Par exemple les Vikings achetaient de nombreux esclaves dans les îles britanniques et les régions slaves d'Europe occidentale. Nombre d'entre eux étaient vendus en Espagne et dans le monde musulman lointain — on faisait travailler les hommes et on envoyait souvent les femmes dans les harems.

L'esclavage fut largement répandu en Espagne aussi tard que la fin du X^e. Les familles riches en avaient jusqu'à 50, Grecs, Russes, Albanais ou Turcs, souvent achetés au fameux marché des esclaves de Kaffa (Feodosia) sur la Mer Noire. Mais la plupart des esclaves étaient africains.

Le commerce européen des esclaves africains fut fait d'abord par les Portugais au milieu des années 1400. En 1470, un marché aux esclaves fut créé à Lisbonne.

En 1493, le Pape Alexandre VI¹ donna aux Portugais l'exclusivité des droits d'exploitation de tout le continent africain. Comme le Portugal possédait aussi le Brésil, cette division lui permit de connaître à la fois l'expansion du sucre et celle du commerce des esclaves.

On amena des Africains en Amérique parce que la main d'œuvre européenne était rare et que les indigènes nord-américains étaient incapables d'effectuer le lourd travail exigé et l'importation de maladies exotiques.

Un ancien colon d'Espagne, l'évêque Las Casas², qui voulut devenir prêtre après être arrivé à Hispaniola (future Haïti), fut très attristé de la destruction du peuple indigène américain. Il convainquit le gouvernement espagnol de n'employer que des Africains, dont il pensait qu'ils conviendraient mieux pour ce dur travail.

1. **Alexandre VI Borgia** (1431-1503), de son vrai nom **Rodrigo Borja**, fut pape de 1492 à 1503. Il s'occupa surtout de politique et d'affaires. Il était le père de César et de Lucrèce Borgia.

2. **Bartolomé de Las Casas** (1474-1566) dominicain, parfois appelé « *apôtre des Indes* », d'abord planteur en 1502, ordonné prêtre en 1510.

La Grande-Bretagne maîtresse du trafic d'esclaves

Les Anglais s'engagèrent dans le commerce des esclaves en 1562, avec le capitaine John Hawkins¹. Un marchand espagnol qu'il rencontra aux Canaries lui avait suggéré de voir les profits qu'il pourrait réaliser en fournissant des esclaves africains aux planteurs sucriers dans les Indes occidentales espagnoles.

Hawkins réussit à trouver le financement pour cette aventure et son premier voyage pour amener des esclaves fut un succès total. Mais la reine Elizabeth I² le critiqua : elle dit que prendre des Africains sans leur permission était « *détestable et provoquerait la vengeance du ciel sur ceux qui le faisaient* ».

Hawkins rendit donc visite à Sa Majesté et lui montra par écrit les profits qu'il avait réalisés par ce voyage. Quand elle vit les chiffres, la Reine perdit tous ses scrupules moraux et décida de devenir à son tour actionnaire dans le deuxième voyage de Hawkins pour les esclaves.

Plus tard, en 1638, le roi Jacques Ier³ accorda une charte à une compagnie privée pour faire le commerce des esclaves. Le duc d'York, qui devint Jacques II⁴ en 1685, accorda une charte avec le même objectif à la Royal African Company en 1672.

En fait, pendant plus de 250 ans, la Grande-Bretagne transporta vers l'esclavage plus du double du nombre d'Africains que tous les autres pays d'Europe. Les profits gigantesques réalisés dans le commerce des esclaves encouragèrent non seulement le développement des plantations dans les Indes occidentales mais la production de produits de laine et de coton et d'autres manufactures en Angleterre même. En fait, des cités entières comme Bristol et Liverpool, grandirent autour du commerce des esclaves. Liverpool passa de 87 bateaux en 1751 avec une capacité de 25 000 esclaves dans le commerce des Indes occidentales à une capacité de 303 737 esclaves. Un seul voyage pouvait

1. **John Hawkins** (1532-1595) devait devenir Trésorier de la Marine britannique et amiral de la Flotte.

2. **Elisabeth I** (1533-1603), Reine d'Angleterre en 1558, fille d'Henry VIII.

3. **Jacques I** (1566-1625) régna sur l'Ecosse de 1567 et l'Angleterre de 1603 à 1625.

4. **Jacques II** (1633-1701), fils de Charles Ier, tenta la restauration du catholicisme et fut décisivement battu par Guillaume d'Orange.

rapporter un profit de 1000 % ! En 1750 on estimait le revenu d'un marchand d'esclaves anglais à £ 1,2 millions pour £ 800 000 investis.

Les profits du commerce des esclaves et autres types d'exploitation devinrent les facteurs d'une corruption, d'une dégénérescence morale de la classe dirigeante britannique et des secteurs privilégiés qu'elle soutenait.

Des bandes de jeunes nobles riches traînaient dans Londres, cherchant des bagarres à des gens ordinaires ou passant des nuits de débauche dans un des nombreux clubs créés à cet effet.

Mais tandis que les aristocrates faisaient la noce, les masses britanniques connaissaient des conditions de vie terribles. Des bandes armées étaient envoyées régulièrement pour encercler des pauvres afin de les incorporer dans la marine ou pour travailler comme serviteurs sous contrat dans les colonies. On prenait souvent les filles pour les vendre aux clubs d'aristos comme esclaves sexuelles.

Ce n'est qu'en 1833 que l'Empire britannique abolit l'esclavage parce que les industriels qui prenaient alors le contrôle du gouvernement étaient favorables à l'esclavage salarial capitaliste encore plus profitable.

Pourtant, à la fin du XIXe, les Britanniques introduisirent un fois de plus l'esclavage, cette fois dans le Sud du Pacifique. Comme on avait besoin, dans cette région, de main d'œuvre à bon marché, les Britanniques s'emparèrent de Polynésiens pour les faire travailler dans les plantations australiennes de coton, canne à sucre et autres cultures. Bien qu'on élaborât des contrats de travail avec les travailleurs ainsi enlevés, ce n'étaient que des trucs pour déguiser une forme d'esclavage pure et simple.

Le commerce des esclaves et la révolution américaine

Le commerce d'esclaves africains et, en relation avec lui, celui de la mélasse pour le rhum de contrebande ont été parmi les principales causes de la Révolution américaine.

John Adams¹, le deuxième président des Etats-Unis, disait :

« Je ne vois pas pourquoi nous rougirions d'avouer que la mélasse a été un ingrédient essentiel de la révolution américaine ».

1. **John Quincy Adams** (1767-1848), avocat, puis, sénateur et diplomate, Président de 1825 à 1829.

Il ajoutait que George Washington¹ avait, lui aussi, une haute idée de la mélasse, puisqu'en 1775-76, il envoya un de ses esclaves, Tom, à la Jamaïque, pour y être échangé contre ce produit.

On achetait souvent de la mélasse à bon marché, illégalement, dans les îles françaises des Caraïbes au lieu de le faire dans les possessions britanniques de cet endroit. La mélasse était transportée en Nouvelle-Angleterre et servait à faire du rhum. Ce rhum était expédié par bateau en Afrique occidentale où il devait être échangé contre des esclaves et aussi de l'ivoire et de l'or.

Ce chargement revenait aux Indes occidentales et était vendu avec un énorme profit. On rachetait alors de la mélasse pour la distiller en rhum en Nouvelle-Angleterre. On appelait cela le Commerce aux trois coins.

En 1750, le Massachusetts et Rhode Island avaient presque 100 distilleries clandestines. Elles étaient incapables de faire face à la demande.

Samuel Hopkins², pasteur de la Première Eglise Congréganiste de Newport, Rhode Island, écrivait en 1774 que sa colonie « avait réduit en esclavage plus d'Africains que toute autre colonie de Nouvelle Angleterre ». Newport, écrivait-il, « est plus coupable en ce qui concerne le commerce des esclaves que toutes les autres villes du continent, car elle a été, dans une large mesure, construit par le sang des Africains ».

En 1763, le parlement britannique essaya de lever un impôt sur le rhum clandestin. Mais les marchands du Massachusetts protestèrent qu'un impôt allait ruiner le commerce des esclaves et priver de leur travail quelque 5 000 marins, laisser pourrir 700 bateaux et sérieusement affecter les tonneliers, les tanneurs et les fermiers.

Ces tentatives de lever des impôts et d'établir des tarifs pour les produits d'Amérique rendirent enragés les marchands des colonies du Nord — aussi bien que les planteurs propriétaires d'esclaves du Sud. Leurs griefs contre la domination britannique se développèrent à terme en un mouvement ouvert pour l'indépendance à l'égard de la Grande-Bretagne.

1. **George Washington** (1732-1799), planteur de Virginie, chef politique et militaire, « père de la Nation des EU ».

2. **Samuel Hopkins** (1721-1803), théologien réputé de l'Eglise congréganiste établie dans plusieurs états dont le Massachusetts.

A la veille de la Révolution américaine, chacune des colonies britanniques reconnut l'institution de l'esclavage et adopta des lois définissant nettement la position des Noirs — esclaves et demi-libres. Les prétendus « Pères fondateurs » n'avaient aucun intérêt pour le bien-être des Africains. Les esclaves devaient être exploités sans merci pour le profit ou le désir sexuel — ou utilisés dans la lutte pour la liberté de leur maître, pas pour leur propre libération.

Les deux camps, pendant la guerre d'Indépendance, voulaient utiliser des esclaves comme combattants dans cette lutte pour l'exploitation du travail africain et de la terre volée aux indigènes américains. Les Britanniques, en fait, furent capables de recruter plus d'esclaves en leur promettant qu'ils seraient affranchis de leurs maîtres.

Dès décembre 1775, Washington disait : « *Le succès ira au camp qui pourra plus vite armer les Noirs* »

L'importance militaire des Africains — esclaves et affranchis — était aussi réalisée par Alexander Hamilton¹ et le général John Laurens² de Caroline du Sud, qui était à l'état-major de Washington. Ils disaient que 3000 Noirs armés seraient très utiles pour aider les Américains et qu'ils feraient la différence pour qu'ils gagnent la guerre.

En outre, 800 soldats noirs de la colonie française de St-Domingue (rebaptisée Haïti en 1804 après avoir réalisé son indépendance) ont servi la cause américaine et sauvé les armées franco-américaines à la bataille de Savannah en 1779.

Taxation, sans représentation

Au terme de la révolution, on évaluait la population des Etats-Unis à un peu moins de 4 millions, sans compter les aborigènes. Africains et Africains américains étaient presque 1/6 (757 000) du total, dont presque 700 000 esclaves. A de rares exceptions près, les Noirs n'avaient aucun droit politique et de sévères

1. **Alexander Hamilton** (1757-1804), étudiant à New York, puis secrétaire et aide de camp de George Washington, conservateur, il travailla notamment sur la Constitution afin de renforcer le pouvoir central ; il fut secrétaire d'état au trésor et mourut des suites d'un duel.

2. **John Laurens** (1754-1782), fils d'un planteur indépendantiste, membre de l'état-major de Washington à partir de 1777, ambassadeur en France, héros de la bataille de Yorktown, tué au combat.

limitations quand ils en avaient. Ils vivaient dans la peur de la violence, la crainte de perdre leur affranchissement et d'être de nouveau réduits en esclavage.

A la fin du siècle il y avait encore plus de 36 000 esclaves dans les Etats du Nord, la majorité dans celui de New York et le New Jersey. L'esclavage fut aboli au Vermont en 1777, en Pennsylvanie et au New Hampshire en 1780, au Massachusetts en 1783, Rhode Island en 1784, au Connecticut en 1797, au New Jersey en 1804 et pas avant 1817 dans l'état de New York.

Peu après la révolution, Paul Cuffee¹, fils de 21 ans d'un ancien esclave, irrita le gouvernement du Massachusetts en refusant de payer son propre impôt sur le revenu. Il croyait que « *pas de taxation sans représentation* » signifiait que les Noirs étaient exemptés.

Mais le collecteur disait : « *Payez ou c'est la prison* ». Cuffee paya mais envoya ensuite une pétition signée d'un groupe de Noirs à la législature du Massachusetts. La pétition exigeait l'exemption des lois sur les impôts puisque les Noirs « *n'avaient ni voix ni influence dans l'élection de ceux qui fixent les impôts* »

Du fait de cette action, les Noirs reçurent les mêmes privilèges politiques dont jouissaient les autres citoyens du Massachusetts — au moins sur le papier.

Une Constitution basée sur l'esclavage

Au printemps 1787, un groupe de Blancs privilégiés se réunirent à Philadelphie pour discuter et élaborer une Constitution pour l'unité des anciennes colonies. Les non-délégués ne pouvaient prendre part à leurs réunions ; les portes étaient fermées à chaque session et des sentinelles postées dans le hall.

James Madison², considéré comme « *le père* » de la Constitution — et un propriétaire d'esclaves — écrivit dans l'Essai 51 des « *Papiers fédéralistes* » :

« En bâtissant un gouvernement qui doit être administré par des hommes sur d'autres hommes, la grande difficulté réside en ceci : il faut d'abord rendre le gouvernement capable de contrôler les gouvernés ».

1. **Paul Cuffee** ou **Cuffe** (1759- ?) devait, plus tard, faire fortune dans le commerce maritime et tenter une opération de retour de Noirs en Afrique, dans le Sierra Leone.

2. **James Madison** (1751-1836), spécialiste de droit constitutionnel, délégué à la Convention constitutionnelle de 1787 et le vrai « *père de la Constitution* », fut le quatrième président des Etats-Unis de 1809 à 1817.

Mais qui étaient ces gouvernés ? Le degré d'infériorité du statut des Noirs était tel qu'ils ne pouvaient aspirer à être considérés comme « *gouvernés* », qu'ils fussent esclaves ou « *libres* ». Les esclaves n'avaient pas plus de droits que les mulets, les cochons ou les chiens et les Noirs libres menaient une existence précaire éphémère.

Les esclaves étaient une propriété et c'est **seulement** en tant que tels qu'ils étaient représentés dans la Constitution. La classe des planteurs du Sud était assez puissante pour s'offrir une Constitution qui non seulement protégeait l'esclavage mais renforçait en réalité son institution avec une prolongation de vingt ans du commerce des esclaves, une brève loi sur le commerce des esclaves et la clause suivant laquelle les 3/5 des esclaves seraient utilisés comme base pour la taxation et la représentation politique.

Un délégué de Caroline du Sud, le général Charles C. Pinckney¹, rendit compte avec satisfaction à la Convention de ratification dans cet état :

« Nous avons ainsi assuré une importation illimitée de nègres pour vingt ans. Et il n'est pas dit que cette importation doive cesser ; elle peut continuer. Nous avons le droit de récupérer nos esclaves dans n'importe quelle partie de l'Amérique où ils pourraient chercher refuge.

Bref, considérant toutes ces circonstances, nous avons obtenu les meilleures conditions pour la sécurité de ce type de propriété qu'il était en notre pouvoir d'obtenir. Nous aurions fait mieux si nous avions pu, mais, dans l'ensemble ce n'est pas mal, à mon avis ».

Ainsi la Constitution, était-elle fondamentalement un document esclavagiste et les Etats-Unis furent fondés sur l'institution de l'esclavage.

Persécution des Noirs « libres »

Un préjugé racial très répandu fit souffrir dans le Nord même les Noirs libres. Cela les conduisit à réaliser qu'il leur fallait une organisation pour lutter effectivement contre l'oppression.

Dans les années 70, des groupes de Noirs libres du Massachusetts appelèrent les législatures et les élus de la ville de Boston à alléger leurs souffrances. Plus tard, des groupes comme l'African Society et l'African Lodge à

Boston, la Free African Society à Philadelphie ont même pu réaliser de modestes succès.

Mais l'augmentation incessante du nombre de Noirs libres et l'influence qu'ils exerçaient sur la population d'esclaves, se révélèrent une cause de tracas pour bien des Blancs. Même les états qui avaient donné des droits politiques aux Noirs commencèrent à établir des restrictions nouvelles.

Leur droit de vote fut annulé en Géorgie en 1789, au Kentucky en 1799, au Maryland en 1809, au Connecticut en 1918, au New Jersey en 1920 et en Pennsylvanie en 1830.

En outre, les dernières décennies du XVIII^e virent l'adoption de lois restreignant sévèrement l'affranchissement des esclaves. Nombre de Noirs furent illégalement enlevés et de nouveau réduits en esclavage par des bandes errantes de Blancs.

En 1797, quatre Noirs libres quittèrent le Sud et présentèrent une pétition à la Chambre des Représentants.

Cette pétition réclamait pour eux-mêmes la protection fédérale ainsi que la protection pour leurs parents qui avaient été affranchis puis enlevés et revendus comme esclaves. Elle affirmait :

« Nous vous supplions d'accorder votre impartiale attention à notre dure condition, non seulement eu égard à nos souffrances personnelles comme hommes libres, mais en tant que classe de ces gens qui, distincts par leur couleur, sont par conséquent considérés avec une partialité dégradante par beaucoup, même dans des positions éminentes, comme n'ayant aucun droit à la justice publique et à la protection qui est le grand objet du gouvernement ».

Mais la Chambre des Représentants ne voulut pas accorder « *une attention impartiale* » à cette pétition. Elle ne pouvait pas représenter les Noirs tout en maintenant son allégeance aux classes dirigeantes blanches.

Les planteurs du Sud, dont la richesse reposait directement sur l'esclavage, étaient parvenus à une domination totale dans la politique nationale. Et, avec l'introduction de l'égrenuse de coton en 1793, l'esclavage fut encore plus solidement enraciné et le travail des esclaves plus rigoureux encore.

1. Charles Cotesworth Pinckney (1746-1825), avocat, devenu brigadier général en 1783, travailla aussi à la rédaction de la Constitution.

L'esclavage et le Roi Coton

L'esclavage exista dans le Sud pendant presque 200 ans avant que « *le Coton devienne Roi* ».

En 1790, 87 sacs de coton seulement furent exportés des Etats-Unis. Mais l'introduction de l'égreneuse de coton, trois ans plus tard, stimula le développement, sur une grande échelle, du coton comme culture commerciale. La production du coton doubla toutes les décennies, de 100 000 balles en 1891 à 4,5 millions en 1859.

Dans le même temps, la population esclave augmenta de 700 000 à la fin de la révolution à 4 millions en 1860.

La décennie d'après la révolution avait provoqué une dépression économique dans les plantations méridionales. Le tabac était la culture la plus importante pour la moitié de la population du Sud et son prix était tombé très bas.

D'autres, comme le riz et l'indigo ne permirent pas de compenser les pertes. On encourageait la laine, mais une production de laine sur grande échelle, sans un bon marché pour le mouton, n'était pas rentable.

La faiblesse de l'agriculture du Sud résulta dans des baisses graves du prix des esclaves. En 1794, George Washington conseilla même à un de ses amis de passer des esclaves à un investissement dans une autre forme de propriété.

Dans ces circonstances, la prospérité de l'agriculture du Sud et la préservation des gros investissements des planteurs en esclaves dépendait de l'arrivée d'une nouvelle culture commerciale. L'égreneuse résolut le problème. Elle permettait à une seule personne de traiter plus de coton en un jour que dix ne le faisaient en un mois.

Cela coïncida avec le développement d'un nouveau marché du coton, créé par la Révolution industrielle en Angleterre. Une collaboration profitable se développa entre les propriétaires de terres pour plantations de coton et de cheptel d'esclaves pour le travail, d'un côté, et les propriétaires de filatures, de machines et d'esclaves salariés de l'autre côté de l'Atlantique.

Après que « *le Coton devint Roi* », les planteurs furent capables de dicter le gros de la politique intérieure et extérieure du pays. En 1800, sous la conduite

de Madison et Jefferson ¹, ils prirent les rênes du pouvoir au parti fédéraliste qui représentait la classe des marchands du Nord.

Pendant les soixante années à venir, les planteurs furent la force principale au gouvernement et planifièrent ses guerres (contre les Indiens, les esclaves et les territoires étrangers comme le Mexique), annexèrent de nouveaux territoires et nommèrent à tous les postes importants leurs représentants — tout cela dans l'intérêt de leur économie reposant sur l'esclavage.

Chaînes, whisky et réunions de prières

Mais le roi Coton pesait lourdement sur les esclaves. L'abolitionniste Theodore Weld ² écrivait :

« Nous prouverons que les esclaves aux Etats-Unis sont traités avec une inhumanité barbare ; qu'ils sont écrasés de travail, sous-alimentés, misérablement vêtus et logés et qu'ils manquent de sommeil ; qu'on leur fait souvent porter autour du cou des colliers de fer munis de dents pour porter de lourdes chaînes, et des boulets aux pieds quand ils travaillent aux champs, et porter des jougs et des clochettes et des cornes de fer, qu'ils sont souvent dénudés ».

Un autre témoin écrivait que les esclaves, pendant la saison du piquage du coton « *travaillent habituellement tant qu'il y a la lumière du jour, puis passent une partie de leur nuit à égrener et emballer [...]. Une autre preuve que les esclaves sont [...] surchargés de travail est le fait que très peu deviennent vieux. La grande majorité d'entre eux meurt à un âge moyen et peu au-delà de 55 ans* »

Les maîtres des esclaves utilisent différents moyens en plus de la violence et de la terreur. Frederick Douglass ³, dans son autobiographie a relaté une

1. **Thomas Jefferson** (1743- 1826), avocat, un des auteurs de la Déclaration d'Indépendance, leader des Fédéralistes, vice-président des EU de 1797 à 1801, président de 1801 à 1809.

2. **Theodore Dwight Weld** (1803-1895), fils de l'abolitionniste Angelica Grimke de Caroline du Sud, écrivain et enseignant.

3. **Frederick Augustus Washington Bailey** dit **Frederick Douglass** (1817-1895), esclave mulâtre évadé, émigre et rachète sa liberté avant de devenir le plus connu des abolitionnistes et sans doute des hommes de couleur aux EU et l'un des initiateurs de la formation d'unités de Noirs pendant la Guerre civile.

méthode qui est encore utilisée aujourd'hui pour faire rester les Africains chez eux et dans la diaspora sous contrôle.

Il assurait que, bien que « *les esclaves se battent parfois entre eux et même s'entre-tuent* », on « *les entraîne [...] à penser que leurs maîtres sont supérieurs* ».

Douglass soulignait aussi que les deux drogues de la religion et de l'alcool étaient utilisées pour le maintien de l'esclavage.

« Pour réduire avec succès et sécurité des hommes en esclavage, écrivait-il, il faut que leur esprit reste occupé de pensées et d'aspirations éloignées de cette liberté dont ils sont privés [...] L'ivrogne peut obtenir beaucoup de whisky et le croyant tenir beaucoup de réunions de prières, écouter des prêches, prier et exhorter ».

Les esclavagistes ont souvent prétendu que le commerce des esclaves n'était pas immoral puisqu'il « *civiliserait* » les esclaves africains en les soumettant aux enseignements chrétiens. Mais un ancien esclave Prince Johnson, a fait un portrait différent de l'Eglise du maître :

« Aucun de nous n'a appris. Y avait pas de liv'. Pas de maît'es, ni que'que chose comme ça, mais sûr qu'on nous apprenait d'être chrétiens. Tout était presbytérien là. Dimanche tous bin propres, bin habillés et gentils, nous aller dans église. nous aller dans église des Blancs et s'asseoi dans la gal'rie ».

Résistance et révolte

Pourtant la population noire réduite en esclavage a combattu. Des preuves en sont données dans « *Les affaires judiciaires concernant l'esclavage américain et le Nègre* » d'Helen T. Catterall, qui n'énumère pourtant que les affaires qui vinrent devant les cours suprêmes de la colonie ou des états entre 1640 et 1785.

Selon les comptes rendus des tribunaux, 591 esclaves demandèrent leur liberté, 561 s'enfuirent de chez leur maître et 533 attaquèrent, volèrent, empoisonnèrent ou tuèrent des blancs.

Il y eu nombre de révoltes de grande envergure. L'une des plus importantes et des mieux préparées se produisit en Virginie en 1800. Un esclave de 24 ans,

nommé Gabriel ¹, la prépara avec sa femme, ses frères et un autre esclave. Ils gagnèrent plus d'un millier d'esclaves, et quelques auteurs disent que presque 10 000 s'engagèrent à les soutenir.

Nombre de ces recrues avaient servi pendant la révolution américaine et on leur avait promis la liberté si les Britanniques étaient battus. Cependant, la guerre finie, la promesse fut oubliée. Au début de la révolte, deux esclaves, Tom et Pharoah, dirent tout à leur maîtres sur la conspiration ². Les conspirateurs furent massacrés.

Mais les rébellions continuèrent. En 1826, 77 esclaves se mutinèrent sur un vapeur du Mississipi, tuèrent cinq hommes blancs à bord et s'enfuirent en Indiana ³. En juillet 1845, 75 esclaves de trois comtés du Maryland s'armèrent et commencèrent à marcher vers la frontière de la Pennsylvanie jusqu'à ce qu'un groupe de Blancs les batte.

Nombre d'esclaves fugitifs organisèrent des communautés de « *marrons* » dans les marécages et les montagnes du Sud. Les marrons s'engageaient souvent dans des raids de guérillas contre des villages blancs, faisant parfois cause commune avec les Blancs pauvres et les Indiens.

1. **Gabriel Prosser** (1776-1800) [Prosser était le nom de son maître] était un géant et un homme d'une exceptionnelle intelligence ; la tête de la conspiration comprenait aussi sa femme **Nanny**, ses frères **Salomon** et **Martin [Prosser]**, **John Bowler**, un autre géant. Le centre de la conspiration était à Henrico County en Virginie. Les préparatifs prirent un an environ. Les conjurés voulaient broder sur leur drapeau « *La Liberté ou la Mort* ». La répression s'abattit sur eux le 30 août 1800, en même temps qu'un terrible orage. Gabriel réussit à s'enfuir mais fut repris et pendu.

2. Les esclaves mouchards appartenaient à un nommé **Sheppard**. Le gouverneur de Virginie, **James Monroe**, les lui racheta pour leur offrir la liberté en remerciement de leur trahison.

3. Nous ignorons pour quelle raison n'est pas mentionnée ici la grande révolte de 1831 que le spécialiste de l'histoire des « révoltes nègres » Herbert Aptheker appelle « *Le Cataclysme Turner* », dont le point de départ est à Southampton (Virginie) et l'inspirateur la formidable figure de **Nat Turner** (1800-1831) qui savait lire et avait appris dans la Bible. Aptheker estime à environ 200 le nombre de révoltés exécutés sans jugement et 19 furent jugés et pendus, Nat Turner lui-même le 11 novembre 1831. Relevons que, pour services rendus à la répression, un enfant de 15 ans, opérant comme courrier entre les unités, fut admis à l'école d'officiers à West Point. Il devint le général **George Henry Thomas** (1816-1870) qui joua un rôle important pendant la Guerre civile, battant notamment les confédérés à Nashville et contribuant ainsi à l'abolition de l'esclavage.

En 1818 et à nouveau dans les années 1830, nombre d'esclaves fugitifs combattirent héroïquement avec les Séminoles contre les tentatives de l'armée des EU pour chasser de Floride le peuple indigène américain ¹.

« Une nation de Blancs ».

La montée de la puissance économique et politique des planteurs du sud se refléta dans l'étouffement des droits déjà limités des Noirs « libres ». La société blanche ne pouvait pas accepter d'Américains africains « libres » qui, par leur existence même, défiaient les idées raciales blanches qui prétendaient justifier l'esclavage.

Quand des Noirs libres perdirent leur franchise lors de la Convention constitutionnelle de Caroline du Nord en 1835, un délégué blanc, James W. Bryan, expliqua à l'assemblée :

« Je ne connais aucune égalité entre l'homme blanc et le nègre libre dans la jouissance de droits politiques [...] Cette nation est une nation de Blancs — ses fonctions, ses honneurs, ses dignités et ses privilèges ne sont ouverts et ne peuvent bénéficier qu'à des Blancs ».

Racisme et sentiments esclavagistes s'étendirent aussi au Nord. Après tout, les investisseurs du Nord dominaient l'agriculture et l'industrie du sud. Des marchands du Nord transportaient le coton et les usines du nord le transformaient en produit fabriqué.

Plus encore, la lucrative contrebande d'esclaves par des capitaines du Nord commença en 1808 avec l'apparition de lois contre l'importation d'esclaves. La contrebande d'esclaves sur des bateaux US vers Cuba continua jusqu'en 1886.

En 1829, « un marchand de New York de haut rang » déclara ce qui suit au révérend Samuel May ², éminent abolitionniste :

1. La seconde guerre séminole éclata en 1835 avec la révolte des Indiens Séminoles de Floride sous leur chef **Osceola**. Elle dura, sous forme de guérilla et contre-guérilla, jusqu'au traité de 1845 par lequel les Séminoles furent envoyés à l'Ouest du Mississippi. Jusqu'à la première guerre séminole (1818), la Floride avait été le refuge des esclaves évadés et/ou pourchassés. Les Séminoles furent vaincus par le général **Andrew Jackson** (1767-1845) et ses méthodes terroristes.

2. **Samuel Joseph May** (1797-1871), pasteur unitarien dans le Connecticut, un des organisateurs de la chaîne d'évasion des esclaves du Sud (le « chemin de fer souterrain »), partisan de la tempérance et des droits des femmes, est surtout connu comme un grand combattant de l'abolitionnisme.

« Mr May, nous ne sommes pas assez idiots pour ne pas savoir que l'esclavage est un grand mal, une grande nuisance. Mais les fondateurs de notre république y ont consenti. Il a été prévu dans la Constitution de notre Union.

Une grosse partie de la propriété des gens du Sud est investie là-dessus et les affaires du Nord comme du Sud s'y sont ajustées. Des millions et des millions de dollars sont dûs par les gens du Sud aux marchands et aux mécaniciens de cette ville à elle seule, dont le paiement serait à tout jamais compromis par toute rupture entre Nord et Sud.

Nous ne pouvons nous permettre, monsieur, de vous laisser l'emporter, vous-mêmes et vos associés dans votre tentative d'abolir l'esclavage. Ce n'est pas pour nous une question de principe. C'est une question de nécessité d'affaires [...]. Nous voulons (répété avec emphase), nous voulons, monsieur, vous abattre, vous, les abolitionnistes, par des moyens loyaux si nous le pouvons, par des moyens malhonnêtes si nous le devons ».

Et ce sont ces derniers qu'ils utilisaient régulièrement.

Le Révérend Elijah P. Lovejoy ¹, abolitionniste blanc chrétien, fut chassé de St-Louis parce qu'il avait critiqué l'indulgence d'un juge dans le procès d'une personne accusée d'avoir brûlé vif un Noir. Il fut tué plus tard à Alton, Ill., quand, pour la quatrième fois, une bande de furieux détruisit la presse à imprimer de son journal.

David Walker, Noir libre de Caroline du Nord, disparut peu après la publication de son « Appel » en 1829. Ce manuscrit était une condamnation sans concession de l'esclavage et Walker y défendait l'idée d'un renversement violent du système esclavagiste par le peuple noir ².

Les riches intérêts pro-esclavage du Nord eurent quelque succès et nourrirent les flammes du racisme parmi les travailleurs et les Blancs pauvres. Nombre de Blancs, dans les villes du nord, manifestaient leur ressentiment

1. **Elijah Paris Lovejoy** (1802-1837) publiait à St-Louis le journal abolitionniste *Observer* et était le leader du mouvement dans l'Illinois. Il fut tué plus tard dans une agression organisée de Blancs enragés.

2. **David Walker** était venu s'installer à Boston où il vendait des vêtements d'occasion. Son pamphlet a de terribles accents : « *L'Amérique est plus notre pays que celui des Blancs, car nous l'avons enrichi de notre sang et de nos larmes. Les plus grandes richesses de l'Amérique viennent de notre sang et de nos larmes. Et ils vont nous arracher de nos biens et de nos maisons, gagnées par notre sang* ». ; Le titre exact en est *Appel en quatre articles, avec un préambule, aux citoyens de couleur du monde et en particulier et très expressément à ceux des Etats-Unis d'Amérique, écrit à Boston, Etat du Massachusetts, le 28 septembre 1829*.

contre les travailleurs noirs, en qui ils voyaient une concurrence pour les emplois mal payés.

Les Noirs étaient exclus des syndicats blancs. Le jeune Frederick Douglass, ouvrier manuel bien qu'encore esclave, fut agressé par des apprentis des chantiers navals à Baltimore.

Dans de nombreuses villes, des bandes de Blancs meurtriers opéraient des descentes sur les communautés de Noirs « libres ». En 1829, à Cincinnati, ils réussirent à convaincre plus de la moitié de la population noire de fuir la ville plutôt que de souffrir de la violence et du renforcement des « codes noirs ».

Entre 1829 et 1849, des bandes de Philadelphie provoquèrent une dizaine d'importantes émeutes anti-Noirs. En août 1834, un groupe de Blancs ravagea le principal quartier Noir pendant deux nuits. Ils arrachaient leurs victimes de leur lit et les battaient, détruisaient maisons et églises et forcèrent à fuir des centaines d'entre eux.

En 1835, une foule blanche en colère jeta des cartons de littérature abolitionniste dans la Delaware, devant le maire de Philadelphie. Et en mai 1838, plusieurs milliers de Blancs attaquèrent le nouveau Pennsylvania Hall où allait se tenir une conférence nationale pour l'abolition de l'esclavage. Devant les abolitionnistes, leur hall fut intégralement brûlé.

Tous les efforts héroïques des Noirs et de leurs alliés pour résister ne purent faire que quelques bosses dans la puissante armure du système esclavagiste. Mais avec l'expansion des manufactures et l'utilisation des travailleurs salariés dans l'industrie, les capitalistes industriels du Nord virent de plus en plus dans l'esclavage un obstacle à leur intérêt à des profits sans cesse accrus. Cela donna l'ouverture qui devait conduire à la destruction de la slavocratie et à la Guerre civile.

Les Noirs à la veille de la Guerre civile

Les premières salves de la Guerre civile, en 1861 amenèrent la fin d'une ère de lutte des Africains en Amérique — et annoncèrent la naissance d'une ère nouvelle.

Le grand spécialiste et combattant des Droits de l'Homme, le Dr W.E.B. DuBois¹ a écrit sur le statut légal des Noirs à la veille de la Guerre civile :

« Le Juge principal de la Cour suprême, dans un *obiter dictum* venait de dire qu'historiquement les Noirs n'avaient aucun droit qu'un Blanc fût obligé de respecter »

Pas plus qu'un cheval, Frederick Douglass ne pouvait avoir un passeport américain pour voyager.

« Les Blancs américains tremblaient de peur devant le croisement, et pourtant en 1861, il y avait deux millions de femmes de couleur qui n'avaient pas le droit de refuser des rapports sexuels avec leurs propriétaires blancs. Que ces maîtres exerçaient leurs droits est démontré par les 588 000 mulâtres de 1860. L'enlèvement de Nègres libres au Nord était facilité par la loi sur les esclaves fugitifs. Tout le monde était d'accord que la Constitution reconnaissait l'esclavage comme une institution légale et que le gouvernement était tenu de le protéger ».

La majorité des 8 millions de Blancs du sud soutenaient l'esclavage bien que 24% d'entre eux seulement aient été propriétaires d'esclaves. En fait, seulement 3 000, soit 1 % de la population blanche, possédait plus de 100 esclaves.

La plupart des Blancs étaient pauvres. A la fin des années 50 à Jackson, Miss., les esclaves gagnaient 20 cents par jour tandis que les ouvriers blancs de la même usine ne gagnaient que 30 cents par jour.

Mais la majorité des Blancs pauvres soutenaient l'esclavage parce que, tant qu'il existerait, les Noirs seraient au degré le plus bas de la société. Bien que l'esclavage leur nuisît économiquement en abaissant le niveau de base des salaires, les Blancs bénéficiaient de l'avantage psychologique d'avoir d'autres hommes à regarder de haut.

En outre, les patrouilles de surveillance, les contrôleurs, et autres larbins des planteurs régnants, étaient recrutés dans les rangs des Blancs pauvres.

Pour justifier la domination blanche, des livres « scientifiques » ont été publiés pour essayer de prouver que les Européens étaient naturellement

1. William E. B. DuBois (1868-1963), Noir, d'abord professeur d'économie à Atlanta, puis d'histoire et de sociologie. Auteur de travaux essentiels sur l'histoire des Noirs en Amérique du Nord.

supérieurs aux Africains. Un contributeur notable fut Josiah C. Nott¹, professeur d'anatomie à l'université de Louisiane, qui y collabora en publiant *Types d'Humanité* en 1855.

Mais la principale source des racistes était la Bible chrétienne : les Africains sont supposés descendre de Ham, fils de Noé, puni pour avoir vu son père dormir nu. Le résultat fut que ses descendants furent réduits en servitude.

Naissance du Parti républicain

En mai 1854, le Congrès adopta un projet de loi permettant l'esclavage dans les territoires nouveaux du Texas et du Nebraska si les colons blancs votaient pour lui. Le projet avait été déposé par le sénateur du parti démocrate Stephen Douglas², de l'Illinois. Il spéculait sur la terre au Kansas et était l'un des directeurs du chemin de fer Illinois Central, qui voulait construire une ligne transcontinentale à travers ce territoire.

Des réunions contre l'esclavage, dans tout le nord, condamnaient le projet. Pendant les quelques années qui suivirent, de sanglantes batailles opposèrent les petits propriétaires blancs de « l'état libre » et les « ruffians de la frontière » qui traversaient la rivière, venant de l'état esclavagiste proche du Missouri. Au début de 1854, une réunion au Wisconsin adopta une résolution qui appelait à la formation d'un nouveau parti si le Congrès adoptait le projet Texas-Nebraska. Après son adoption le parti républicain fut fondé, le 6 juillet 1854.

Le Parti républicain était le représentant politique des industriels du nord maintenant tout puissants économiquement. Il se renforça pendant les quatre années suivantes en soutenant fermiers et mécaniciens nordistes qui pensaient qu'on pouvait donner des lots de terres fédérales aux pauvres.

Entretemps, le parti démocrate au pouvoir s'était divisé sur la question de la politique sur l'esclavage dans les nouveaux territoires. Tandis que les membres nordistes du parti avaient tendance à soutenir la politique du sénateur Douglas de laisser les territoires décider eux-mêmes, l'aile sudiste croyait que le

1. **Josiah Clark Nott** (1804-1873), fils de haut magistrat, médecin et ethnologue à Mobile (Alabama), servit dans les rangs confédérés et écrivit aussi un livre sur « les races indigènes de la Terre » !

2. **Stephen Arnold Douglas** (1813-1861), avocat, puis juge, député puis sénateur, père du projet Texas-Nebraska, ultérieurement candidat malheureux à la présidence.

Congrès devait élaborer une loi nouvelle qui permettrait une expansion totale, sans obstacles, de l'esclavage.

Lors de l'élection de 1860, la majorité nordiste des démocrates présenta à la présidence la candidature de Douglas, et l'aile sudiste, John C. Breckinridge¹, du Kentucky, sur un programme pro-esclavagiste. Les républicains désignèrent Abraham Lincoln² et le parti centriste Union constitutionnelle mit en avant J. Bell³, du Tennessee.

En partie à cause de cette division des votes, Lincoln l'emporta. La victoire des républicains provoqua la sécession de la majorité des états esclavagistes. Ce fut là l'apogée du conflit qui se préparait depuis 72 ans entre exploités nordistes et sudistes du travail humain.

Karl Marx et Friedrich Engels suivaient d'Europe le cours de la guerre civile des EU. Ils écrivaient dans une dépêche à *Die Presse* de Vienne :

« La lutte actuelle entre Nord et Sud n'est donc rien moins qu'une lutte entre deux systèmes sociaux, celui de l'esclavage et celui du travail libre. Cette lutte a éclaté parce que les deux systèmes ne peuvent plus coexister pacifiquement sur le continent nord-américain. Elle ne peut se terminer que par la victoire d'un système ou de l'autre ».

Lincoln, le grand indécis

Par ailleurs la direction du parti républicain n'était pas dans son ensemble opposée à l'esclavage. Pour concilier les intérêts pro-esclavage du Nord et du Sud, Lincoln déclara dans sa première adresse inaugurale :

« Il semble qu'il existe une appréhension dans les peuples des Etats du Sud que, du fait de l'accession d'une administration républicaine, leur propriété, leur paix et leur sécurité personnelle soient en danger. Il n'a jamais existé de cause raisonnable à une telle appréhension. En réalité, on en trouve la preuve la plus éclatante dans ce pays [...] dans les discours de celui qui vous parle. Je cite

1. **John Cabell Breckinridge** (1821-1875), petit-fils d'un Attorney General, membre du Congrès puis sénateur, il servit pendant la guerre civile dans les rangs de la Confédération et en fut le secrétaire à la Guerre.

2. **Abraham Lincoln** (1809-1865) travailleur et autodidacte, devenu l'incarnation du parti républicain et assimilé dans la légende américaine à l'abolition de l'esclavage devant laquelle il hésita longtemps. Il fut assassiné.

3. **Joseph Bell** (1797-1869), avocat, membre du congrès, puis sénateur, un moment secrétaire à la guerre.

uniquement un seul de ces discours : quand je déclare que *« je n'ai nullement l'intention, ni directement ni indirectement, d'interférer avec l'institution de l'esclavage là où elle existe. Je crois que je n'ai aucun moyen légitime de le faire et je souhaite la respecter »*

Les dirigeants noirs pendant la Guerre civile avaient une attitude tourmentée, ambivalente, à l'égard du parti républicain à cause de ses compromis.

En 1864, une convention nationale nègre se tint à Syracuse NY. La Convention — à laquelle assistaient des dirigeants noirs comme Frederick Douglass et Henry Highland Garnett¹, le *« Tom Paine² du mouvement abolitionniste »*, — adopta une résolution disant notamment :

« Dans les rangs du parti démocrate fraternisent les pires éléments de la société américaine et de ce côté nous n'avons pas à attendre une seule voix pour la justice, la compassion ou même la décence. Pour ces gens-là, nous ne sommes rien. Les esclavagistes sont tout.

Où en est-on avec le grand parti républicain dont il s'agit ? Nous avons déjà dit qu'il était sous l'influence du mépris qui prévaut pour le caractère et les droits de la race de couleur [...], même ceux qui ont lutté pour le pays n'étant pas reconnus comme jouissant d'existence politique ou de quelques droits que ce soit ».

La proclamation d'émancipation

Lorsque, peu après le début de la guerre civile, le général John C. Fremont³ publia une proclamation affranchissant les esclaves des Blancs rebelles du Missouri, Lincoln l'annula. En fait, plusieurs commandants de l'Union renvoyaient par routine les esclaves fugitifs à leurs maîtres.

1. **Henry Highland Garnett** (1815-1882), pasteur afro-américain, né esclave, célèbre par son appel de 1843, à Buffalo, au soulèvement des esclaves et au massacre des maîtres. Ambassadeur au Liberia en 1881.

2. **Thomas Paine** (1737-1809), fils de quaker, émigré aux EU, devient l'un des champions de l'Indépendance, puis s'impliqua dans la révolution française, fut député à la Convention, auteur d'ouvrages de théorie politique.

3. **John Charles Fremont** (1813-1890) officier, explorateur et découvreur de l'extrême-ouest américain de l'Oregon à la Californie. Condamné pour insubordination, il quitte l'armée en 1890. Nommé major général au début de la Guerre civile, il exerce différentes fonctions et se ruine dans la construction des chemins de fer.

Le général McClellan¹, chef de l'armée du Potomac, promit que les soulèvements d'esclaves *« seraient réprimés d'une main de fer »*.

Pourtant, à l'été de 1862, les victoires du Sud dans la guerre, en plus de la pression des abolitionnistes et des Noirs, avaient forcé Lincoln à lancer la Proclamation d'Emancipation. Elle était la promesse que les esclaves seraient libérés dans les zones du Sud prises par l'Union après le 1^{er} janvier 1863.

Aucun esclave ne fut libéré tout de suite par cette annonce de Lincoln, qui ne s'appliquait pas aux États frontières, comme le Kentucky, qui était resté dans l'Union, ou aux parties de la Confédération comme la Nouvelle-Orléans ou le New Hampshire, déjà contrôlés par des troupes fédérales.

En fait, l'esclavage ne fut pas aboli sur tout le pays réunifié avant la ratification du 13^e amendement à la Constitution le 6 décembre 1865, neuf mois après la mort de Lincoln.

Mais la proclamation eut un effet immédiat sur les esclaves dans le sud. À l'approche de l'armée de l'Union, ils posaient souvent leurs outils et s'enfuyaient en masse.

Malheureusement cette proclamation et les journaux esclavagistes attisèrent encore les sentiments racistes parmi les Blancs du nord. Les forces pro-esclavage exploitèrent les peurs que les Noirs concurrençaient les travailleurs blancs pour les emplois et fassent baisser les salaires, ainsi que les accusations racistes selon lesquelles le parti de Lincoln complotait d'élever les Noirs au statut des Blancs.

Les Blancs travailleurs pauvres s'agitèrent beaucoup quand le congrès adopta la première mobilisation fédérale de l'histoire des EU. L'acte de conscription favorisait les riches en leur permettant de payer 300 \$ pour éviter le service ou se trouver un remplaçant.

En juillet 1863, des bandes de blancs pauvres attaquèrent les Noirs et leurs partisans dans plusieurs villes du Nord. Les plus sanglantes *« émeutes de la mobilisation »* se produisirent à New York City. Il y eut plus d'un millier de victimes dont des inspecteurs de police blancs — tués ou blessés.

L'Asile pour les Orphelins de couleur qui logeait 300 enfants fut entièrement brûlé. De nombreux Noirs furent pendus aux réverbères. Un témoin

1. **George Brinton McClellan** (1826-1885), officier de carrière, major général de l'armée de l'Union.

oculaire a raconté qu'après avoir pendu un nègre, on le coupa en morceaux, que l'on jeta à la foule.

Les Noirs dans l'armée

Dans les premiers jours de la Guerre civile, des milliers de Noirs libres furent volontaires pour combattre dans l'armée de l'Union — mais on n'en voulut pas. Une loi de 1792 écartait les Noirs de l'armée, bien qu'ils aient combattu à la bataille de la Nouvelle-Orléans en 1812¹.

Mais le besoin d'hommes faisait une énorme pression pour le changement. En août 1862, le gouvernement militaire des Iles maritimes de la Caroline du Sud fut autorisé à incorporer des esclaves. En même temps, un groupe de 1400 Noirs libres à la Nouvelle-Orléans, qui avaient formé un régiment de la Confédération, le 1er de la Garde indigène de la Louisiane fut réorganisé en unité de l'Union.

Finalement, en janvier 1863, le gouvernement du Massachusetts fut autorisé à organiser officiellement un régiment noir, le fameux 54e Volontaires du Massachusetts. Le 54e se lança au combat au cri de « *Hurrah pour le Massachusetts et nos sept dollars par mois !* », reflétant ainsi le fait que les soldats noirs se voyaient refuser l'intégralité des 13 dollars que recevaient les soldats blancs. Plutôt que de subir l'insulte, le 54e et d'autres unités noires combattirent sans accepter la moindre solde, jusqu'à la correction de cette iniquité².

A la fin de la guerre, un soldat fédéral sur huit était Noir. Plus de 100 000 soldats noirs avaient été tués dans le Sud seulement. Plus de 38 000 périrent au combat, un taux d'environ 40 % plus élevé que celui des troupes blanches. Des atrocités meurtrières ont été pratiquées contre les Américains africains qui combattaient dans cette guerre. Le président de la Confédération Jefferson

1. Deux bataillons jouèrent un rôle décisif dans la bataille de la Nouvelle Orléans, remportée par les forces du général Jackson contre celles du Britannique Pakenham, l'un formé de Noirs de la Nouvelle Orléans, l'autre de Noirs de St-Domingue. Jackson avait pris l'initiative de les appeler à servir et de leur promettre la possibilité de devenir sous-officiers.

2. Le chef du 54^e, le fameux colonel **Robert Gould Shaw** fut tué dans l'assaut de Fort-Wagner ; aussi célèbre que lui fut le général **Nathaniel P. Banks**, commandant l'un après l'autre les régiments de Gardes de la Louisiane.

Davis¹, avait donné des ordres pour que tous les Noirs faits prisonniers soient mis à mort. Ils furent battus à mort à coups de crosses, de baïonnettes, brûlés vifs et même crucifiés.

En 1864, après la prise de Fort Pillow dans le Texas, le général Nathan Bedford Forrest², propriétaire d'esclaves et futur chef du Ku Klux Klan, veilla de près au massacre des militaires et civils noirs.

Les confédérés entrèrent dans le fort en criant « *Tuez tous les nègres !* ». Plus de 300, femmes et enfants compris, furent tués. Quelques-uns enterrés vivants. Par la suite, les soldats noirs se lançaient dans la bataille au cri de « *Souvenez-vous de Fort-Pillow* ».

Le Sud après sa défaite

La défaite de la Confédération signifiait que la slavocratie sudiste cessait d'exister en tant que puissance. Elle entraîna l'expropriation de quatre millions d'esclaves, d'une valeur approximative de 54 milliards de dollars, la moitié du capital des propriétaires d'esclaves.

En outre, la guerre provoqua une dévaluation des deux tiers de la valeur de leur terre et détruisit une partie de leur capital fixe, bâtiments et machines. Elle les laissa aussi endettés à l'égard des capitalistes du Nord pour leurs dettes d'avant-guerre et en possession de bons de guerre confédéraux sans valeur.

De façon générale, les affaires sudistes après la guerre furent détenues et contrôlées par les capitalistes nordistes. L'ancienne classe dirigeante, les propriétaires d'esclaves, devinrent des laquais bien payés des Nordistes vainqueurs.

Quelques-uns d'entre eux s'en allèrent pour l'hémisphère sud où existait encore l'esclavage, comme le Brésil, où ils fondèrent une communauté appelée Americana (elle existe toujours et les souvenirs et traditions confédérées y sont encore célébrées et révérencées).

1. **Jefferson Davis** (1808-1889) d'abord officier, puis planteur dans le Mississippi dont il est l'élu au congrès puis au sénat. Elu président de la Confédération en 1861, sévèrement critiqué ; fait prisonnier à la fin de la guerre, inculpé de trahison puis bénéficia d'une mesure spéciale.

2. **Nathan, Bedford Forrest** (1821-1877), officier rallié à la confédération, il dirige une force de cavalerie célèbre par ses raids sanglants, puis par la violence de la répression qu'il déclenche sur un peuple entier.

Si les politiciens républicains nordistes et leurs maîtres capitalistes industriels avaient voulu donner une liberté réelle, la justice et l'égalité, aux anciens esclaves, aux Noirs presque libres, et même aux misérables « *blancs pauvres* » abusés, ils auraient pu le faire. Mais ce n'était pas pour cela qu'ils avaient fait la guerre. Il n'est pas dans la nature du capitalisme de faire autre chose que d'enrichir une minorité au détriment de l'écrasante majorité.

Tout de suite après la guerre, sous le président Andrew Johnson ¹, les anciens esclaves furent ramenés à l'esclavage sous une forme qui s'est prolongée à notre siècle et existe encore sous une forme nouvelle, modifiée. Des colonies d'Américains africains enchaînés devinrent un spectacle commun au Sud.

La grande majorité des Blancs sudistes tenaient simplement pour acquis que les anciens esclaves et les prétendus « *libres* » d'avant la guerre civile, resteraient soumis aux Blancs à tous égards. Des « *Codes noirs* » adoptés par les gouvernements sudistes des états fraîchement réorganisés furent imposés par l'administration Johnson à Washington. Les Codes noirs variaient d'un état à l'autre mais leurs objectifs étaient généralement les suivants :

- ils déclaraient vagabond tout Noir sans emploi, qui pouvait être arrêté et loué au plus offrant. Les Noirs n'avaient pas le droit de quitter l'emploi pour lequel ils avaient été loués avant l'expiration de la période de location.
- quelques états autorisèrent les employeurs à infliger aux ouvriers noirs des châtiments corporels.
- ces codes privaient les Noirs du droit de vote, du droit de siéger dans les jurys et de témoigner contre les Blancs.
- les punitions pour les mêmes crimes et méfaits étaient plus sévères pour les Noirs que pour les Blancs.

Le président Johnson autorisa l'ancienne confédération à tenir des élections auxquelles seuls les Blancs pourraient voter. Quand le contingent d'élus sudistes au Congrès aux élections de 1865 arriva pour occuper ses sièges, il y avait dans ses rangs l'ancien vice-président de la Confédération, six anciens

1. **Andrew Johnson** (1808-1875), tailleur, il fonde une société prospère, député, sénateur, gouverneur du Tennessee. Sert dans l'armée nordiste pendant la Guerre civile comme brigadier-général. Vice-président, il succède à Abraham Lincoln, émerge d'une procédure d'*impeachment* par un acquittement.

membres de son gouvernement, 58 ex-membres du Congrès de la Confédération, quatre anciens généraux confédérés et cinq anciens colonels.

Les actions de l'administration Johnson n'ont rien de surprenant si on considère son contexte et les forces qu'elle représentait. Johnson était un ancien sénateur démocrate du Tennessee. Il avait été choisi comme candidat républicain à la vice-présidence en 1864 alors que son parti essayait d'élargir sa base en intégrant des « *démocrates de guerre* » pro-union.

Le Ku Klux Klan

Les Blancs racistes s'organisèrent après la guerre pour reprendre les conquêtes que le peuple Noir pensait avoir gagnées comme résultat de la guerre et des amendements à la Constitution.

A Memphis en 1886, selon le *New York Times*, des Blancs armés « *commencèrent à tirer sur tout Noir qui se laissait voir [...] Entre 15 et 20 furent tués* ».

En octobre 1865, les ouvriers blancs de Baltimore firent grève pour protester contre les Noirs qui travaillaient à la construction des navires et pour charger et décharger. La police et la municipalité les soutinrent et les Noirs furent écartés des chantiers.

Les ouvriers noirs tinrent un meeting où Isaac Myers ¹ « *le plus important dirigeant ouvrier noir en Amérique* » proposa la formation d'une coopérative ouvrière. En 1869, il proposa que les Noirs organisent une National Labor Union. Myers disait que le but de ce syndicat serait « *d'organiser les mécaniciens de couleur du Maryland* », dans une situation où les mécaniciens blancs ne voudraient pas travailler avec eux ou les laisseraient entrer dans leurs syndicats.

1. **Isaac Myers** (1835-1891) était calfat à Baltimore et fonda leur syndicat local, puis, après le licenciement des chantiers navals de tous les Noirs, la coopérative qui employa 300 ouvriers. Il contribua en 1869 à la naissance de la National Colored Labor Union dont il devint président et où il défendit l'idée de fonder un Labor Party. Il fut un des apôtres de l'unité entre travailleurs blancs et noirs et son discours, lors de la fondation de la NLU, est, selon l'historien Philip S. Foner, « *l'une des plus magnifiques adresses jamais faites par un syndicaliste américain* ». Il quitta le mouvement ouvrier en 1871, et fut actif ensuite dans l'Eglise méthodiste et la Maçonnerie des Noirs.

Beaucoup de Blancs sudistes chérissaient la mémoire de leur ancienne puissance de vie et de mort sur les Noirs, esclaves ou libres. Ce dont ils se souvenaient particulièrement, c'était de la pratique des patrouilles de nuit — des hommes blancs spécialement désignés pour sillonner les routes du Sud, appliquant le couvre-feu aux Noirs, cherchant les évadés et gardant les zones rurales contre le danger de soulèvement des Noirs. La loi les autorisait à donner un nombre précis de coups de fouet à tous ceux qui violaient les lois de la suprématie blanche.

En décembre 1865, six jeunes ex-confédérés se réunirent dans un tribunal pour former une société secrète qu'ils appelèrent le Ku Klux Klan. A l'origine, ils avaient décidé de s'appeler les Chevaliers du Cercle d'Or. Les chevaliers de Kuklos furent suggérés pour éviter la confusion avec une organisation plus ancienne de Chevaliers du Cercle d'or. Kuklos est un mot grec pour « cercle ».

On tomba d'accord et le Kuklos Klan en résulta, qui devint bientôt le Ku Klux Klan. Voici comment ils décrivaient leur organisation :

« Une institution de Chevalerie, Humanité, Merci et Patriotisme, incarnant dans son génie et ses principes tout ce qu'il y a de chevaleresque dans la conduite, de noble dans le sentiment, de généreux dans l'humanité, de patriotique dans le but, ses objectifs particuliers étant [...] de protéger les faibles, les innocents, les sans défense, des méfaits, des indignités et outrages des sans-loi, des violents et des brutaux [...] ».

Les aristocrates sudistes contrôlèrent le Klan et les Blancs pauvres lui fournirent sa base. En 1868, il comptait plus de 500 000 membres et avait commis des millions d'actes terroristes, lynchages, passage au goudron et aux plumes, massacres et incendies des maisons et fermes du Peuple Noir.

Le Klan fut institué pour répondre aux besoins immédiats de la classe dirigeante du Sud d'affirmer son contrôle ; finalement, il répondit aussi aux besoins des capitalistes nordistes quand ils décidèrent au nom de l'unité des exploités d'abandonner leurs anciens esclaves et les Blancs libres.

Reconstruction radicale

Avec les élections de 1866, les capitalistes de l'industrie assumèrent un contrôle politique total du pays afin de cimenter l'alliance temporaire entre la

classe capitaliste et la population noire, l'aile radicale du parti républicain fit pression pour des droits démocratiques et judiciaires pour les Noirs.

Toutes les concessions résultèrent de la vigoureuse pression des Noirs et de leurs alliés politiques radicaux comme Thaddeus Stevens et Charles Sumner¹ et des abolitionnistes comme Wendell Phillips² et Frederick Douglass.

Pendant la période de la Reconstruction radicale, les Noirs obtinrent le droit de vote sans les exigences d'éducation et de propriété. Le 15^e amendement, garantissant le droit de vote à tout citoyen mâle, fut ratifié en 1870 (et ainsi les luttes pour les Droits civils des années 1950 et 1960 regagnèrent en réalité les droits de franchise qui avait été donnés un siècle plus tôt).

Les votants noirs et leurs alliés envoyèrent 14 Noirs à Washington. Ils étaient les représentants au congrès de six états sudistes et deux sénateurs du Mississipi. Il y en eut plus d'élus mais ils se virent refuser leurs sièges sous des prétextes racistes divers.

Les législateurs noirs adoptèrent nombre de réformes — comprenant l'établissement, pour la première fois dans le Sud, de l'éducation publique gratuite. La question tout entière des droits des Noirs ne fut cependant jamais réglée de façon satisfaisante pour les anciens esclaves. On peut le voir en ce qui concerne la question de la terre.

L'historien W.E.B. DuBois l'a souligné : « *Encore et encore, avec brutalité mais logiquement, les nègres exprimaient leur droit à la terre et son immense importance* ».

Mais les capitalistes nordistes avaient d'autres idées ; ils voulaient une main d'œuvre bon marché, docile — pas une force indépendante de propriétaires, surtout d'anciens esclaves noirs.

1. **Thaddeus Stevens** (1792-1868), avocat, à plusieurs reprises élu au Congrès, adversaire déterminé de l'esclavage, leader de la « *reconstruction par le congrès* », adversaire du président Andrew Johnson. **Charles Sumner** (1811-1874), avocat à Boston, adversaire déterminé de l'esclavage et partisan de la libre installation de petits colons. Victime d'une tentative de meurtre par un député sudiste, en 1856, il ne s'en remit jamais.

2. **Wendell Phillips** (1811-1884), petit-fils du pasteur congréganiste George Phillips, avocat, collaborateur de William Lloyd Garrison dans la Société anti-esclavage, orateur abolitionniste très connu, également défenseur du droit de vote des femmes et des droits des organisations ouvrières.

Le bureau de l'affranchi ne réalisa qu'en partie les promesses de terre initiales de « 40 acres (un peu moins d'un hectare et demi) et une mule » pour les presque 4 millions d'anciens esclaves : plus tard, le gouvernement reprit le gros de la terre que le peuple s'était arrangé pour acquérir.

En même temps cependant, le gouvernement n'avait aucun problème pour rendre la terre aux anciens maîtres d'esclaves et aux exploiters capitalistes : ainsi le prétendu « Parti républicain pro-noir » de « Massa Linkun » gracia Jefferson Davis — le traître et esclavagiste raciste — et lui restitua sa plantation qui avait été morcelée en parcelles pour les anciens esclaves.

Un cadeau colossal de terre aux compagnies de chemin de fer est un autre exemple de ce qu'étaient les réelles priorités gouvernementales. Lincoln et les présidents qui lui succédèrent donnèrent à l'Union Pacific plus de terre que les zones du Massachusetts, de Rhode Island et du Vermont ensemble. La Atchison, Topeka et Santa Fe reçut plus de 2 128 000 acres (presque 900 millions d'ha) au Kansas.

En 1872, la livraison aux capitalistes de la terre prise de force aux indigènes américains se montait à 155 000 000 acres — deux millions d'ha, une zone à peu près égale aux états de la Nouvelle Angleterre, de New York et de Pennsylvanie réunis.

Renversement de la reconstruction

Massacres, tortures et assassinats de Noirs continuèrent sans trêve. Ils étaient perpétrés par des groupes terroristes, depuis le parti démocrate jusqu'au Ku Klux Klan, en passant par les Chevaliers des Camélias blancs, la Fraternité blanche, les Visages pâles et l'association des 76.

Dans l'élection des états de 1875, les démocrates du Mississippi décidèrent simplement d'utiliser autant de force qu'il était nécessaire pour vaincre. Les clubs démocrates locaux s'organisèrent en compagnies de milices irrégulières et s'armèrent de fusils.

Ils paradèrent dans les zones de fort peuplement noir et dispersèrent les meetings républicains. Ils provoquèrent des émeutes dans lesquelles des centaines de Noirs furent tués et ils postèrent des piquets armés pour empêcher les Noirs de s'inscrire pour voter. Dans quelques cas, les troupes fédérales se rangèrent du côté des bandes terroristes.

Les résultats des élections de 1876 furent âprement disputés par républicains et démocrates. Pendant la campagne de 1876, les républicains se divisèrent en deux fractions, les *Stalwarts* et les *Half-Breed*¹. Chacune soutenait un candidat à elle. Mais Rutherford B. Hayes² devint le candidat de compromis à la convention et s'opposa au candidat démocrate Samuel J. Tilden³.

Juste avant l'élection, le président Grant⁴ envoya des troupes fédérales en Caroline du Sud et en Louisiane pour protéger les droits des électeurs noirs, afin de gagner un soutien important pour les candidats républicains.

Tilden reçut environ 250 000 votes populaires⁵ de plus que Hayes. Les deux partis crièrent victoire parce que quatre états avaient soumis deux bilans de victoire électorale, une des démocrates, l'autre des républicains. Le Congrès dut créer une commission électorale spéciale pour décider du gagnant. Pendant le débat, des membres des deux partis menacèrent de s'emparer du gouvernement par la force.

La commission avait une majorité républicaine et les démocrates n'en attendaient pas une décision loyale. Ils acceptèrent cependant de reconnaître sa décision si les républicains voulaient bien retirer les troupes fédérales du sud.

Les républicains acceptèrent et, 56 heures exactement avant le Jour de l'Inauguration, en mars 1877, Hayes fut formellement annoncé comme vainqueur. Un de ses premiers gestes fut de retirer les troupes. Cela donna aux anciens confédérés un contrôle politique complet sur leur état et les gouvernements locaux, pour la première fois depuis la Guerre civile.

1. *Stalwarts* est le nom donné par leurs adversaires aux politiques et affairistes du Sud, partisans d'une reconstruction forte. *Half-breeds* était le terme de mépris qu'ils utilisaient pour désigner les partisans de la conciliation avec les anciens maîtres du Sud.

2. **Richard Rutherford Hayes** (1822-1893), avocat, devint major général de l'armée pendant la Guerre civile. Il fut élu 19^e président des Etats-Unis en 1876.

3. **Samuel Jones Tilden** (1814-1886), avocat à New York, d'abord soutien de Lincoln, devint ensuite démocrate et fut battu de justesse par Hayes à l'élection présidentielle de 1876.

4. **Ulysses Simpson Grant** (1822-1885), officier de carrière avec une interruption pour des affaires malheureuses, colonel au début de la guerre civile, commandant en chef des armées de l'Union en 1865, 18^e président des Etats-Unis de 1868 à 1876.

5. Les votes **populaires** servent à élire les délégués dont le vote, dit **électoral**, sera déterminant pour le résultat final.

Les partisans de la suprématie blanche s'enhardirent alors considérablement et devinrent plus audacieux, moins réservés et plus puissants. La marée se retourna contre les Noirs et leurs alliés. Leur mouvement connut démoralisation et scissions.

L'Attorney General Alphonso Taft¹ écrivit à Hayes que « *c'est un projet fixe et désespéré du parti démocrate dans le Sud que les Noirs ne doivent pas voter et que le meurtre est le moyen le plus commun d'intimidation pour les empêcher* ».

Le retrait des troupes fédérales du sud signifiait que le gouvernement pouvait les utiliser contre d'autres victimes des capitalistes régnants — les ouvriers d'industrie du Nord et ceux des peuples américains indigènes qui combattaient encore pour conserver leur terre.

L'année 1877 annonça le déclenchement de luttes de classe massives entre la classe ouvrière et les capitalistes².

En juillet, les ouvriers prirent le contrôle des chemins de fer. Il y eut des grèves générales, de caractère presque révolutionnaire dans une dizaine de grandes villes. Le président Hayes menaça de décréter la loi martiale. L'utilisation de milliers d'hommes des troupes fédérales contre les ouvriers fut décisive pour arrêter les grèves.

1. **Alphonso Taft** (1810-1891), juriste, juge à Cincinnati, fut Attorney General de 1876 à 1877, il est le fondateur d'une dynastie de politiciens et le père du 27^e Président des Etats-Unis.

2. L'ouvrage de référence là-dessus est celui de Philip S. Foner, *The Great Labor Uprising of 1877*.

David Renton

Soldats britanniques et trotskysme égyptien : Pain et Liberté

(1940-1946)¹

Les années 1939-1953 virent une période d'intense agitation dans la vie politique égyptienne. Des manifestations et des grèves générales appelant à l'évacuation de l'Armée britannique entraînaient des millions de gens dans un mouvement de masse qui liait la revendication de libération nationale avec celles d'un changement social radical.

Les partis nationalistes, particulièrement le Wafd, étaient marginalisés par les groupes radicaux d'opposition comme les Frères musulmans et les communistes. En particulier, les militants communistes découvraient qu'ils pouvaient influencer des milliers d'ouvriers à travers leurs activités politiques dans les syndicats et devenir un pôle d'opposition au conservatisme des Frères.

Pourtant le ferment de ces années ne bénéficia pas aux communistes. Après huit ans de protestations grandissantes culminant dans la guérilla de la zone du Canal, ce furent les Officiers Libres qui prirent le pouvoir et, malgré le rôle

1. Cet article paraît également dans sa version originale anglaise et avec des références plus complètes dans *Revolutionary History*.

dirigeant joué par la classe ouvrière dans le mouvement nationaliste, les ouvriers organisés furent subordonnés aux officiers.

Les groupes communistes et les syndicats soutinrent le coup d'Etat, mais seulement pour voir les Officiers Libres employer la répression pour briser les grèves et rejeter la gauche dans la clandestinité. Les communistes commencèrent par bien accueillir les Officiers Libres, puis les dénoncèrent comme fascistes. Finalement, ils virent en eux les alliés progressistes de l'Union soviétique.

Du fait que les Officiers Libres étaient déjà déterminés à détruire toute opposition, les variations des partis communistes rendirent seulement plus facile pour les Officiers Libres de détruire le mouvement socialiste égyptien. Cela s'avéra une défaite historique dont la gauche égyptienne ne s'est pas relevée.

Les historiens et les trotskystes égyptiens

Les histoires de la gauche en Egypte se concentrent sur le rôle des partis communistes. Cependant, du fait de leur échec, il n'est que juste de considérer les alternatives qui s'offraient. Pour cette raison, il faut regretter que les historiens n'aient jusqu'à maintenant pas pris suffisamment en compte le rôle du trotskysme en Egypte. Les historiens de la gauche, Ahmad Abdalla, Joel Beinin, Ellis Jay Goldberg et Zachary Lockman ne mentionnent pas le groupe trotskyste. Gilles Perrault les écarte comme des « oiseaux rares », des intellectuels en marche du surréalisme au trotskysme et retour. Les historiens du mouvement trotskyste international n'ont guère accordé au groupe plus d'attention. Pierre Frank ne fait aucune mention du trotskysme égyptien, tandis que Robert Alexander suggère que le trotskysme n'est arrivé en Egypte que dans les années 70. Même Selma Botman, la plus sympathique des historiens de la gauche, dit que ce groupe n'eut pas d'influence durable :

« Le trotskysme, le plus souvent, fut un mouvement insignifiant confiné à un petit cercle intellectuel de jeunes Egyptiens. Bien qu'il y eût des efforts limités et sporadiques pour atteindre une plus grande base de la population égyptienne, cette sorte de pensée marxiste ne s'empara jamais même d'un segment limité des classes populaires »¹.

Le présent article montre que les comptes rendus existants ont tort d'ignorer le trotskysme égyptien. Pain et Liberté n'était pas un groupe nombreux, il n'a jamais eu de soutien de masse et n'a pas laissé derrière lui une tradition vivante ou une organisation pour lui succéder. Pour tout cela, Botman a raison, ce groupe a échoué. Cependant, dans les conditions de l'extrême répression qui marquait à cette époque la société égyptienne, c'était une réalisation que d'exister. Simplement parce que le groupe a produit de la littérature et été actif, il a été important. En outre, il n'était pas simplement un petit coin stérile. Quand Art et Liberté fut lancé en 1939, c'était le premier groupe explicitement socialiste formé en Egypte depuis les années 20. Son journal, *al Tatawwur*, a été le premier journal socialiste égyptien, et, plus tard premier écrit en arabe. Quand les trotskystes se présentèrent en décembre 1944-janvier 1945 aux élections égyptiennes, ils étaient parmi les premiers socialistes à participer à un travail ouvert depuis plus de vingt ans. Le groupe connut plusieurs changements, s'appelant Pain et Liberté en 1940, Front socialiste en 44-45 puis alternativement Section égyptienne du Revolutionary Communist Party, Section égyptienne de la IV^e Internationale et Groupe communiste international en 1945-46. Cet article montrera que cette organisation s'effondra prématurément, que c'était le succès du groupe qui permit à la police secrète de le découvrir et qui força ses cadres dirigeants à chercher refuge dans l'exil en 1946.

Il est très difficile de trouver des informations sérieuses ou des comptes rendus du groupe égyptien. Jusqu'à présent, l'Egypte demeure une dictature militaire. Il n'y existe pas d'archives ouvrières, pas de dépôt populaire de matériel de cette période. Des exemplaires d'*al-Tatawwur* ont été déposés à la Bibliothèque nationale d'Egypte et pour l'heure sont portés perdus. La meilleure source d'information pour Pain et Liberté reste les papiers inédits déposés avec les archives Jock Haston¹ à Hull. Entre 1944 et 1946, un certain nombre de soldats britanniques entrèrent en contact avec le groupe égyptien. Ils envoyèrent des rapports à l'organisation britannique récemment formée le Revolutionary Communist Party (RCP). Il encouragèrent des dirigeants du groupe égyptien à

1. James Ritchie dit **Jock Haston** (1913-1986), né dans la misère, fut membre du PC et rejoignit le groupe Militant en 1936. En 1937 il fit scission avec la WIL et fut le leader du RCP à la fin de la guerre, inspirant une ligne plutôt gauchiste.

1. Selma Botman, *The Rise of Egyptian Communism 1939-1970*, NY 1988, pp. 12-16.

envoyer des rapports à leurs camarades d'Angleterre. Ces lettres sont partiales, elles donnent l'idée qui était celle du groupe du succès de Pain et Liberté. Elles sont aussi cadrées par les relations de Pain et Liberté avec le petit nombre de trotskystes britanniques expérimentés. Il est bien possible que les membres du groupe égyptien aient écrit ce qu'ils pensaient que leurs correspondants souhaitaient lire. Pourtant, avec du soin, il est possible de construire une image plus complète de ce à quoi ressemblait cette organisation.

Le contexte égyptien

Au XIXe siècle l'économie égyptienne fut pompée, comme tout le Moyen Orient, dans l'économie capitaliste mondiale qui émergeait. La société égyptienne en fut radicalement changée. Les paysans devinrent des travailleurs ruraux sans terre, les artisans découvrirent que les produits de leur métier étaient remplacés par les importations bon marché, produites en série en Europe ; les villes attirèrent une armée de paysans dépossédés, cherchant du travail dans les usines. Ce processus était cependant aussi partiel que rapide. L'économie égyptienne était déformée par la pression de l'impérialisme européen. Cela signifiait qu'après une tentative initiale précocée d'industrialiser sous Mohammed Ali dans les années 20, le développement économique était entièrement subordonné aux besoins de l'économie impérialiste. Comme le suggérait à l'époque l'écrivain égyptien Salama Moussa, la domination britannique « a transformé toute la vallée du Nil en une gigantesque plantation cotonnière » et le résultat a été un développement déséquilibré où trois secteurs concernés par la production, la construction et la distribution des produits essentiels de l'Égypte progressaient très vite, tandis que le reste stagnait.

Les capitalistes européens, suivant un modèle commun à une partie du Moyen-Orient encouragèrent le développement d'une couche indigène de classe moyenne et d'agents, dont beaucoup commencèrent à investir eux-mêmes en terres et dans l'industrie. Nombre de ces entrepreneurs indigènes étaient d'ascendance grecque, arménienne, syrienne ou juive. Ils restaient culturellement distincts du reste de la population. Ils devaient leur position privilégiée aux Capitulations qui avaient permis à quelques-unes des minorités religieuses de l'Empire ottoman, de jouir de la protection des Européens et d'être exemptées des lois et impôts ottomans.

La présence de ce groupe de capitalistes étrangers nés en Égypte, qui partageaient les rapports culturels et les réseaux politiques avec le capital européen, ne laissait que peu de place pour l'apparition d'une bourgeoisie indigène arabophone. Cependant, au début du XXe, les premiers représentants d'une bourgeoisie égyptienne arabophone avaient commencé à émerger. Pour accélérer l'égyptianisation, le gouvernement achetait des parts dans les industries-clés. Il créa aussi une banque nationale, la Banque Misr, pour pénétrer dans les plus importants secteurs de l'économie. Les membres égyptiens de la classe capitaliste étaient d'abord riches par leurs grands domaines terriens, mais ils faisaient des tentatives en direction des investissements industriels et jouèrent un rôle important dans la fondation des premiers partis nationalistes en Égypte, y compris le Wafd.

Cependant le nombre de ces capitalistes égyptiens demeura réduit et leur influence politique limitée, certainement avant 1952. Cette faiblesse fut compensée par le fait que les capitalistes égyptiens qui aspiraient à l'indépendance économique se trouvèrent en conflit avec la puissance de l'Empire britannique.

Les années de guerre transformèrent l'économie égyptienne. Comme le suggèrent Jean et Simonne Lacouture : « *La Première Guerre mondiale transforma l'Égypte en une nation, la seconde en fit une sorte de puissance mondiale* ». De nouvelles branches industrielles entières furent mises sur pied pour boucher les trous dans les fournitures puisque les mécanismes normaux du commerce international étaient interrompus par la guerre. La production augmenta dans nombre d'industries, notamment les textiles, l'alimentation, la chimie, le verre, le cuir, le ciment et le pétrole. Le Centre de fournitures britanniques du Moyen Orient (MEBC) joua un rôle actif en fournissant l'aide d'experts aux industriels qui voulaient augmenter leur production. La guerre mit un terme aux importations étrangères et ouvrit de nouveaux marchés au Moyen Orient. Les camps britanniques employèrent jusqu'à 300 000 Égyptiens à des salaires relativement élevés, et qui allaient être dépensés à acheter des produits égyptiens, sans que les employeurs égyptiens aient un penny à payer pour leurs salaires. Le taux des profits déclarés monta d'une moyenne de 13 % environ avant-guerre à 23 % pendant la guerre.

L'un des effets de cette croissance fut de donner confiance aux travailleurs égyptiens. Le nombre de travailleurs de l'industrie augmenta, selon une estimation, d'environ 412 000 en 1937 à plus d'1 500 000 en 1946. La plupart des ouvriers restèrent dans des conditions de pauvreté extrême et 40 % travaillaient encore 70 heures et plus par semaine, mais les salaires augmentèrent et un ouvrier, dont le salaire d'avant-guerre variait entre 12 et 15 piastres par jour, pouvait en 1946 espérer gagner entre 40 et 50 piastres. Les syndicats furent légalisés en 1942 et les ouvriers du textile de Choubra-el-Keima au Caire répondirent en construisant des syndicats indépendants. Il y eut des grèves sur les salaires, les conditions de travail et la reconnaissance syndicale qui se politisèrent rapidement à travers l'expérience de la répression gouvernementale et des restrictions britanniques de temps de guerre. A la fin de 1945, le niveau des troubles industriels ne cessait de monter. En décembre, Choubra fut occupée par l'armée au moment où les conflits salariaux montaient en spirale vers une confrontation permanente avec le gouvernement.

La guerre donna un élan considérable mais inégal à la croissance et l'économie égyptienne ne développa pas la stabilité qui aurait permis d'absorber une crise à venir. Les solides fortunes de la bourgeoisie indigène furent réalisées au prix de la paupérisation de la grande majorité. Les prix montèrent de 300 %, mais les salaires ne suivaient pas. L'irrégularité du développement de l'économie signifiait que certaines régions avançaient très vite tandis que d'autres stagnaient. On produisit plus de pétrole, mais moins d'aliments, plus de coton et moins de grain. En fait, l'extraordinaire croissance économique qui se produisit pendant la guerre fut réalisée dans des conditions atypiques et temporaires. La suspension de la concurrence étrangère se révéla un stimulant considérable au développement et ne pouvait se poursuivre après la fin de la guerre. La base agricole de l'économie était affaiblie et incapable de répondre aux besoins d'une population qui grossissait très vite, le Wafd avait perdu le gros de sa crédibilité politique en permettant aux Britanniques de s'installer au pouvoir en 1942. Il était clair que la fin de la guerre conduirait rapidement à une crise sociale. La façon dont cette crise se terminerai n'était pas claire.

Alternatives politiques

Le plus grand parti politique en Egypte en 1939 était le Wafd. C'était une organisation nationaliste, qui voulait le départ des Britanniques et le développement de l'industrie égyptienne. Il avait commencé à grandir dans la montée de la politique nationaliste après la Première Guerre mondiale. Placé au pouvoir en 1942, il organisa et gagna une élection générale. L'organisation garda de l'influence et en 1943 réussit à porter Fouad Serrag Eddine Pacha, un des plus gros propriétaires terriens d'Egypte, à la présidence honoraire des syndicats. Cependant la plupart des Egyptiens considéraient que le Wafd était bien trop proche des Britanniques et il fut effectivement marginalisé par les groupes radicaux d'opposition. Ainsi, il ne parvint pas à se développer à partir des occasions fournies par la guerre.

Aidés par l'échec du Wafd, un certain nombre de petits groupes prirent part aux événements d'après-guerre, y compris Misr-al-Fatât (Jeune Egypte) une organisation fascisante, à droite, et les trotskystes à gauche. Mais les forces d'opposition les plus importantes étaient les Frères Musulmans et les communistes. L'organisation des Frères Musulmans avait été à l'origine fondée par Hassan el-Banna, et, dans les années 40, revendiquait entre 500 000 et 1 million de membres. Les Frères musulmans possédaient un réseau de branches dans tout le pays et organisèrent un quantité impressionnante de projets sociaux, écoles, cliniques et produisirent nombre de brochures, livres et périodiques. La participation de la Fraternité au mouvement nationaliste était marquée par une attitude ambivalente à l'égard de l'Etat, qui la paralysa chaque fois qu'elle fut placée devant la prise du pouvoir. Chaque fois que le mouvement nationaliste s'approcha de plus près de la véritable confrontation avec l'Etat, la Fraternité se rapprocha du Palais ou du gouvernement. Pendant la crise de 1946, l'un de ses dirigeants, Hassan el-Banna, coopéra avec le gouvernement, puis, au milieu de la grève de la police en avril 1948, la Fraternité publia l'ultimatum du gouvernement aux policiers leur ordonnant de reprendre le travail.

Pour la Fraternité, la question clé était la présence de troupes britanniques sur le sol égyptien et il y avait encore autour d'un demi-million de soldats britanniques stationnés en Egypte à l'époque. En 1946, la Fraternité musulmane prit part aux protestations, réclamant l'évacuation britannique de l'Egypte et du

Soudan, tandis que, dans les deux années à venir, ils allaient soutenir ardemment l'invasion de la Palestine par la Ligue arabe. Le journal des Frères, *al Ikwan al-Muslimin*, publia rapport sur rapport consacré aux jeunes hommes qui avaient trouvé le martyre en Palestine. En 1948 la Fraternité musulmane s'engagea dans le terrorisme. Les Frères attaquaient magasins et entreprises étrangères, surtout juives. En 1952, les Frères Musulmans soutinrent d'abord le coup des Officiers Libres et quelques membres des Officiers Libres, dont Sadat, étaient aussi membres de la Fraternité, mais les hésitations de la Fraternité signifiaient que l'organisation n'avait pas une influence significative sur la direction ou la politique des Officiers Libres. La Fraternité fut finalement manipulée et écartée de ses positions de pouvoir, puis dissoute.

Le premier Parti communiste égyptien avait été créé en 1920. Il fut cependant très vite écrasé par la répression d'état. Cela donna le cadre pour l'avenir. Dès qu'un groupe d'extrême-gauche prenait part à une activité publique, il déchaînait sur sa tête la colère de l'Etat égyptien. Dans les années 20 et au début des années 30, une série de petits Partis communistes furent créés avec le soutien de l'Internationale communiste. Ils furent tous aussitôt dissous. Jusqu'en 1940, même, la police secrète et les autres agences d'Etat purent conserver un contrôle étroit des organisations communistes : en décembre 1945 et janvier 1946, la police arrêta tous les membres du groupe communiste autour du journal *New Dawn*. En juillet 1946, l'Etat agit contre les dirigeants syndicalistes et les membres de cellules communistes plus importantes. En août 1952, à la suite du coup des Officiers Libres, les arrestations écrasèrent tous les partis actifs d'extrême-gauche.

Les origines de la plupart des groupes communistes des années 40 résident dans le mouvement antifasciste et pacifiste de la fin des années 30. Dans les années 40, ces groupes attirèrent des centaines de jeunes gens, y compris quelques ouvriers égyptiens, bien que la direction des divers groupes, de façon caractéristique, provint des fils et filles de la bourgeoisie étrangère en résidence au Caire. Henri Curiel, fils d'un riche banquier juif, créa le Mouvement égyptien de Libération nationale (EMNL) en 1943. Hillel Schwartz, de même origine sociale, créa Iskra, un groupe largement propagandiste qui attira quelques centaines d'intellectuels et étudiants. Youssef Darwich, un avocat juif s'engagea dans le mouvement syndical de Choubra el-Keima au Caire et organisa une cellule qui

comprenait les principaux militants responsables du syndicat des ouvriers du textile, qui comptait quelques milliers de membres. En 1945, ce groupe commença à publier une revue hebdomadaire, *New Dawn*. Selma Botman suggère que le mouvement communiste était caractérisé à cette époque par trois traits frappants :

« D'abord, le mouvement communiste a rarement été unifié. Pendant la plus grande partie du siècle il a été fait d'organisations marxistes séparées et rivales. La diversité a conduit à beaucoup de fragmentation et une hostilité entre partis qui a affaibli l'impact du communisme dans le pays. Deuxièmement il y a eu une dissociation notable entre les communistes et le peuple égyptien. Cela se reflète de toute évidence dans la composition du mouvement qui était de classe moyenne et, pendant les années 40, bâti à partir des minorités ethniques. Troisièmement, les communistes n'ont jamais créé un mouvement de masse ou diffusé leurs idées au-delà du milieu étroit des intellectuels, de quelques ouvriers qualifiés et d'une poignée de paysans ».

Il est certainement exact de dire que de petits groupes ont fleuri et que même les grandes organisations avaient une tendance à se briser en petits groupes scissionnistes rivaux. Par exemple, en 1947, les deux principaux groupes, Iskra et EMNL ont fusionné pour former une nouvelle organisation, le Mouvement démocratique de Libération nationale (DMNL). Mais un an seulement après cette fusion, il commença à s'effiloche et s'effondra en une dizaine de fractions différentes et rivales.

Les perspectives des groupes communistes étaient déterminées par la politique de Front populaire. La libération était conçue comme un processus qui se produirait par étapes. D'abord la bourgeoisie égyptienne s'émanciperait de la domination britannique et c'est seulement alors que les ouvriers viendraient sur le devant de la scène. Le bureau colonial du Parti communiste de Grande-Bretagne, qui devait superviser le travail en Egypte, avec le bureau équivalent du Parti communiste français, offrit son avis aux groupes égyptiens :

« La démocratie populaire que nous voulons établir en Egypte n'est pas une forme de la dictature du prolétariat. Nous visons à établir une dictature démocratique de toutes les classes en lutte contre l'impérialisme et le féodalisme ».

L'accent mis sur la priorité politique des intérêts de la bourgeoisie égyptienne ne signifie pas que les communistes s'absentaient des syndicats. Le

groupe *New Dawn* et l'EMNL soutinrent tous deux des représentants au Congrès mondial de la CTM en septembre 1945. Youssef el-Moudarrik, le délégué soutenu par *New Dawn* et le plus grand syndicat textile de Choubra, était soutenu par 102 syndicats représentant 80 000 travailleurs. Le délégué soutenu par l'EMNL, Daoud Nahoum fut soutenu par 62 syndicats représentant 60 000 ouvriers. A l'intérieur du mouvement syndical cependant, les groupes communistes affirmaient que la question la plus immédiate n'était pas la paie ou les conditions de travail mais la libération nationale. Cela devint clair à la suite du coup d'Etat des Officiers Libres de juillet 1952¹. Immédiatement, le DMNL et la direction syndicale agirent pour appeler à l'arrêt des grèves des transports en préparation. En août, une grève éclata dans la ville industrielle de Kafr-el-Dawwâr près d'Alexandrie. Bien que les ouvriers aient proclamé leur soutien du coup d'Etat, les Officiers Libres pendirent deux grévistes. Le DMNL et les syndicats réussirent à s'opposer à tout appel à une action de sympathie pour les grévistes.

Que firent les trotskystes ?

Le premier groupe trotskyste avoué, *Art et Liberté*, fut fondé en 1939. Son nom suggérerait qu'il était à l'origine un groupe littéraire. Lotfallah Soliman² (1919-1995), écrivain et poète, un de ses premiers membres, décrit le groupe comme un rassemblement de bohèmes, « *intellectuels, écrivains, artistes* ». Outre Soliman lui-même, les autres membres comprenaient Georges Henein, Ramsis Younane, Anwar Kamel et Kamel el-Timisani³. Bien que ce groupe fut presque unique dans la gauche égyptienne en ce que sa direction venait d'Égyptiens indigènes parlant l'arabe, la langue utilisée par lui fut le français, la langue de l'Égypte cosmopolite.

Comme l'indique Botman, « *l'audience capable d'apprécier la forme et d'être influencée par le contenu des idées du groupe était très limitée* ».

1. C'est ce coup d'Etat qui porta au pouvoir le colonel **Gamal abd-el Nasser** (1918-1970).

2. **Loutfallah Soliman** (1919-1995), écrivain et poète (cf. *CLT* 61, 1998, pp. 123-124).

3. **Georges Henein** (1914-1973), de famille copte, poète francophone, surréaliste, ami d'André Breton. **Anwar Kemal** (1919-1973), était également poète. Nous connaissons moins bien l'autre Copte, **Ramsis Yousinane**, également écrivain et **Kamal el-Tisanani**.

Art et Liberté organisa des expositions au Caire en 1941, 42, 44 et 45. L'objectif en était d'élever le profil de l'art surréaliste égyptien, et elles furent surtout remarquables par le grand nombre d'artistes et photographes féminines qui y prirent part. Le groupe organisa aussi des conférences publiques qui semblent avoir été plus accessibles. *Art et Liberté* avait sa propre maison d'édition, les Editions Masses, au 10 rue Eloui, au Caire. Un pamphlet typique est *Qui est Monsieur Aragon ?* par Jean Damien (Georges Henein). Il clouait au pilori la chute du poète français Louis Aragon¹ du surréalisme à la versification traditionnelle, qui était expliquée en termes de liens politiques avec le stalinisme. Le travail d'Aragon « "retraite de Russie" où s'est perdue la majorité des ambitions de notre temps »². Ces mots peuvent avoir contribué à une scène artistique égyptienne, mais n'ont pas contribué à la naissance d'un parti de masses offrant une solution socialiste à la crise de la société égyptienne.

La première façon par laquelle *Art et Liberté* essaya de briser les liens de la société polie fut la publication d'un journal, *al Tatawwur (Evolution)*. Entre janvier et septembre 1940, sept numéros furent publiés, en français et en Arabe. Les cinq premiers parurent sous forme de revue, les deux derniers de journaux. C'était beaucoup une revue littéraire. Elle se décrivait comme « *la première revue d'art et de littérature dans le monde arabe* ». Des articles posaient les questions de l'impérialisme, des droits des femmes, de l'éducation, de la philosophie, de la littérature. Il y avait aussi des traductions arabes des nouvelles d'Albert Cossery. La revue était éditée par Anwar Kamel et son ton est évident d'après un article de mars 1940 :

« La revue combat l'esprit réactionnaire, protège les droits de l'individu et insiste sur le droit des femmes à vivre libres. Cette revue combat pour l'art moderne et la pensée libre et présente à la jeune Égypte les mouvements d'aujourd'hui ».

Le journal eut une diffusion correcte et fut respecté dans les cercles éduqués, mais il était désespérément abstrait et inutilisable pour le travail de propagande. On peut estimer que ce n'était pas la faute des trotskystes. Du fait de l'intensité de l'activité policière, toute publication ne pouvait avoir qu'un caractère

1. **Louis Aragon** (1897-1982), d'abord disciple de Breton, passa au stalinisme et écrivit des « vers de mirliton ».

2. J. Damien (Henein), *Qui est M. Aragon ?*, Le Caire, 1944, p. 10.

propagandiste. Alec Acheson¹, soldat britannique stationné en Egypte pendant la guerre, décrit ce groupe travaillant dans des conditions de strict secret :

« Les Egyptiens devaient travailler dans des conditions extrêmement difficiles. Il y avait apparemment une *“société ouverte”* mais où la politique révolutionnaire de toute espèce était illégale et la peine l'emprisonnement (utilisé le plus souvent pour briser les gens physiquement et psychologiquement) ».

Acheson cite l'exemple d'Iqba Alaily, qui avait publié un livre sur *Le Génie allemand* « pour contrer la propagande des Alliés sur les atrocités » :

« On lui dit qu'à moins d'interrompre ses activités et de cesser son association au groupe, elle finirait dans les carrières de Tura. Pour une fille délicate comme elle, cela aurait été une sentence de mort ».

A partir de la mi-1940, Art et Liberté fut remplacée par une seconde organisation, différente, Pain et Liberté. Le nouveau nom constituait un changement d'accent. Ce groupe était plus déterminé à recruter des soutiens ouvriers. Ses discours, ses réunions publiques posaient plus de questions économiques, celle de la pauvreté, des classes, la nécessité de transformer les partis existants. En fait, ils eurent un certain succès chez les ouvriers du textile et de l'aviation. En 1942, le groupe peut avoir eu autour de cent membres. L'un des caractères de ce groupe à cette époque nous est transmis par Sayed Suleiman Rifai, qui fut plus tard un membre éminent du Parti communiste égyptien, travaillant sous le nom de Badr. Il était en 1940 mécanicien dans l'Egyptian Air Force. Son compte rendu de deux réunions trotskystes est teinté de romantisme et ampoulé, mais tout de même révélateur :

« Mon premier contact, tout à fait par hasard, fut avec le groupe d'Anwar Kamel, Pain et Liberté. J'ai su plus tard que Georges Henein y appartenait. C'était un groupe d'intellectuels. Une réunion fut organisée dans le pays, près des Pyramides. Nous étions environ une dizaine. Kamel arriva. Je le revois encore maintenant avec ses cheveux noirs lui tombant sur un œil et un cigare vissé dans son visage. Il nous salua et dit : *“Nous allons chanter notre hymne”*. Exactement comme ça, au milieu du désert, ils chantèrent ce chant qui commençait par *“En avant camarades, vivre, c'est combattre !”* J'étais

1. **Alec Acheson** (1912- ?) était alors membre du Revolutionary Communist Party, après l'avoir été de la Revolutionary Socialist League.

abasourdi, puis Kemal fit un discours, déplaçant son cigare. Je le trouvai dénué de sens.

L'autre fois, ce fut dans une maison. Il y avait trois gars que j'avais connus dans l'Air Force et encore Kemal. Il fit un exposé sur le matérialisme historique. Je n'y compris rien. Pas un mot ! Pire, les autres non plus. Je rentrai chez moi découragé, déprimé. J'étais convaincu que j'étais tout à fait inutile. Il n'y eut pas de troisième réunion car Kemal fut arrêté. Le groupe dû se disperser. En tout cas, je perdis le contact ».

En 1942, l'Etat agit contre Paix et Liberté. Seize de ses membres furent arrêtés et détenus pendant un an. Selma Botman suggère que cela marqua la fin du groupe, « *alors qu'il vécut jusqu'en 1946, de façon tronquée et tranquille, le groupe simplement dépérit* ». En réalité, il survécut à cette première vague d'arrestations et put continuer sous la forme d'une organisation clandestine. Les trotskystes publièrent un journal, *el-Megela-el-Gedida* (Le nouveau Magazine) qui fut de nouveau interdit par le gouvernement en mai 1944 ! Il est même possible que l'organisation ait grandi, et atteint sans doute le sommet de son influence en 1945 ou 1946.

Malgré la répression, Pain et Liberté fut capable de mener un travail international. Il correspondit avec les trotskystes palestiniens et publia la lettre des Palestiniens sur le sionisme. En 1943, le groupe socialiste juif israélien Hachomer Hatzair prit contact avec Pain et Liberté dans l'espoir d'organiser des actions communes pour appeler à une solution de deux Etats en Palestine. Hachomer Hatzair disait que « *la solution révolutionnaire [était] l'arrêt de la domination d'une nation par une autre, suggérant que les Arabes avaient déjà plusieurs états pour réclamer le leur, et qu'il ne serait que justice que les socialistes arabes soutiennent les revendications juives pour l'autodétermination* ». Le groupe égyptien repoussa ces appels. Ce que les trotskystes voulaient, c'était une action unie autour d'une politique où on était d'accord entre partenaires. Ni Hachomer Hatzair ni le Mapam n'étaient prêts à écouter. Peut-être le plus intéressant sur ce dialogue est-il qu'il eut lieu. Les sionistes de gauche étaient alignés sur l'Internationale communiste officielle alors que Pain et Liberté ne l'était certainement pas. Après 1945, quand il y eut de plus grands partis communistes égyptiens, et quand des groupes comme le Mapam auraient facilement pu avoir des liens avec eux, il n'y a plus eu du tout semblables contacts.

A partir de ce début-là, Pain et Liberté se distingua des autres forces de gauche par sa position internationaliste. Les groupes communistes avaient tendance à se dissoudre dans la lutte « *patriotique* » pour la libération égyptienne. Dans le cours du processus, ils se heurtèrent aux ambitions de la bourgeoisie égyptienne pour une expansion territoriale, notamment au Soudan. En opposition, les trotskystes essayèrent de combiner les revendications pour la libération nationale avec la poursuite de l'accent sur la classe. Le résultat fut qu'ils évitèrent le piège de soutenir les revendications territoriales égyptiennes. Un manifeste déclarait :

« Nous devons lutter contre l'impérialisme britannique. Nous devons lutter contre l'impérialisme égyptien naissant. Nous devons lutter contre l'impérialisme partout où nous le trouvons. C'est pourquoi nous appelons à une solidarité active avec tous les peuples qui combattent pour leur liberté ».

Les soldats britanniques

Au sommet de son activité en 1944-46, Pain et Liberté se percevait comme faisant partie d'un mouvement international. Ce sentiment qu'ils n'étaient pas seulement une section isolée de militants mais un joueur dans une lutte plus vaste, donna au groupe confiance dans l'action. Il tendait à se décrire comme le Parti communiste révolutionnaire égyptien, section de la IVe Internationale. Il était bien informé sur la situation internationale, quoiqu'il est possible qu'il se soit trop appuyé sur les déclarations optimistes des journaux trotskystes britanniques. En octobre 1944, Georges Henein écrivit à Jimmy Deane¹ du groupe britannique, le Revolutionary Communist Party, le congratulant pour la formation du parti britannique. « *Les journées noires* », écrivait Henein, « *sont définitivement derrière nous* ». Neuf mois plus tard, Henein écrivit à Ann Keen², alors responsable financière du RCP :

« Notre groupe a suivi avec le plus grand intérêt la lutte politique des masses britanniques qui s'est terminée par une écrasante victoire du Labour. La part très inspirée qu'a pris le RCP dans cette lutte gigantesque a été commentée avec enthousiasme par nos gens jusqu'ici. En particulier l'élection partielle de

1. **Jimmy Deane**, était un JC de Liverpool recruté par les trotskystes en 36, plus tard membre de l'WIL puis du RCP.

2. Angel Rosalie Ethel Finkelstein dite **Ann Keen** (1915-) membre de la direction WIL puis RCP.

Neath¹ a été considérée comme un très grand succès. Par comparaison avec les votes pour nombre de candidats du PC aux élections, le vote de Neath est certainement très encourageant. La ligne politique du RCP a été un guide ferme et consistant pour nous tous et nous construisons de grands espoirs sur votre action à venir ».

Dans l'élection partielle de Neath en mai 1945, le RCP obtint 1781 voix, ce qui était certainement un résultat respectable, mais l'organisation dans son ensemble avait moins de 400 membres à cette époque et « *les masses britanniques étaient ailleurs* »

En 1945, Pain et Liberté fut aidée par la présence de plusieurs soldats britanniques avec une formation trotskyste dont Alec Acheson, Alec Carson et Joe Pawsey² qui étaient stationnés en Egypte. A cette époque, il y avait une stricte censure imposée sur tout le courrier civil entrant et sortant de Palestine et d'Egypte, mais ces soldats pouvaient envoyer du matériel en Angleterre dans une relative sécurité. Ces rapports donnaient au RCP une idée de ce que voulait faire le groupe égyptien et, à certains moments le RCP donna à l'organisation un soutien de valeur. De la même façon que les trotskystes égyptiens étaient dans la continuité du Parti communiste égyptien du début des années 20, de même les trotskystes britanniques furent formés par l'histoire parallèle de l'agitation parmi les soldats stationnés en Egypte pendant la guerre. Dans les années 40, des milliers et des milliers de soldats britanniques et autres traversèrent le Moyen Orient et la majorité passèrent quelque temps au Caire. Cette ville avait deux grands établissements quartiers généraux et était aussi le centre de congé le plus populaire de la région. En 1943-44, plusieurs soldats britanniques stationnés au Caire organisèrent un Parlement des Forces. A la suite des allégations des conservateurs qu'il s'agissait simplement d'une clique pour faire passer des résolutions de gauche, le parlement organisa des élections. En février 1944, plus de 300 soldats votèrent, donnant au Labour 119 sièges et à Common Wealth 55, contre 38 aux libéraux et 17 aux conservateurs. 600 soldats assistèrent alors au discours du Roi, votèrent la nationalisation des banques, la construction de quatre millions de maisons et la nationalisation de la terre, des mines et des

1. Neath est au sud du Pays de Galles, et dans cette région ouvrière la récente activité des trotskystes dans les grèves les servit.

2. Nous ne savons rien d'Alec Carson. **Joe Pawsey** (1910-1959) avait été avant la guerre dans le « *Marxist Group* » et Acheson le réactiva.

transports. En avril, les autorités fermèrent ce « *parlement* », censurant tout compte rendu rapport de presse et mutant les principaux militaires impliqués.

L'effet du parlement des Forces fut de radicaliser les troupes stationnées au Caire et Alexandrie. En même temps que les trotskystes, il y avait d'autres forces organisées à gauche, dont des membres du Common Wealth et du Parti communiste de Grande-Bretagne (CPGB). John Banks, de Common Wealth, se souvient de cette organisation qui soutenait le Parlement des Forces et jouait un rôle de canal d'informations pour les députés de gauche en Grande-Bretagne. Il est clair d'après son compte rendu que les soldats avaient beaucoup plus de liberté politique que les civils qui les entouraient.

« CW n'a jamais été illégale au Moyen Orient, pas plus que ne l'étaient le CPGB ou le RCP. Les soldats et les femmes étaient libres de se joindre individuellement. On ne contrôlait pas leurs réunions et des actions de suppression étaient dirigées contre des individus considérés comme engagés dans des "activités subversives", ce qui n'incluait pas l'appartenance à ces organisations mais des accusations comme une prétendue incitation à la mutinerie. Même dans ce cas, les représailles prenaient habituellement la forme d'une mutation en Irak ou Aqaba plutôt que la cour martiale ».

Sam Bardell, le secrétaire du parlement était un membre du Parti communiste et amicalement lié avec le groupe de DMNL des communistes égyptiens. Il fit entrer un groupe de soldats britanniques au Rond-Point, une librairie de gauche du Caire. En 1944, ces troupes firent tout ce qu'elle purent pour épauler une mutinerie de soldats grecs, vétérans de la guerre contre Rommel¹, qui refusaient d'être renvoyés en Grèce pour y soutenir la junte de droite ré-imposée par les Britanniques. L'armée britannique encercla les mutins de la 5^e Brigade grecque dans le désert près d'Alexandrie et leur coupa tout ravitaillement en eau ou produits alimentaires. Bardell, avec d'autres, du DMNL et d'autres soldats de gauche, leva de l'argent pour les mutins et leur fit parvenir eau, nourriture et armes. Dans une audacieuse opération, un officier de la RAF réussit à dérober un chargement de brochures que la RAF devait lancer sur les mutins pour les persuader de se rendre. A la place, l'avion lança des milliers de tracts pressant les hommes de continuer. Il est intéressant de noter l'engagement de Sam Bardell dans cet épisode, car il était le représentant du CPGB à un

1. Erwin Rommel (1891-1944) fut de 1941 à 1943 chef de l'Afrika Korps et menaça à plusieurs reprises l'Égypte.

moment où le PCG suivait la direction de Moscou et refusait de soutenir tout ce qui pouvait mettre en danger soit l'effort de guerre soit le maquignonnage de Staline sur le sort de la Grèce¹.

1944-1946

Le groupe trotskyste fut à l'apogée de son influence pendant les élections de 1944-45. Le parti présenta le Dr Fathy el-Ramly dans la circonscription du Caire de Mahkamet el Sayeda, alors tenue par Ahmed Hussein, le leader de Jeune Égypte. Ensuite, Pain et Liberté envoya un rapport sur cette élection décrivant son intervention comme un succès total. Il est possible que ce rapport était exagérément positif mais cette version montre bien que le groupe se sentait assez confiant pour participer à une activité publique. Au côté des communistes, qui participèrent aussi à ces élections, ce fut la première fois qu'un socialiste participait à un travail public de propagande en Égypte pendant les années 20.

« L'initiative du Dr Ramly conduisit à la formation immédiate d'un Front socialiste (*al Gabha al-Ishtirakya*) en soutien de sa candidature. Au début, le Front socialiste était le regroupement des deux centres staliniens plus tout le mouvement trotskyste [...] mais dès que la campagne électorale prit une forme nettement socialiste avec la prédominance d'une note internationaliste, les staliniens se retirèrent. Néanmoins le Front socialiste fit très bien sans eux et la place qu'ils laissèrent vacante fut aussitôt occupée par un élément jeune enthousiaste et nouveau, la jeunesse de l'université et les ouvriers avancés [...] Un programme de revendications transitoires fut élaboré [...] Dix jours environ avant le vote, le gouvernement commença à s'inquiéter sérieusement. Il donna des ordres pour museler la propagande socialiste ; les meetings furent perturbés, des partisans arrêtés, des manifestations traitées brutalement et dispersées. Le Dr Ramly reçut la charité de 23 voix (tout en obtenant en réalité au moins 200 sur les 2 000 exprimées dans la circonscription). Indépendamment du résultat officiel et de la tricherie du gouvernement, la campagne fut excellemment conduite et ses effets se développent tous les jours ».

1. Cet épisode tragique de la guerre, en avril 1944, ces soldats qui se voulaient des combattants antifascistes et refusaient les officiers « *métaxistes* » qu'on leur imposait, les vit réprimés avec une réelle férocité par l'armée britannique, sous la surveillance personnelle de Winston Churchill.

Des survivants du groupe rappelleront plus tard l'enthousiasme avec lequel Georges Henein, Loutfallah Soliman, Ramsis Younane, se jetèrent dans la campagne, aussi bien que les leçons que les trotskystes tirèrent de leur intervention « *Elle nous a montré la nécessité de travailler avec d'autres groupes* ». Pain et Liberté semble s'être développé en résultat de cette intervention, notamment à Alexandrie où l'organisation recruta « *de nombreux éléments nouveaux* ». Cependant les autres candidats socialistes avaient eu aussi de bons résultats. Mohamed Mustafa, du syndicat des conducteurs de camion et Fadaly Abdel, un ouvrier du textile, obtenaient 230 et 820 voix respectivement.

A peu près à cette époque, les soldats trotskystes britanniques en Egypte prirent part à ce qui fut leur unique travail ouvert dans leurs propres troupes. A la mi-45 le coup d'Etat militaire grec était en cours et les généraux réactionnaires avaient besoin de l'assistance étrangère pour les aider à consolider leur dictature. Les soldats britanniques stationnés au Caire furent envoyés en Grèce pour réprimer la révolte des travailleurs et des anciens combattants de la Résistance qui refusaient d'accepter la restauration de la dictature. Alec Acheson tira au duplicateur et diffusa un tract appelant les troupes britanniques à refuser de combattre les généraux grecs.

« J'avais alors rétabli le contact avec Joe Pawsey [...] et, en contact avec les camarades égyptiens, nous avons préparé un tract que les camarades égyptiens ont tiré pour nous, que Joe et moi devions diffuser, appelant les gars de l'armée à ne pas combattre leurs frères de classe en Grèce mais à refuser de le faire. Nous avons failli être pris. Joe n'a pu échapper à la police militaire qu'en entrant dans un cinéma et en prenant une place au milieu des autres ? J'ai pu distribuer dans des cantines et sous des tentes dans le sable du désert »¹.

A l'été 1945, il semblait que l'intervention couronnée de succès de Pain et Liberté dans l'élection générale égyptienne pouvait permettre aux trotskystes de lier autour d'eux assez d'autres forces pour former un parti socialiste de masse. C'est au moins ce que prédisait Georges Henein.

« Le "Front socialiste" [...] est devenu le "comité pour la fondation du Parti socialiste d'Egypte". Un meeting populaire doit être rapidement organisé sous son drapeau pour célébrer la victoire du Labour. Les ouvriers égyptiens sont

1. C'était alors le troisième mouvement depuis le début de la guerre mené par les soldats grecs d'Egypte contre leur commandement monarchiste sous la direction de l'organisation clandestine antifasciste ASO.

exaltés par le puissant mouvement à gauche qui triomphe sur tout le continent et se demandent : "Pourquoi n'avons-nous pas notre Labour Party ?" »

En octobre, la correspondance de Henein décrivait Pain et Liberté comme un travail de propagande combattant contre les sectes communistes. La façon la plus importante dont les trotskystes s'étaient distingués en pratique du reste de la gauche portait sur la question de la libération nationale. Pour les trotskystes, il existait une nécessaire connexion entre la libération nationale et le socialisme. Pour les communistes, la libération nationale devait venir d'abord.

« Les staliniens font de leur mieux pour porter la confusion à son comble. Ils collaborent ouvertement avec les fascistes, mettant en avant le même "front national de libération" dépassé, où il y a place pour tous et pour tout. Nous allons exposer notre position sur la "question nationale" dans un long document qui doit paraître dans deux semaines ».

Georges Henein peignait le tableau d'un groupe vibrant, au sommet de son succès, gagnant des couches de recrues nouvelles et s'attaquant aux problèmes théoriques réels posés par leur intervention couronnée de succès dans l'élection générale.

« Déjà Ramsis Younane a préparé et sorti une excellente étude en arabe portant sur le Labour Party, ses débuts, son combat, ses perspectives. Loutfallah travaille plus dur que jamais et grâce à lui et à un groupe de jeunes enthousiastes, il semble que nous allons avoir une brillante saison ».

A partir de la mi-1945 cependant, la répression d'Etat s'intensifia. Le gouvernement égyptien établit une « Cour suprême de sécurité » composée de sept individus, trois nommés par le Ministre de l'intérieur, trois choisis par la Sécurité britannique et un pris dans les rangs de la police. La Cour suprême leva de l'argent privé, le roi donna 25 000 livres égyptiennes, les Britanniques 150 000. Avec cette nouvelle institution destinée à coordonner la campagne des forces de sécurité contre la révolution égyptienne, c'étaient les trotskystes qui étaient désignés comme le premier groupe à écraser. Sam Bardell écrivit au PC britannique pour décrire ce qu'il voyait comme « *un prélude astucieux à l'arrestation générale des vrais socialistes* ». En décembre 1945, les rapports de Henein montraient clairement que la répression policière s'était intensifiée.

« Du 18 au 21 décembre, il y a eu 45 arrestations. En tête, notre ami Anwar Kemal qui est accusé de la publication récente d'une brochure en arabe [...] Le comité de rédaction de l'hebdo stalinien *Al-Fagr al-Gadid* (NewDawn) a aussi été

arrêté. La répression est fluide et les autorités frappent de tous les côtés [...] Maintenant toute publicité directe dans les journaux trot. fera plus de mal que de bien ».

A la suite des arrestations, Jock Haston écrit à plusieurs députés Labour de gauche leur demandant de protester. Sa lettre soulignait qu'on n'arrêtait pas seulement les trotskystes et demandait aux députés de faire toute pression possible.

« La santé de ces camarades va se dégrader très vite dans les conditions infectes des prisons égyptiennes. S'ils ne sont pas rapidement libérés et les ouvriers d'Egypte ainsi que le mouvement socialiste mondial subiront une perte immense [...] L'unique façon dont on puisse l'empêcher et rendre la liberté aux camarades emprisonnés, c'est qu'une pression suffisante soit amenée à peser sur le gouvernement égyptien par les dirigeants de la classe ouvrière en Grande-Bretagne et ailleurs ».

Rétrospectivement, il semble clair que les arrestations de décembre 1945 ont frappé durablement la confiance des membres du groupe qui se sentaient désormais incapables de publier un nouveau journal. Toutes leurs activités étaient réduites. Cependant Pain et Liberté a pris totalement part au mouvement de protestation de février 1946. Celui-ci suivit la publication des négociations du gouvernement égyptien avec l'Armée britannique qui furent considérées comme une trahison de la lutte pour l'indépendance. Les étudiants de l'université organisèrent une manifestation pour présenter une pétition au roi. Ils furent attaqués par l'armée britannique et la police égyptienne sur le pont Abbas et il y eut 27 tués. Le massacre fut le signal d'une radicalisation à grande échelle du mouvement national. Des comités étudiants et ouvriers se rencontrèrent et fusionnèrent. Le réseau des militants fut capable de mobiliser beaucoup de manifestants et d'appeler à des grèves de masse. La manifestation étudiante du 9 février fut suivie d'une journée nationale d'action, le Jour de l'Evacuation, le 21 février, qui se transforma en grève générale à l'échelle du Caire. L'engagement des ouvriers dans le mouvement atteignit son point culminant vers juin, quand plusieurs grands syndicats se mirent d'accord pour appeler à une grève générale, mais, au dernier moment, quelques-uns des dirigeants les plus conservateurs des syndicats des transports cédèrent à la pression gouvernementale et la grève échoua.

Les trotskystes avaient participé à la manifestation du 9 février 1946. Leur groupe sortit au moins cinq tracts bouleversés dans les jours suivants, pressant les étudiants de porter leur protestation dans les quartiers ouvriers et les usines. Ces tracts ne sont pas avantageés à la traduction. Pour une oreille extérieure, ils semblent trop écrits, criards et ultra-gauchistes. Comme les originaux sont perdus, il est impossible de savoir comment ils auraient été lus en arabe à l'époque :

« Etudiants et Ouvriers ! Unissez-vous alors que le spectre de la réaction hante ce pays. A vous seuls, vous, les étudiants ne pouvez vaincre la police, allez vers les travailleurs et vous trouverez assez de puissance pour faire face à la police, sans un lien rapide avec les ouvriers, notre révolution va perdre ses bases populaires. N'apparaissez pas devant le Palais Royal, mais devant les usines, les Ouvriers, vrais représentants du Peuple. ».

Pain et Liberté écrivit plus tard au RCP pour décrire le succès de cette intervention. Les trotskystes suggéraient que leur travail avait été décisif en modifiant l'état d'esprit de la manifestation :

« Dans la direction bien organisée de nos camarades étudiants, un nouveau mot d'ordre fut trouvé : "*Vers les Ouvriers*", ce fut celui qui fut adopté l'autre jour. A Alexandrie, 3 000 étudiants se ruèrent vers les quartiers ouvriers où [se rassemblaient] 30 000 ouvriers des usines textiles, la police comprenant le danger d'une semblable affaire tira sur eux et trois étudiants et deux ouvriers furent tués [...] Au Caire, à son tour, les étudiants réussirent à rejoindre les ouvriers et c'est ce même jour qu'un Comité uni d'Etudiants et d'Ouvriers a été créé avec une majorité de trotskystes. C'était le début d'une ère nouvelle dans l'histoire de notre mouvement en Egypte [...] Un mois est passé et le rythme des manifestations n'a jamais cédé ou faibli [...] Les staliniens et aussi les fascistes ont essayé, mais en vain, de se rapprocher du Comité uni ».

L'affirmation du groupe que son travail avait permis d'accompagner les communistes dans les comités unis ouvriers-étudiants, ne s'avéra pas exacte. Quels que soient ceux qui ont les premiers formés les comités unis, en avril 1945, la majorité de ces militants étaient proches des forces bien plus importantes numériquement du communisme égyptien.

L'explosion de protestation se termina au printemps et à l'été par une autre vague d'arrestations. Le 21 mars 1946, *Le Monde* nomma ceux qui étaient internés sans procès, y compris Yousef el Mandarek et ses camarades délégués au congrès syndical mondial, ainsi que le socialiste bien connu Salama Moussa.

Edouard Sablier, écrivant dans ce même journal, souligne que nombre de trotskystes avaient été emprisonnés, bien que, comme d'autres contemporains, il puisse avoir exagéré leur signification :

« Dans un pays nouveau comme l'Égypte les idées progressistes sont encore la prérogative des intellectuels. Ceux d'entre eux qui se consacrent à l'étude du marxisme ont de la peine à comprendre l'opportunisme des communistes officiels d'aujourd'hui. Ainsi sont-ils pour la plus grande partie d'entre eux conduits vers le léninisme dilué incarné par les trotskystes. En outre, alors que l'évidente sollicitude manifestée pour les peuples arabes par l'Union soviétique est visiblement inspirée par sa propre stratégie ou ses intérêts diplomatiques, la propagande trotskyste repose sur les intérêts de la défense du prolétariat. Bien plus encore, Trotsky et ses disciples révolutionnaires sont redoutés autant, sinon plus, par les communistes officiels que par les cercles réactionnaires. Ainsi, en donnant l'étiquette de trotskyste aux gens arrêtés, le gouvernement égyptien cherche-t-il, sans aucun doute, à éviter des remontrances soviétiques du type de celles dont Ankara a fait l'expérience pendant les manifestations anti-communistes ».

Deux mois plus tard, Ahmed Kemal Moursi Pacha, ministre égyptien de la Justice, présenta une nouvelle loi prévoyant des amendes de 50 à 100 000 livres égyptiennes pour des personnes « *recevant des subsides de, ou maintenant un contact avec, des organisations étrangères dans un but de propagande* ». A l'été 1946, plus d'un millier de personnes étaient détenues, quatre journaux interdits, le gouvernement avait fermé cinq librairies d'extrême-gauche et deux clubs socialistes.

Après la manifestation de février et à la suite des arrestations qui ont suivi, il semble qu'il y ait eu une pause dans l'activité du groupe. En avril 1946, Haston écrivait à la direction de Pain et Liberté, exprimant son inquiétude de n'avoir rien du groupe depuis trois mois. Il décrivait aussi le rapport politique entre les trotskystes égyptiens et l'Internationale. Comme il s'agissait d'une question qui n'est mentionnée nulle part par écrit à l'époque, il est vraisemblable qu'il répondait à des informations données verbalement, lors du retour d'Égypte des soldats britanniques à la fin de 1945. Alec Acheson suggère que Loutfallah Soliman sympathisait avec les trotskystes allemands de l'IKD contre le secrétariat international et que cela aurait pu exacerber les divergences entre ce groupe et le reste de l'Internationale. Si c'est vrai, alors il est plus vraisemblable que Soliman était plus intéressé par la défense du droit de l'IKD à se faire entendre qu'à

soutenir leur analyse véritable des événements européens. Le débat entre l'IKD et l'Internationale était centré autour de la question de savoir si libération nationale et libération sociale devaient être le premier souci des socialistes dans les territoires occupés d'Europe dans les années 1940-45. Il n'est pas surprenant que ces arguments aient une résonance pour des socialistes s'opposant à la présence britannique en Égypte après 1945, mais il serait étrange que Soliman ait adopté toute la position IKD. Par extension, cela aurait signifié un soutien à l'idée que l'Égypte avait besoin de libération nationale avant d'avoir le socialisme.

Dans cette lettre, Jock Haston relevait que le groupe était au courant des discussions dans le parti britannique, mais qu'il faisait peu d'efforts pour faire mieux connaître ses propres discussions :

« Certains des camarades dirigeants égyptiens ont d'importantes divergences avec la politique de l'Internationale et celle de certaines de ses sections (y compris la section britannique). Il y a, par exemple, des critiques sur la politique britannique d'essayer de gagner des membres dans les rangs stalinien, des critiques de la politique de l'Internationale en ce qui concerne le centralisme démocratique, de l'"étroitesse" d'organisation de l'Internationale, des idées sur les discussions de fusion aux USA. Mais il ne sert absolument à rien d'avoir ces opinions si vous ne faites rien pour les faire connaître dans l'Internationale ».

Haston exprimait aussi son inquiétude quant au fait que le groupe égyptien, pour une raison quelconque, penchait plus vers le RCP britannique que vers le Secrétariat international :

« C'est mon opinion — comme certains des camarades le sauront — que la candidature du groupe égyptien devrait être immédiatement adressée au Secrétariat international. Non pas faire cela parce que — comme Lout[fallah] l'a dit — vous n'avez pas confiance dans le SI actuel et préférez présenter votre candidature au prochain Congrès Mondial, [ce qui] trahit une méfiance remarquable à l'égard de l'organisation à laquelle vous désirez être associés ».

Une semaine après l'envoi de cette lettre par Haston, le groupe prit de nouveau contact avec des camarades en Grande-Bretagne. Georges Henein prit contact avec le RCP pour dire qu'il envisageait de quitter Le Caire pour Paris, « *où il espérait publier un volume de poèmes* » Loutfallah était épuisé, « *ce qui rend parfois difficile le contact personnel avec lui* ». Après le départ de Henein pour Paris, la direction passa aux mains de Ramsis Younane. Vers cette époque,

Henein écrivit une lettre à Nicolas Calas, exprimant sa frustration à l'égard de la politique de la IVe Internationale :

« J'en suis venu à une sympathie grandissante pour les anarchistes dont l'attitude, en dépit (ou à cause) de leur innocence est belle, consistante et honnête [...] En vérité, ce qui m'éloigne de la stratégie de la IVe Internationale, c'est son manque de passion, qui se combine avec une surabondance de plans. Avec Trotsky, il y avait de la passion, de la noblesse, l'explosion de la poudre à canon. Je n'en vois rien dans la voix ou le comportement de ses successeurs ».

Rétrospectivement, le départ de Henein marqua le début du déclin du groupe. Il n'y avait tout simplement pas assez de membres expérimentés pour permettre au parti de continuer à un moment où des centaines de milliers d'ouvriers égyptiens prenaient part à des grèves de masse. Il y avait d'immenses possibilités de croissance et c'était le parti communiste qui ramassait les fruits.

Parler du déclin de Paix et Liberté ne signifie pas que l'organisation est morte immédiatement. Au printemps et à l'été 1946, Pain et Liberté, rebaptisé maintenant Groupe communiste international, prit part à la fondation d'une Ligue pour la Lutte contre le Chômage. Elle était conçue comme un front unique avec plusieurs groupes communistes. Il y eut des comités unis dans le quartier ouvrier d'Abbasieh au Caire, parmi les travailleurs des arsenaux et les ouvriers du textile qui vivaient à Choubra el-Keima. Il semble aussi que Henein écrivit au RCP en octobre 1946, bien que cette correspondance ait été perdue depuis. En décembre 1946, la présence, qui continuait, de Pain et Liberté pouvait se voir dans le fait que la Librairie de la Culture à Alexandrie, réclamait 50 exemplaires de *Socialist Appeal* et dix de chaque numéro de *Workers International News*. A l'été 1947, les trotskystes égyptiens sortirent leur « *premier manifeste depuis la réorganisation du groupe* », qui dénonçait les tentatives de la bourgeoisie égyptienne de revendiquer une juridiction impériale sur le Soudan, tandis qu'en 1952, Anwar Kemal et Loutfallah Soliman publièrent un manifeste et un programme. En dehors de ces signes occasionnels, il n'existe pas de preuve factuelle soutenue de l'existence du groupe après 1946. Pain et Liberté continua sous des formes diverses jusqu'au début des années 50. Mais il semble qu'il soit devenu de plus en plus une organisation sur le papier...

L'Échec de Pain et Liberté

Pour terminer, il convient de se demander pourquoi le trotskysme égyptien n'a pas réussi. Comme on l'a dit, il serait faux de voir l'histoire de Pain et Liberté comme celle d'un profond échec. Il serait tout simplement faux de suggérer comme le fait Selma Botman que les trotskystes ont connu leur apogée en 1940. Leur plus grande influence vint beaucoup plus tard, en 1945 ou 1946, peu avant le début de leur déclin. Pour cette raison, il faut expliquer leur échec final en termes de combinaisons de facteurs. Les origines du groupe étaient de mauvais augure et l'unique moyen de survivre à la répression d'Etat aurait été de construire un parti d'ouvriers révolutionnaires, mais pas par l'extension d'un cercle de discussion d'artistes surréalistes. Plus tard, le fait que les dirigeants du groupe publiaient en français et en anglais, et dirigeaient leur propagande vers une couche d'Égyptiens éduqués, aisés, aurait empêché le développement de toute organisation plus significative. Finalement, en 1945-46, ce fut une combinaison d'opportunités externes et de faiblesses internes qui sapa l'organisation trotskyste. Pain et Liberté fut un groupe de discussion, un cercle propagandiste. C'était une forme d'organisation convenant éventuellement à une société en développement égal et sans crise. Ce n'était pas le moyen d'organiser des travailleurs radicalisés par les occasions révolutionnaires de 1945-52.

Il serait pourtant faux de voir ce groupe comme un échec total. Entre 1939 et 1946, il a introduit dans le mouvement socialiste égyptien l'idée qu'il n'était pas besoin d'attendre, qu'il n'existait pas de raison automatique que le socialisme ne pût être réalisé que par étapes, qu'il n'était pas nécessaire de mettre la libération de la bourgeoisie égyptienne avant celle de la classe ouvrière. L'expérience de l'ensemble des années 40 montre la possibilité d'un changement par en-bas. Les ouvriers égyptiens étaient à la tête du mouvement national. Les ouvriers égyptiens dans les années 40 sentaient que les capitalistes égyptiens payaient les mêmes bas salaires et utilisaient les mêmes méthodes pour écraser les syndicats que leurs collègues étrangers. La réalisation que l'unité nationale était une comédie terrifia le Wafd, le Palais, et aussi les Britanniques. Les groupes communistes égyptiens étaient déterminés à empêcher que soit apprise une politique de classe. Dans la mesure où ils réussirent, ils facilitèrent une défaite qui éparpilla pour une génération toute la gauche égyptienne. Les

trotskyistes représentaient une alternative petite et partielle. Mais, par leur seule existence, ils ouvraient à l'horizon une politique alternative qui offrait la possibilité d'une révolution réelle et qui reste le meilleur espoir des ouvriers égyptiens dans les luttes à venir.

Joaquín Maurín

Conversation avec Trotsky ¹

La délégation de la minorité de l'opposition dans le sein de la C.M.T. a jugé utile de rencontrer Trotsky, l'organisateur génial de l'armée rouge, le révolutionnaire le plus estimé du prolétariat russe après la disparition de Lénine.

Le nom de Trotsky est lié aux préparatifs de la révolution et aux moments les plus difficiles et les plus héroïques qu'a traversés la grande épopée de la classe ouvrière russe.

Le prolétariat russe se rend compte de la dimension d'un homme comme Trotsky. A son retour d'une maison de repos du Caucase, il y a quelques semaines, la classe travailleuse de Moscou, spontanément toute ensemble, a organisé une manifestation de sympathie pour Léon Davidovitch. Les ouvriers rayonnaient de satisfaction. Ils savaient que Trotsky revenait fort et courageux, sa santé presque rétablie, disposé à travailler infatigablement pour la cause révolutionnaire.

Trotsky, c'est le lutteur héroïque, le bras de fer dont la révolution a besoin pour vaincre. Aujourd'hui que la révolution est entrée dans une phase nouvelle, le nom de Trotsky est uni à toutes les espérances et à toutes les inquiétudes du peuple russe. Depuis qu'il est revenu de la maison de repos, Trotsky est sans cesse appelé par les ouvriers de Moscou qui lui demandent conseil, qui veulent entendre ses orientations. Quand Trotsky parle dans un syndicat, dans une académie militaire, l'assistance est si énorme que l'on pourrait remplir la salle dix fois plus. Le jour de l'ouverture du Congrès de l'Internationale communiste, au grand théâtre de l'Opéra, les orateurs ont été tous acclamés. Trotsky n'était

1. *La Batalla*, n° 66, 8 août 1924.

pas encore là. Au moment où il est apparu dans la salle, l'ovation fut délirante. Il est impossible d'imaginer un spectacle dans lequel il puisse y avoir une telle unanimité parmi les cinq mille spectateurs. Trotsky était l'incarnation la plus parfaite de la révolution après la mort de Lénine. Sa figure a été le symbole des luttes d'hier et des combats de demain... Parler avec Trotsky c'est écouter la révolution, c'est partager pendant quelques instants la présence d'un de ces hommes exceptionnels que l'humanité fabrique et en faisant un effort arrive à produire au nombre de trois ou quatre pour chaque époque historique. Pour la délégation syndicaliste espagnole, cela avait une grande signification.

Trotsky nous avait donné rendez-vous au Conseil Militaire Révolutionnaire. Un soldat rouge nous a conduit jusqu'à la porte du bureau du Commissaire à la guerre. Le camarade est apparu souriant devant nous. Après quelques moments de conversation sur les choses d'Espagne et de notre mouvement ouvrier ont commencé nos questions.

Les anarchistes

« Est-ce que vraiment les anarchistes ont été persécutés pendant la révolution ? »

— Il n'y a pas eu de répression spécifique contre les anarchistes en tant que tels. Pourtant, il y a eu pas mal d'entre eux qui ont lutté contre nous. Naturellement, en pleine période révolutionnaire, le sentimentalisme est un mauvais conseiller. Nous autres ne nous sommes pas laissés guider par lui ; nous avons été durs, implacables, y compris avec nous-mêmes. Pendant que l'ennemi nous attaquait par devant, quelques anarchistes prétendaient nous poignarder dans le dos. Que faire ? Les anarchistes qui nous combattaient étaient contre-révolutionnaires. Si d'un côté leur drapeau était noir, de l'autre c'était le drapeau blanc de Joudenitch, de Koltchak, de Denikine. Heureusement, ce ne sont pas tous les anarchistes qui ont été ennemis de la révolution. Les meilleurs sont venus à notre Parti et en sont aujourd'hui les meilleurs combattants. Devant la révolution, l'anarchisme s'est fractionné en trois courants, ceux qui se sont unis à elle, les hésitants, et ceux qui sont passés de l'autre côté de la barricade. Dans le cours de la révolution, il n'est pas possible de perdre du temps pour convaincre avec des raisonnements ceux qui ont pris le fusil et ont lutté contre nous. Mais on peut espérer convaincre les meilleurs d'entre eux qu'ils viennent de notre côté en Espagne. Il y a des anarchistes de grande valeur capables de tous les sacrifices, de tous les héroïsmes. Ceux-là seraient nécessairement de votre côté et deviendraient des soldats de la révolution prêts à tous les combats. Un autre secteur comme on peut le voir avec Pestana se rangerait de l'autre côté de la barricade. Ces gens-là commenceront par des campagnes humanitaires en

défendant l'union avec la Gauche et finiront pas se mettre totalement du côté de la bourgeoisie. Avec ces éléments, avec ces contre-révolutionnaires, comme pendant la révolution, il faut être inflexible. Il faut considérer ces gens-là comme des ennemis.

La stratégie révolutionnaire

— Comment voyez-vous les possibilités révolutionnaires en Europe ?

— La révolution était mûre en Allemagne dans la deuxième moitié de l'an dernier. La lutte révolutionnaire était fatale. Des situations comme celles que nous avons vécues l'année dernière ne se présentent pas à chaque instant. Le mouvement révolutionnaire ne suit pas une ligne droite, il a des hauts et des bas, des progrès et des reculs. La valeur du révolutionnaire consiste à savoir mettre à profit le mouvement de montée pour donner un élan définitif. Nous avons eu la révolution de 1905. Jusqu'à douze années plus tard, il n'y a pas eu d'autre montée. En Allemagne, la révolution a commencé en 1918. Les social-démocrates se sont interposés entre le prolétariat et la bourgeoisie et l'ont paralysée. L'année dernière, il s'est présentée une situation favorable. Mais, le mouvement révolutionnaire n'a pas su l'utiliser et on a connu une nouvelle retraite ; aujourd'hui, nous vivons l'époque du reflux. Le Parti Communiste allemand a obtenu, dans les dernières élections, environ quatre millions de voix. Si l'on compare ce chiffre avec les résultats antérieurs, on s'aperçoit que le Parti a énormément progressé. Mais, si le Parti a gagné du terrain par rapport à 1919, si on le compare à l'année dernière, il en a perdu. Si les élections, au lieu de se tenir en mai 1924, s'étaient tenues pendant la seconde moitié de 1923, ce n'est pas quatre millions de voix que le Parti aurait obtenues, mais sans doute plus de dix millions. Il y a donc eu une perte. L'année dernière, tout le monde attendait la révolution. La classe ouvrière toute entière avait confiance et pensait qu'on allait frapper le coup final. Le Parti Communiste allemand a cependant perdu et passer cette occasion. Si, nous autres, nous avions dit en Octobre 1917 : "attendons quelques temps pour gagner un peu plus de force, pour avoir plus d'influence sur les masses", nous aurions commis la bêtise la plus énorme que l'on puisse imaginer, nous aurions commis un crime qui n'aurait pas été pardonnable. La masse n'est pas immobile, elle est comme une vague : elle monte et elle s'en va. Quand les masses accourent vers le Parti, c'est seulement si ce dernier est timide qu'il peut désirer les conserver et augmenter plus encore leurs nombres. Si le Parti est fort, courageux, véritablement révolutionnaire, il utilise l'afflux des masses pour attaquer avec force. Si en Octobre nous n'avions pas lancé l'assaut en attendant d'avoir encore un peu plus d'influence, la Russie aujourd'hui ne serait rien d'autre qu'une colonie du capitalisme franco-

britannique. La conception révolutionnaire qui croit que la révolution ne peut vaincre que quand dans les statistiques elle a la grande majorité de la classe ouvrière, est une conception sociale-démocrate, menchevique, fataliste. Après les erreurs commises par le Parti Communiste allemand, la grande masse ouvrière allemande est en train de refluer et petit à petit les ouvriers reviennent dans les rangs réformistes. Cela s'explique facilement par le fait que le travailleur se dit : "le Parti Communiste, c'est le Parti de la révolution mais comme aujourd'hui la situation n'est pas révolutionnaire, il vaut mieux entrer dans les rangs réformistes puisque c'est le parti d'une époque qui n'est pas révolutionnaire". Nous avons trois exemples de révolution qui devraient être écrits pour que les ouvriers de tous les pays se les gravent dans la mémoire avec des caractères indélébiles. Octobre 1917, la victoire de la révolution russe ; Septembre 1920, la révolution sabotée en Italie par les réformistes. Une seconde moitié de 1923 ou la révolution avortée en Allemagne faute de décisions. Ces trois faits là, on devrait en faire quelque chose comme l'alphabet révolutionnaire de tous les ouvriers.

La durée de l'aile réformiste

— *Camarade Trotsky, en juillet 1921, il y a donc presque trois ans, dans une entrevue qui eut lieu avec la délégation syndicaliste espagnole, vous nous avez annoncé déjà les Ministères Herriot et Mac Donald, c'est-à-dire la situation actuelle de direction de réformisme que l'Europe commence à vivre. Est-ce que cette phase de réformisme sera de longue durée ?*

— Quand le capitalisme européen a établi le régime de dictature, il n'était pas difficile de prévoir le déroulement de cette situation politique. Le fascisme, c'est pour la bourgeoisie le contraire du prolétariat, de l'autre côté de la barricade. L'Etat, ce sont des bandes armées qui, en temps de tranquillité, demeure cachées, dissimulées, mais qui apparaissent féroces dès qu'il faut lutter contre le prolétariat. Cette lutte se termine par la victoire finale du prolétariat ou la victoire passagère de la bourgeoisie sur le prolétariat. Si la bourgeoisie arrive à se sauver, le moment difficile passé, elle va régler ces questions elle-même. Dans le cas actuel de Mussolini, la bourgeoisie italienne n'a déjà plus besoin de la dictature fasciste. Momentanément, le péril rouge a disparu en Italie. La bourgeoisie veut gouverner selon ses propres nécessités. La dictature devient non nécessaire. C'est pour cela que Mussolini essaie aujourd'hui de diminuer sa virulence et d'élargir sa sphère d'influence en se faisant le centre des préoccupations bourgeoises véritables. L'époque réformiste était fatale du fait du reflux vécu par le mouvement révolutionnaire. Bien, mais les possibilités du réformisme sont très étroites. En Angleterre, qui est l'endroit où il a le plus de

force, on observe déjà la mesquinerie de la politique de MacDonald. L'extension que peuvent prendre des réformes est très restreinte. Et, en gros, la situation de l'Europe exclue les réformes sociales. Sous le régime capitaliste actuel, le désarmement est impossible. L'ouvrier ne peut donc s'attendre à une amélioration de sa condition. La classe ouvrière se débarrassera, à cause de sa déception, de l'influence réformiste. L'époque du réformisme ne peut être d'une longue durée. Sa fin coïncidera avec une montée de la marée révolutionnaire mais il n'est pas possible de dire à quel moment. Ce qui est sûr, néanmoins, c'est qu'aujourd'hui les perspectives révolutionnaires sont moins précises qu'elles ne l'ont été pendant la deuxième moitié de l'an passé.

La Russie

— *La reconnaissance définitive de la Russie par les puissances capitalistes favorisera-t-elle le développement économique de l'Union des Républiques Soviétiques ?*

— Absolument pas. La Russie ne peut compter que sur elle-même. Nous ne pouvons nous attendre, nous n'attendons pas de crédit du capital étranger bien que la Russie soit aujourd'hui le pays qui peut offrir pour le crédit la plus grande sécurité. Cela qui peut paraître un paradoxe, est une grande vérité. Si nous signons un contrat avec le capital étranger, la validité de ce contrat demeurera jusqu'à ce que la révolution soit faite dans les autres pays. En outre, les capitalistes risquent plus d'être expropriés en conservant leurs capitaux dans leurs pays respectifs que s'ils nous les prêtent. La bourgeoisie auparavant économisait et investissait de grandes quantités dans les affaires parce qu'elle avait confiance dans l'avenir. Elle savait que leurs enfants recevraient ces bénéfices là. Aujourd'hui, cette confiance est perdue. Voyez comme la révolution progresse partout. La bourgeoisie est devenue timide dans les grandes opérations de crédit et dans les projets industriels. C'est pour cela que nous sommes persuadés que le capitalisme ne s'aventurera nullement à nous prêter quelques millions de livres Sterling. Il est évident que s'ils s'y décidaient, nous l'accepterions de grand cœur.

L'avenir révolutionnaire de l'Espagne

— *Quelle importance considérez-vous qu'une révolution aura en Espagne ?*

— La plus grande importance, tant pour l'Espagne que pour l'Amérique. La révolution espagnole se répercutera dans un continent tout entier. Le développement économique de l'Espagne a été lent à cause de l'incapacité

absolue de la bourgeoisie nationale. Au moment où la classe ouvrière s'en prendra au pouvoir, l'Espagne acquerra un grand développement. De sorte que d'un point de vue national, la révolution en Espagne est nécessaire. Il faut aussi, comme nous le verrons, voir les choses d'un point de vue international. Jusqu'à il y a trois ans, l'impérialisme yankee restait tranquille ; il semblait qu'il se contentait du rayon d'action dont il jouissait à l'intérieur de ses frontières. Mais, les nécessités économiques l'ont poussé à une expansion qui grandit tous les jours. Il veut coloniser l'Europe et l'ensemble du continent américain. Ce que la république des Soviets est pour l'Orient, c'est à dire la torche qui transmet le feu de la révolution, l'Espagne peut l'être avec l'impérialisme yankee en Amérique latine. Le plan de la société des industries et tractions électriques qui aujourd'hui intéresse l'Espagne est une préoccupation de l'impérialisme américain qui cherche à avoir en Espagne une influence totale exactement comme en Europe. Et, ce sont seulement les Etats unis soviétiques d'Europe dans leur lutte contre les Etats Unis impérialistes d'Amérique qui pourront assurer le salut de l'Europe. La guerre à venir sera une grande guerre entre l'Europe socialiste et l'Amérique du Nord capitaliste. Dans cette affaire, l'Espagne peut être d'une énorme importance. Elle peut être le point d'appui pour manœuvrer à l'intérieur du continent américain contre l'impérialisme yankee.

Les problèmes de l'Espagne

— *Que pensez-vous du problème du Maroc ?*

— Il faut être ouvertement, brutalement partisan de l'abandon. La crainte de favoriser la bourgeoisie française ne doit pas retenir une seconde le prolétariat espagnol. La bourgeoisie, dans la mesure où elle augmente sa domination sur les colonies opprime plus la classe travailluse. Là-dessus, il nous faut être intransigeant. Les Marocains ont un droit absolu de se proclamer une République indépendante.

— *Et sur la question de la Catalogne ?*

— Je suis absolument pour l'indépendance de la Catalogne. Quand le prolétariat catalan comprendra que les autres ouvriers du reste de l'Espagne qui composent le Parti communiste ne sont pas pour l'oppression, les travailleurs catalans auront plus de conscience. Parmi les ouvriers, il ne peut pas y avoir d'opresseurs et d'opprimés. Il faut néanmoins comprendre que l'indépendance de la Catalogne ne pourra s'obtenir qu'en abattant la bourgeoisie. Une fois la révolution faite, il se créera une fédération libre toujours plus étroite, comme nous l'avons fait nous autres en Russie. Le Parti ouvrier, en Espagne, doit être éminemment libérateur, il doit être plus que quiconque et par-dessus tout le

champion des luttes pour l'indépendance. C'est pourquoi la question de l'indépendance de la Catalogne doit figurer parmi les thèmes de son agitation. Ce serait, en outre, une arme excellente pour contribuer à l'éclatement de l'Etat bourgeois. »

Arrivée à ce point, notre conversation prend un tour distinct. Trotsky nous avait parlé avec éloquence d'une infinité de choses. Au cours de son exposé, en faisant référence à l'action révolutionnaire, il faisait des gestes imposants, ses bras se levaient et retombaient, coupant comme des épées. L'homme qui s'exprimait était énergique et audacieux ; en outre, il était notre camarade, et il riait avec nous.

Nine lui racontait l'histoire publiée dans la presse, selon laquelle il se serait amouraché d'une ballerine espagnole au point que la Tcheka avait été obligée de le transporter au Caucase pour le guérir de sa passion amoureuse. Trotsky a beaucoup ri puis il a dit : « *Ça ressemble à un vaudeville en un acte que j'ai vu à Madrid quand je suis passé en Espagne* ».

Un autre camarade lui a dit que selon la presse bourgeoise, il était mort un nombre infini de fois. « *Malheureusement pour la bourgeoisie, a répondu Trotsky, je me sens fort et tout à fait convaincu que la révolution va triompher partout* ».

Nous avons encore parlé pendant longtemps des choses d'Espagne. Au moment de nous séparer de lui, nous avions dans le cœur plus d'énergie. Celui qui nous avait communiqué ce feu, c'était le génial révolutionnaire, l'épée et la tête de la révolution : Léon Trotsky.

Moscou, 7 juillet

Les départs

Pradalès, Pierre, Alfred, Gabriel (1913-1999)

Pierre Pradalès vient de mourir à Seillans (Var) où il s'était retiré. Il était né à Paris (13^e) le 21 novembre 1913. Son père était professeur à l'école professionnelle Colbert.

Il entra dans la vie professionnelle comme apprenti ébéniste à 15 ans, puis travailla à la Caisse centrale des Assurances sociales de Paris, effectua son service militaire en 1933-1934.

A son retour, il entra dans les Jeunesses socialistes, s'y lia à Elie Kamoun, entré en qualité de trotskyste, et rejoignit bientôt cette tendance organisée dans le PS en Groupe bolchevik-léniniste (GBL). Il devint un des dirigeants des J.S. puis des Jeunesses socialistes révolutionnaires formées par la fédération de la Seine après son exclusion. En juillet 36, il fut l'un des fondateurs du Parti ouvrier internationaliste (POI), membre du comité de rédaction de *La Lutte ouvrière*. En 1939, avec la minorité du POI animée par Jean Rous, il rejoignit le Parti ouvrier et paysan (PSOP) de Marceau Pivert. Mobilisé dans la 4^e division cuirassée, il rejoignit à sa démobilisation le POI clandestin. Il fut arrêté le 11 février 1943 par la Brigade spéciale et envoyé à Mauthausen.

Il milita alors dans les rangs du PCI et fut un de ses candidats aux législatives d'octobre 1945 et janvier 1946. Il contribua à la documentation réunie par David Rousset pour son travail sur les camps. Il participa en 1948 à la fondation du RDR et, au cours des années suivantes, adhéra au PSU à Créteil. Il était militant actif des organisations d'anciens Résistants, élu membre du bureau de l'ANACR en 1958, militant syndical à la CGT, puis, après la scission, à la CGT-FO. Il participa avec Rousset à la campagne contre les camps staliniens, fut invité à Moscou en 1992, en tant qu'ancien déporté, par l'association « Le Retour ».

OEUVRES DE LÉON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *Œuvres*, de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des œuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes qui reposaient sur les écrits publiés de Léon Trotsky, la partie « ouverte » des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8, le travail qui a été épaulé par la R.C.P. 596 puis la Jeune Equipe « Histoire du Communisme » du C.N.R.S., repose désormais principalement sur la partie « fermée » des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication s'est terminée avec le volume 24 en septembre 1987.

La nouvelle série est commencée avec les volumes I, II et III : elle couvrira la période de 1928, l'exil de Trotsky à Alma-Ata, jusqu'en 1933, l'appel à la construction de la IV^e Internationale. On a également prévu des volumes de compléments, sur la base de la partie « fermée » pour 1933-1935.

On peut se procurer les volumes des Œuvres en s'adressant à l'administration des Cahiers Léon Trotsky ainsi qu'aux librairies de la Selio, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris (10^e), et de la Brèche, 8, rue de Romainville, Paris (19^e).

ISSN 0181 - 0790

Prix : 90 F

Cahiers Léon Trotsky □ **Institut Léon Trotsky**